

ÉTATS FINANCIERS 2018

- Déclaration d'intégralité
- État de la situation financière au 31 décembre 2018
- État de la performance financière pour l'exercice 2018
- Tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2018
- Notes afférentes aux États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2018
- État des engagements et des règlements au 31 décembre 2018



À l'attention de Monsieur Driss JETTOU
Auditeur externe de l'OIF

Déclaration d'intégralité des comptes 2018 de l'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 vise à exprimer une opinion sur l'image fidèle que donnent les états financiers de la situation financière de l'OIF au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).

Nous sommes responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux normes IPSAS.

Nous confirmons, au mieux de nos connaissances et en toute bonne foi, les déclarations suivantes :

- Nous n'avons connaissance d'aucune irrégularité impliquant la direction ou les employés ayant un rôle important dans le fonctionnement du contrôle interne ou susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Nous vous avons présenté tous les livres comptables, toute la documentation y afférente et tous les procès-verbaux des réunions des instances de l'Organisation.
- Nous confirmons l'exhaustivité des informations fournies concernant les parties liées.
- Nous confirmons qu'à notre connaissance, les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, y compris des omissions.
- Notre Organisation s'est conformée à toutes les dispositions des accords contractuels dont le non-respect pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Nous n'avons connaissance d'aucune violation des règles des autorités de contrôle susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Les éléments suivants ont été correctement enregistrés et, si nécessaire, ont fait l'objet d'une information appropriée fournie dans les états financiers :
 - a. les parties liées, ainsi que les soldes des opérations entre celles-ci ;
 - b. les pertes résultant d'engagements de vente ou d'achat ;
 - c. les accords et opinions de rachat des actifs précédemment vendus ;
 - d. les actifs donnés en garantie.



- Nous n'avons aucun projet ou intention susceptible d'altérer de manière significative la valeur des actifs et des passifs reflétés dans les états financiers ou leur classification.
- Les provisions pour risques et charges de l'Organisation ont été estimées au 31 décembre 2018 sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, ou d'hypothèses de calcul s'agissant du risque lié au cofinancement de certains projets.
- S'agissant du recouvrement des arriérés de contributions statutaires, nous vous confirmons que des actions sont menées au cas par cas avec les États membres concernés et, en tout état de cause, suivies par un groupe de travail spécifique sur le barème des contributions.
- Nous n'avons aucun plan visant à abandonner des activités ou d'autres plans ou intentions qui auraient pour résultat d'aboutir à un stock excédentaire ou obsolète, et aucun stock n'est comptabilisé pour un montant supérieur à sa valeur nette de réalisation.
- L'Organisation a un titre de propriété pour tous ses actifs et aucun n'a été nanti ou hypothéqué ou ne fait l'objet de sûretés ou de servitudes.
- Nous avons enregistré ou décrit, selon le cas, tous les passifs, y compris les engagements réels ou potentiels.
- Aucun événement postérieur à la date de clôture ne s'est produit qui nécessiterait un ajustement des états financiers, ou une mention dans ceux-ci ou dans une note annexe aux dits états.
- Les litiges sont provisionnés dans les états financiers. Aucune autre réclamation concernant un contentieux n'a été reçue ou n'est actuellement attendue.
- Il n'existe pas d'accord formel ou informel de compensation relatif à l'un quelconque de nos comptes de trésorerie ou de portefeuille.

Fait à Paris, le 26 avril 2019

Pour l'Organisation internationale
de la Francophonie,

La Secrétaire générale



Louise MUSHIKIWABO



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2018



État de la situation financière au 31/12/2018

ACTIFS	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
1. Actifs courants	48 156	60 509	-12 353	33%
1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 799	49 977	-8 178	39%
1.2. Contributions statutaires	2 307	2 116	191	135%
1.3. Contributions volontaires	269	2 880	-2 611	-3%
1.4. Créances TVA	570	554	17	-25%
1.5. Autres actifs courants	3 204	4 966	-1 762	6%
1.6. Stocks	7	17	-10	61%
2. Actifs non courants	114 720	112 462	2 258	-14%
2.1. Immobilisations financières	24 364	17 094	7 270	-43%
2.2. Immobilisations incorporelles	466	830	-363	-28%
2.3. Immobilisations corporelles	89 891	94 538	-4 648	-5%
2.4. Autres actifs non financiers	0	0	0	0%
TOTAL ACTIFS	162 877	172 972	-10 095	-2%

PASSIFS	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en €	en %
1. Passifs courants	18 097	21 000	-2 903	1%
1.1. Dettes fournisseurs	6 428	5 783	645	0%
1.2. Dettes liées au personnel	1 024	624	399	-40%
1.3. Dettes sociales	1 166	1 219	-53	-17%
1.4. Autres dettes	9 300	13 233	-3 934	7%
1.5. Emprunts à court terme	0	0	0	0%
1.6. Autres passifs courants	180	141	39	103%
2. Passifs non courants	118 306	122 345	-4 038	0%
2.1. Prêts à long terme	0	0	0	0%
2.2. Avantages au personnel	30 571	30 299	272	15%
2.3. Autres passifs non courants	87 735	92 045	-4 310	-5%
TOTAL PASSIFS	136 403	143 345	-6 941	0%

ACTIF NET / SITUATION NETTE EN k€	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
1. Dons	101	101	0	0%
2. Réserves	26 372	29 526	-3 154	-8%

LM

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE 2018

LM

État de la performance financière Exercice 2018

	Valeurs(en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
1. PRODUITS OPÉRATIONNELS	77 720	79 564	-1 844	-2%
1.1. Contributions statutaires	41 377	40 721	655	2%
1.2. Contributions volontaires	16 029	18 946	-2 918	-15%
1.3. Subventions hors budget	0	4 749	-4 749	-100%
1.4. Fonds spéciaux	9 749	2 836	6 913	244%
1.5. Autres produits opérationnels	9 532	9 455	77	1%
1.6. Rep. provisions et transf de ch	1 034	2 857	-1 823	-64%
2. CHARGES OPÉRATIONNELLES	76 877	77 056	-178	0%
2.1. Achats	570	477	94	20%
2.2. Charges liées aux protocoles	21 377	17 823	3 554	20%
2.3. Autres achats et charges externes	19 775	18 390	1 385	8%
2.4. Impôts et taxes	53	64	-12	-18%
2.5. Charges de personnel	29 253	31 545	-2 292	-7%
2.6. Autres charges	25	2 150	-2 125	-99%
2.7. Dotations aux amortissements et aux provisions	5 825	6 607	-783	-12%
SOLDE ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLES	843	2 508	-1 666	-66%
3. ACTIVITÉ NON OPÉRATIONNELLES	-3 949	-4 699	751	-16%
3.1. Produits financiers	664	1 070	-406	-38%
3.2. Charges financières	4 610	5 770	-1 160	-20%
3.3. Produits sur cessions d'immob.	-2	1	-3	-267%
SOLDE ACTIVITÉS ORDINAIRES	-3 106	-2 191	-915	42%
Eléments extraordinaires	-48	52	-100	
SOLDE NET DE L'EXERCICE	-3 154	-2 139	-1 015	47%

L17

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE 2018

LM

Tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2018

	Montant en k€ 31/12/18	Montant en k€ 31/12/17
FLUX DE TRESORERIE LIES A L ACTIVITE		
Excédent	-3 154	-2 139
Amortissements	5 528	5 610
Augmentation de la provision pour contributions	216	611
Augmentation de la provision pour risques et charges	81	258
Augmentation de la provision financières	322	154
Diminution de la provision pour contributions	-830	-356
Diminution de la provision financière	-141	-69
Quote part de subvention d'investissement	-4 314	-4 314
Diminution de la provision pour risques	-105	-1 662
Diminution de la valeur nette des immobilisations suite cession	2	-1
Mouvements sans effet de trésorerie	759	230
Variation des stocks	10	-6
Variation des contributions	3 117	-1 361
Variation Etat - TVA	20	1 296
Variation personnel - organismes sociaux	57	94
Variation des autres créances	1 622	-206
Variation des dettes fournisseurs	645	-23
Variation du personnel	399	-424
Variation des organismes sociaux	-51	-254
Variation des autres dettes	-3 937	854
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-513	-1 939
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-518	-586
Acquisitions d'immobilisations financières	-15 014	-2
Cession d'immobilisations financières	7 602	13 114
Cession d'immobilisations	0	7
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-7 930	12 533
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Prélèvements sur fonds de réserve	0	-550
Augmentation du fonds de prévoyance	265	3 893
Diminution du fonds de prévoyance	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 632	148
VARIATION NETTE DE TRESORERIE	-8 178	13 937
VARIATION NETTE DE TRESORERIE		
Trésorerie d'ouverture	49 977	36 040
Trésorerie de clôture	41 799	49 977
VARIATION NETTE DE TRESORERIE	-8 178	13 937

207

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018**

LM

SOMMAIRE

NOTE 1 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	14
NOTE 2 : ENTITÉ COMPTABLE	16
NOTE 3 : CONVENTIONS COMPTABLES	18
3.1. Périmètre d'arrêté des comptes	18
3.2. Base de préparation	18
3.2.1. Application des normes IPSAS	18
3.2.2. Règles comptables	18
3.3. Méthodes comptables appliquées	19
3.3.1. Monnaie utilisée pour la comptabilité	19
3.3.2. Transactions en devises étrangères	19
3.3.3. Information sectorielle	19
3.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie	19
3.3.5. Placements à court terme	19
3.3.6. Contributions	19
3.3.7. Autres actifs courants	20
3.3.8. Stocks	20
3.3.9. Immobilisations financières	21
3.3.10. Immobilisations corporelles	21
3.3.11. Immobilisations incorporelles	22
3.3.12. Avantages au personnel	23
3.3.13. Provisions	23
3.3.14. Comptabilisation des produits	24
3.3.15. Comptabilisation des charges	24
3.3.16. Reversement des fonds du FMU aux autres opérateurs spécialisés de la Francophonie et impacts sur les comptes	24
NOTE 4 : ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DETERMINANTS	25
4.1. Mises à disposition de locaux	25
4.2. Mises à disposition de personnel	25



NOTE 5 : ACTIFS.....	27
5.1. Actifs courants.....	27
5.1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	27
5.1.2. Créances sur contributions statutaires.....	27
5.1.3. Créances sur contributions volontaires.....	29
5.1.4. Créances de TVA.....	29
5.1.5. Autres actifs courants.....	29
5.1.6. Stocks.....	30
5.2. Actifs non courants.....	30
5.2.1. Immobilisations financières.....	30
5.2.2. Immobilisations incorporelles.....	30
5.2.3. Immobilisations corporelles.....	31
NOTE 6 : PASSIFS.....	32
6.1. Passifs courants.....	32
6.1.1. Dettes fournisseurs.....	32
6.1.2. Dettes liées au personnel : avantages au personnel courant.....	32
6.1.3. Dettes sociales.....	32
6.1.4. Autres dettes.....	32
6.1.5. Autres passifs courants.....	35
6.2. Passifs non courants.....	35
6.2.1. Avantages au personnel non courants.....	35
6.2.2. Autres passifs non courants.....	35
NOTE 7 : ACTIF NET / SITUATION NETTE.....	36
NOTE 8 : PRODUITS.....	37
NOTE 9 : CHARGES.....	38
9.1. Programmation.....	39
9.2. Fonctionnement.....	39
NOTE 10 : PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS.....	40
10.1. Engagements au titre de contrats de location simple.....	40
10.2. Actifs éventuels.....	40
10.3. Garantie donnée.....	40

NOTE 11 : COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE.....	41
NOTE 12 : RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE.....	42
NOTE 13 : GESTION DU RISQUE	43
13.1. Risque de crédit.....	43
13.2. Risque de marché	43
13.3. Risque de liquidité.....	43
13.4. Risque informatique.....	43
13.5. Risque juridique.....	43
NOTE 14 : PROVISIONS	45
NOTE 15 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES	45
NOTE 16 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	47
16.1. Organes directeurs.....	47
16.2. Principaux dirigeants	48
16.3. Établissement des états financiers et gestion de la paie.....	48

NOTE 1

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

■ XVII^{ème} Sommet de la Francophonie à Erevan (Arménie)

Le XVII^{ème} sommet s'est déroulé à Erevan (Arménie) du 11 au 12 octobre 2018. Il a été essentiellement marqué par :

- l'élection d'une nouvelle Secrétaire générale pour l'Organisation pour un mandat de 4 ans ;
- l'adoption du budget quadriennal 2019-2022 ;
- la décision d'ouverture d'un bureau régional pour l'Afrique du Nord à Tunis (Tunisie) en 2019 et d'un bureau régional pour le Moyen Orient à Beyrouth en 2020 ou 2021.

■ Conférence des OING de la Francophonie à Erevan (Arménie)

La XI^{ème} Conférence des OING de la Francophonie s'est tenue, du 12 au 14 septembre 2018, à Erevan (Arménie).

■ Conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions

La III^{ème} conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions s'est tenue, du 10 au 12 septembre 2018, à Fès (Maroc).

■ Conférence internationale des jeunes francophones à Genève (Suisse)

La II^{ème} conférence internationale des jeunes francophones s'est tenue à Genève (Suisse) du 17 au 19 septembre 2018.

■ Évolutions au niveau des systèmes d'information

Les principales évolutions enregistrées sont :

- l'évaluation des systèmes d'information au mois de janvier 2018 par un prestataire externe qui a permis l'identification des principales forces et faiblesses et la mise en place d'un plan d'action pour la gestion des principales faiblesses identifiées ;
- l'appel d'offres pour l'infrastructure des serveurs et stockage en vue de moderniser, d'accroître la sécurité et se préparer pour la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activité et de reprise informatique avec l'objectif majeur est de disposer d'une infrastructure renouvelée et ajustée aux besoins de l'OIF en termes de serveurs et de stockage ainsi que d'un site secours hors OIF permettant la mise en place d'un plan de continuité d'activité et le plan de reprise informatique ;
- le non aboutissement, en 2018, du module multisociété du SIG 2g en raison du changement de l'équipe de développeurs du prestataire externe ;

- le déploiement du SIG 2g dans les UHS et organes subsidiaires avec une solution transitoire consistant à doter chacun d'eux d'une version adaptée du SIG2g utilisé au siège, permettant de recueillir les premiers traitements budgétaires de 2019 en attendant la mise en production de la version 1.16 au cours du second semestre 2019.
- la formation de la totalité des équipes des UHS et organes subsidiaires ont été formés à l'utilisation du SIG 2g, à Paris, du 10 au 14 décembre 2018.



NOTE 2

ENTITÉ COMPTABLE

Issue de la Convention de Niamey (Niger) en 1970, l'OIF mène des actions politiques et de coopération multilatérale pour donner corps à une solidarité active au bénéfice des populations de ses Etats et gouvernements membres. Elle agit dans le respect de la diversité culturelle et linguistique, au service de la promotion de la langue française, de la paix et du développement durable.

Les objectifs de la Francophonie sont consignés dans la Charte de la Francophonie (ci-après la Charte) adoptée en 1997 lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Hanoi (Vietnam) et révisée par la Conférence ministérielle en 2005 à Antananarivo (Madagascar) :

- l'instauration et le développement de la démocratie ;
- la prévention, la gestion et le règlement des conflits, le soutien à l'État de droit et aux droits de l'Homme ;
- l'intensification du dialogue des cultures et des civilisations ;
- le rapprochement des peuples par leur connaissance mutuelle ;
- le renforcement de leur solidarité par des actions de coopération multilatérale en vue de favoriser l'essor de leurs économies ;
- la promotion de l'éducation et de la formation.

Lors du XV^{ème} Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, qui s'est déroulé à Dakar du 29 au 30 novembre 2014, un nouveau cadre stratégique de la programmation, pour la période 2015-2022, a été adopté. Il fixe quatre principales missions :

- promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
- promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme ;
- appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
- développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Le système institutionnel de la Francophonie rassemble les pays ayant la langue française en partage afin d'organiser et développer une coopération politique, économique, sociale et culturelle entre les 84 États et gouvernements de l'OIF, répartis sur les cinq continents et totalisant une population de quelque 900 millions d'habitants.

Ce dispositif comprend des instances politiques décisionnelles dont la plus haute est le Sommet de la Francophonie (États et gouvernements) qui se réunit tous les deux ans ainsi que le Secrétaire général de la Francophonie, clé de voûte du système institutionnel francophone. Dans l'accomplissement de ses fonctions, il nomme l'Administrateur de l'OIF (ci-

après l'Administrateur) chargé d'exécuter, d'animer et de gérer la coopération ainsi que d'assurer la gestion des affaires administratives et financières.

Les autres institutions de la Francophonie comprennent un organe consultatif, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (ci-après APF) ainsi que quatre opérateurs spécialisés (en plus de l'OIF), en charge de la mise en œuvre de la coopération multilatérale francophone :

- Agence universitaire de la Francophonie (AUF) ;
- Chaîne internationale de télévision TV5 ;
- Association internationale des maires francophones (AIMF) ;
- Université Senghor d'Alexandrie.

L'OIF s'appuie sur des textes de référence adoptés par ses instances à l'occasion des Sommets de la Francophonie et des Conférences ministérielles permanentes. Elle dispose également d'un certain nombre de sites spécialisés s'inscrivant dans ses champs d'intervention, permettant de fédérer l'ensemble des ressources et de renforcer l'accessibilité tout en préservant la spécificité de chaque ressource.



NOTE 3

CONVENTIONS COMPTABLES

3.1. Périmètre d'arrêté des comptes

Les états financiers 2018 regroupent l'ensemble des unités administratives de l'OIF :

- le Siège, dont le Cabinet du Secrétaire général et l'Administration de l'OIF, regroupant sept directions ;
- les Unités hors Siège (ci-après UHS) : quatre Représentations permanentes (Bruxelles, Genève, New-York et Addis-Abeba), six Bureaux régionaux (Antananarivo, Bucarest, Lomé, Libreville, Port au Prince et Hanoï) ;
- l'Organe subsidiaire à Québec, ex-IEPF, devenu Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) en 2013 ;
- l'Organe subsidiaire, Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEFF) basé à Dakar ;
- le Comité International des Jeux de la Francophonie (CIJF).

3.2. Base de préparation

3.2.1. Application des normes IPSAS

Jusqu'en 2011, les états financiers de l'OIF ont été présentés selon les normes françaises. Une présentation des états financiers, conforme aux normes IPSAS et prévue initialement en 2011, a été reportée et intégralement mise en place pour la première fois pour l'exercice 2012.

En 2012, l'adoption des IPSAS a nécessité la modification de certaines conventions comptables de l'OIF ainsi que le retraitement en normes IPSAS des états financiers de l'exercice 2011.

D'autre part, la présentation des états financiers aux IPSAS nécessite l'utilisation d'estimations comptables essentielles. Les domaines les plus complexes, nécessitant un discernement plus aigu, ou encore dans lesquels des postulats et estimations ont été pratiqués, sont décrits en **Note 4**.

3.2.2. Règles comptables

Le Règlement financier de l'OIF, en vigueur au 31 décembre 2018, précise, en son article 11.1, que « la comptabilité et les registres comptables doivent être conformes aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ».

Le manuel comptable de l'OIF, amendé en 2018, définit les règles comptables qui lui sont spécifiquement applicables.

Les conventions comptables ont été adoptées et suivies dans le respect des principes comptables suivants :

- Intelligibilité ;
- Pertinence ;
- Fiabilité.

3.3. Méthodes comptables appliquées

3.3.1. Monnaie utilisée pour la comptabilité

La comptabilité de l'OIF est tenue en euro.

3.3.2. Transactions en devises étrangères

L'OIF gère les comptes de dix UHS, de l'IFDD et de l'IFEF dont certains utilisent des monnaies autres que l'euro. La gestion de ces opérations n'entraîne pas de dérogations à la réglementation comptable. Les opérations courantes sont enregistrées sur la base des cours au 1er janvier et au 1er juillet, dit « taux de chancellerie », fixés semestriellement par décision de l'Administrateur et permettant de stabiliser le budget de l'année.

Les mouvements de trésorerie sont enregistrés, au jour le jour, au taux de la chancellerie. Au 31 décembre de chaque année, la valeur du solde en devises des comptes de trésorerie est recalculée sur sa contre-valeur en euros au cours officiel interbancaire au 31 décembre. Les éventuels écarts de conversion ne font pas l'objet d'une provision pour dépréciation mais sont directement enregistrés en tant que gain (compte 766000) ou perte (compte 666000) de change.

Les pertes de change latentes sur les créances et dettes en devises font l'objet, au 31 décembre, de provisions inscrites dans les autres passifs courants (cf. point 6.1.5 ci-après).

3.3.3. Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations.

Les activités de l'OIF consistent intégralement à promouvoir la Francophonie dans le monde.

Ces activités sont principalement financées par des contributions statutaires et volontaires, sans rattachement de ces sources de financement aux missions définies par le cadre stratégique de la programmation pour la période 2015-2022.

En conséquence, l'information sectorielle exigée par la norme IPSAS 18 n'est pas présentée par l'OIF.

3.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la caisse, les régies d'avance, les dépôts remboursables sur demande auprès des banques et les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en espèces et dont le risque de changement de valeur est négligeable. Conformément à la norme IPSAS 29, ces placements sont considérés comme des actifs financiers disponibles à la vente.

3.3.5. Placements à court terme

Les placements à court terme de l'OIF sont enregistrés dans les équivalents de trésorerie. Ils sont inclus dans les actifs courants. Ils correspondent à des placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Au 31 décembre 2018, les placements à court terme correspondent à un dépôt à terme contracté par l'IFDD afin de garantir l'utilisation de cartes bancaires.

Conformément à la norme IPSAS 29, ces placements sont considérés comme des actifs financiers disponibles à la vente.

3.3.6. Contributions

3.3.6.a. Contributions statutaires

Les contributions statutaires des membres servant à couvrir les dépenses de l'OIF représentent la première ressource de l'Organisation et sont calculées selon le barème fixé par la Conférence ministérielle de la Francophonie. La dernière réforme (Vientiane 2007) a permis un rééquilibrage entre les membres, considérant ainsi la situation économique des pays les moins avancés avec, en compensation, l'augmentation des contributions des pays du Nord et des pays dits « intermédiaires ».





Chaque membre de l'OIF est «tenu d'acquitter le montant total des contributions dont il est redevable» (article 10 de la Charte).

Ces contributions sont évaluées annuellement à la valeur nominale, minorée d'une dépréciation pour des sommes estimées irrécouvrables. Cette provision est établie, lorsqu'il existe des éléments objectifs basés sur un examen des montants dus à la date de clôture, tendant à indiquer que l'OIF ne sera pas en mesure de recouvrer toutes les sommes échues, conformément au terme initial de la créance et à l'obligation imposée par la Charte.

La dépréciation des créances relatives aux contributions tient compte des recouvrements pendant la période complémentaire et, par conséquent, les sommes perçues pendant cette période ne font pas l'objet de dépréciation.

Les dépréciations sont déterminées sur la base d'une approche par les risques qui prend en considération la situation politique et économique de chaque État et gouvernement membre.

La Note 5.1.2 présente la situation à fin 2018 des contributions statutaires.

3.3.6.b. Contributions volontaires

Ces ressources sont constituées par les contributions volontaires des membres de la Francophonie au Fonds multilatéral unique (ci-après FMU), affectées à l'OIF.

L'OIF est, du point de vue juridique, le gestionnaire du FMU, institué lors du Sommet de Dakar en mai 1989 et dont le fonctionnement a été arrêté lors du Sommet de Chaillot en novembre 1991.

La méthode de comptabilisation du FMU est précisée dans le manuel comptable. L'OIF a retenu le principe de la comptabilisation des produits constitués par les « annonces » confirmées par les États et gouvernements membres et considérées comme des créances du FMU sur les contributeurs.

Ces créances au titre de ces créances ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation.

La Note 5.1.3 décrit la situation de ces ressources à fin 2018.

3.3.6.c. Subventions hors budget, fonds spéciaux et crédits exceptionnels

Ils correspondent aux sommes versées n'entrant pas dans le cadre d'un budget spécifique.

Les crédits exceptionnels (tels que définis dans la note du 30 septembre 2010 - « glossaire ») sont des « crédits mobilisés hors FMU » auprès des États et gouvernements membres et/ou des partenaires extérieurs (bailleurs multilatéraux ou bilatéraux, fondations, etc.) au profit de projets ou de programmes inscrits au sein de la programmation adoptée par les instances.

La Note 6.1.4.b décrit la situation des fonds spéciaux et crédits exceptionnels à fin 2018.

3.3.7. Autres actifs courants

Constitués de créances diverses de l'OIF, dont la TVA à recevoir et les avances au personnel, ils sont évalués à la valeur nominale, minorée de toute provision pour des sommes estimées irrécouvrables.

C'est le cas lorsqu'il existe des éléments objectifs, basés sur un examen des montants dus à la date de clôture, tendant à indiquer que l'OIF ne sera pas en mesure de recouvrer toutes les sommes échues, conformément au terme initial de la créance.

Ce poste regroupe également les acomptes versés dans le cadre de protocoles conclus avec l'Organisation.

3.3.8. Stocks

Les stocks correspondent aux :

- fournitures de bureau ;
- publications de l'IFDD ;
- consommables.



Les publications destinées à être diffusées gratuitement ou à un prix symbolique ne sont pas comptabilisées en stocks.

3.3.9. Immobilisations financières

Les placements à moyen et long terme sont classés, conformément à la norme IPSAS 29, comme des placements financiers détenus jusqu'à leur échéance et considérés comme des immobilisations financières classés en actifs non courants.

Les prêts et créances à plus d'un an sont, également, classés comme des immobilisations financières en actifs non courants. Conformément à la norme IPSAS 29, ces actifs sont considérés comme des prêts et créances. Tel est le cas notamment des Fonds de Garantie des Industries Culturelles (FGIC).

Une provision est constituée, dans les comptes de l'OIF, dans le cas où l'organisme détenteur du fonds de garantie enregistre une provision pour faire face à un risque de non récupération de l'intégralité du fonds.

3.3.10. Immobilisations corporelles

Les normes IPSAS imposent, outre la présentation des immobilisations dont l'OIF est propriétaire, la valorisation des locaux mis à sa disposition par ses membres (normes IPSAS 13, 17 et 23).

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, minoré des pertes de valeur cumulées.

3.3.10.a. Maison de la Francophonie à Paris

La France a mis à la disposition de l'OIF un ensemble immobilier pour abriter son siège. Cette mise à disposition a fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation selon la norme IPSAS 17.

Le montant relatif à cet ensemble immobilier est considéré comme une subvention d'investissement et est inscrit dans les passifs non courants.

Corrélativement, il est pratiqué un amortissement du bien sur une durée linéaire de 50 ans. La Note 5.2.3 présente le détail de l'opération.

3.3.10.b. IFDD à Québec

L'immeuble dont l'OIF est propriétaire à Québec a fait l'objet d'une comptabilisation à la juste valeur dans le cadre du passage aux IPSAS en 2012.

La différence entre la valeur nette et la juste valeur a été comptabilisée en impact de la première application des normes IPSAS dans un compte d'écart de réévaluation figurant en réserves (cf. Note 5.2.3).

3.3.10.c. Unités hors Siège (UHS) et IFEF à Dakar

Les locaux mis à disposition de l'OIF par les États hôtes pour l'hébergement des UHS suivent le même traitement que la Maison de la Francophonie si les conventions d'occupation répondent aux critères de la norme IPSAS 13 sur les contrats de location- financement.

Il a été retenu deux types de convention de mise à disposition des locaux :

- pour une durée indéterminée : il s'agit de locations simples qui, eu égard à l'absence de certitude de la durée de ces conventions et de la nature du bien mis à disposition, ne font pas l'objet d'immobilisation à l'actif du bilan ;
- pour une durée précisément définie et qui couvre la majeure partie du bien concerné : évaluation et valorisation portée à l'actif du bilan de l'OIF, conformément à la norme IPSAS 17, avec une décomposition des éléments par composant en vue du calcul des amortissements.

Toutes les mises à disposition des locaux des UHS et de l'IFEF ont été, après examen de la situation de chacune d'entre elles, considérées comme des locations simples et n'ont pas fait l'objet d'immobilisations.



3.3.10.d. Acquisition des immobilisations corporelles

Le coût d'une immobilisation corporelle est comptabilisé au titre des actifs s'il est probable qu'un potentiel de services associés à l'immobilisation en découlera pour l'OIF et si le coût de l'immobilisation peut être évalué de façon fiable. Dans la plupart des cas, une immobilisation corporelle est comptabilisée au coût encouru pour les acquérir et les utiliser.

Lorsqu'un actif a été offert à l'OIF, il est comptabilisé à sa juste valeur, à la date de son acquisition. L'OIF applique des seuils lorsqu'elle considère s'il convient d'incorporer de nouvelles immobilisations corporelles au capital.

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif si leur coût, ou leur juste valeur, est supérieur à 500 euros par unité.

3.3.10.e. Biens du patrimoine

L'OIF est propriétaire d'œuvres d'art, notamment des peintures, sculptures et autres objets, qui sont pour la plupart des dons de gouvernements et d'autres partenaires. La valeur de ces biens est comptabilisée lorsqu'ils sont acquis par l'OIF.

3.3.10.f. Cessions d'immobilisations corporelles

Les profits et pertes liés aux cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits correspondants à la valeur nette comptable de l'actif et sont inclus dans l'état de la performance financière.

3.3.10.g. Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés selon la méthode linéaire, pour l'ensemble des immobilisations corporelles, selon les durées ci-après :

Catégorie d'immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Ensemble immobilier	15 à 50 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Installation sur sol d'autrui	10 ans
Équipement ménager	10 ans
Matériel audiovisuel et de communication	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel de transport	3 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel technique	10 ans
Mobilier	10 ans

La Maison de la Francophonie est amortie, par composant, selon la méthode suivante :

- gros œuvre : 50 ans ;
- installations générales : 25 ans ;
- agencements : 15 ans.

Les travaux d'aménagement effectués dans la résidence de la Secrétaire générale sont amortis sur la durée restant à courir jusqu'à l'expiration du bail de 4 ans conclu entre l'OIF et l'Ambassade du Canada en France.

3.3.11. Immobilisations incorporelles

Constituées de logiciels informatiques, les immobilisations incorporelles sont enregistrées sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les utiliser.

L'amortissement est comptabilisé, selon la méthode linéaire, sur une durée de trois ans.

Le coût du SIG 2g est amorti sur 5 ans pour tenir compte de la durée effective estimée de son utilisation.



3.3.12. Avantages au personnel

3.3.12.a. Avantages au personnel à court terme ou courants

Les avantages au personnel comprennent la paie, les congés payés et autres indemnités. Supposés être réglés, au plus, dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice, ils sont estimés à la valeur nominale calculée sur la base des droits acquis au taux de rémunération en vigueur à la date de clôture.

En outre, le personnel bénéficie des congés aux foyers, des avances sur fonds de prévoyance et des prêts.

3.3.12.b. Avantages après la cessation de service ou non-courants

➤ Fonds de prévoyance

L'OIF a instauré un régime de prévoyance (article 139 du Statut du personnel) pour l'ensemble des membres de son personnel. Il est constitué par la cotisation de l'employé (7% du salaire mensuel) et par celle de l'employeur (14% sur le traitement de référence mensuel). L'allocation de prévoyance est versée lors de la cessation des fonctions de chaque membre du personnel sous forme de capital. Conformément à l'article 139 du Statut du personnel, elle est égale à 21% du dernier traitement annuel de base (12 derniers mois) multiplié par le nombre d'années de cotisation.

Au 31 décembre de chaque année, l'OIF actualise le calcul du fonds de prévoyance conformément aux éléments connus à cette date. Le montant ainsi constitué serait alors suffisant pour solder tous les comptes au 31 décembre 2018.

Le calcul du fonds de prévoyance fait l'objet d'une attestation délivrée par un actuaire.

Conformément à la norme IPSAS 39, qui est venu remplacer la norme IPSAS 25, il a été décidé de procéder à l'actualisation du fonds de prévoyance en fonction des dates de cessation de service prévues (date de fin de contrat ou date de départ à la retraite), selon les hypothèses suivantes :

- Contrats à durée déterminée : date de fin de contrat considérée, comme fin de l'engagement
- Tables de mortalité : TF0002
- t_a : taux d'actualisation = taux basé sur AA10+ (1,57% au 31/12/2018)
- t_s : taux de sortie de l'OIF = 5% (hypothèse OIF)
- s : taux de croissance du salaire = 1,5% (hypothèse OIF)
- Age de la retraite : fixé à 62 ans et à 65 ans pour ceux recrutés à partir du 1er janvier 2018 (Statut du personnel de l'OIF).

L'impact de l'actualisation du fonds de prévoyance figure à la Note 6.2.1.

Il a été fait le choix de garder le taux d'actualisation retenu (AA10+) lors des exercices précédents.

Ces prestations sont garanties par des placements, figurant dans les comptes, essentiellement, sous la forme de bons à moyen terme négociables et un contrat de capitalisation.

➤ Indemnités de retour

L'article 168 du statut du personnel précise qu'« une indemnité de retour est accordée au membre du personnel, recruté sur une base internationale, qui bénéficie, lors de sa cessation définitive de service, de la prise en charge par l'Organisation des frais de transport de ses effets personnels et de son mobilier ». L'article suivant indique que « cette indemnité est égale à un mois de traitement de base pour les membres du personnel n'ayant pas droit à l'allocation pour enfant à charge et à deux mois pour les membres du personnel qui y ont droit ».

Bien que cette indemnité soit constitutive d'un droit pour certains membres du personnel et que le paiement ait lieu à plus de 12 mois, l'OIF n'a pas estimé nécessaire de procéder à un calcul actuariel et à une comptabilisation en tant que passif non courant. Une provision est constituée annuellement pour couvrir ces indemnités.

3.3.13. Provisions

Des provisions sont comptabilisées pour les dépenses futures d'une échéance ou d'un montant incertain, lorsqu'il existe une obligation présente (juridique ou implicite) née d'un événement passé ou lorsqu'il est probable qu'une dépense sera

LO



nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont estimées à la valeur actuelle des dépenses prévues estimées nécessaires pour régler l'obligation.

Le détail des provisions enregistrées au 31 décembre 2018 est présenté en Note 14.

3.3.14. Comptabilisation des produits

3.3.14.a. Produits d'opérations sans contrepartie directe

Les contributions statutaires sont fixées et approuvées pour un exercice. Elles sont comptabilisées comme des produits au début de l'année considérée.

Les mises à disposition de locaux ou de personnes, qui apportent un soutien direct à des opérations et des activités approuvées et qui peuvent être évaluées de manière fiable, sont comptabilisées et évaluées à leur juste valeur. Elles font l'objet d'une comptabilisation, en subvention hors budget, en tant que contribution des pays en contrepartie des mises à disposition des locaux et des frais de personnel. Les Notes 4.1 et 4.2 présentent l'évolution de la situation.

3.3.14.b. Produits d'opérations avec contrepartie directe

Des produits provenant d'opérations avec contrepartie directe sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir et sont comptabilisés lorsque les biens et services sont fournis.

C'est notamment le cas des contributions volontaires ou des subventions hors budget.

3.3.15. Comptabilisation des charges

Les charges sont comptabilisées sur la base de la date figurant sur la facture.

En prenant en compte l'exercice de rattachement de l'opération ou de l'événement, des écritures de régularisation sont enregistrées.

Les protocoles d'accord sont enregistrés au moment où le versement est effectué au partenaire sur la base de la demande de paiement. Au 31 décembre de chaque année, les avances sur protocole enregistrées en comptabilité correspondent aux sommes versées mais non encore justifiées par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2018, la plupart des spécialistes de programmes ont indiqué l'avancement des protocoles. Il a été tenu compte de cet avancement lorsque le spécialiste considérait le programme comme terminé. Dans ce cas, il n'a pas été constaté d'avance sur protocole.

3.3.16. Reversement des fonds du FMU aux autres opérateurs spécialisés de la Francophonie et impacts sur les comptes

Dans le cadre du FMU, l'OIF reçoit des contributions pour les opérateurs spécialisés de la Francophonie (cf. Note 2) et procède à leur reversement aux bénéficiaires. Les sommes reçues et à reverser aux opérateurs spécialisés ne sont comptabilisées ni en produits, ni en charges.

Un état justificatif est établi par l'OIF pour retracer les opérations liées au FMU des autres opérateurs de la Francophonie.

NOTE 4

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

L'établissement des états financiers selon le référentiel IPSAS (cf. Note 3.2.1) nécessite de recourir à des estimations comptables ainsi qu'à des hypothèses et appréciations de gestion dans différents domaines, sans toutefois s'y limiter : les obligations relatives aux prestations dues au personnel après la cessation de service, les provisions pour règlement de litiges, les risques financiers sur contributions à recevoir, les actifs à recevoir et les charges à payer.

Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations sont révisées dès lors que les éléments sur lesquels elles sont fondées sont connus.

4.1. Mises à disposition de locaux

Conformément à la norme IPSAS 13 relative aux contrats de location, à la norme IPSAS 17 sur les immobilisations corporelles et à la norme IPSAS 23 relative aux produits sans contrepartie directe, l'OIF a examiné, pour chacun des pays mettant à sa disposition des locaux, les modalités de traitement.

Les principes retenus sont présentés en Note 3.3.10 et les données en Note 5.2.3. Ces mises à disposition, considérées comme des produits sans contrepartie, sont les suivantes (les montants sont exprimés en k€) :

Pays	2018	2017
France (Siège)	8 334	8 374
Gabon (BRAC)	104	104
Togo (BRAO)	58	58
Vietnam (BRAP)	41	46
Vietnam (CREFAP)	26	26
Total	8 563	8 602

Les valeurs locatives des locaux mis à disposition pour le BROI (Madagascar), le BRECO (Roumanie) l'IFEF (Sénégal) et la RPUE (Fédération Wallonie Bruxelles) n'ont pas été communiquées.

4.2. Mises à disposition de personnel

Conformément à la norme IPSAS 23 relative aux produits sans contrepartie directe (cf. Note 3.3.14.a), l'OIF a procédé à l'évaluation et à la comptabilisation des mises à disposition du personnel par les différents pays.



L'évaluation de la mise à disposition a été effectuée en prenant en considération les paramètres suivants : grade, échelon et durée de la mise à disposition. Les montants sont exprimés en k€.

Pays	2018	2017
Canada	124	124
Canada Québec	92	100
Fédération Wallonie-Bruxelles	181	103
France	310	281
Monaco	17	0
Suisse	103	103
Total	827	711

NOTE 5

ACTIFS

5.1 Actifs courants

5.1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie se présente comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Banques	41 722	49 956
Caisse	19	20
Régies d'avance	8	0
Placements court terme	50	0
Total trésorerie	41 799	49 976

Le poste « Banques » comporte des intérêts courus à recevoir pour un montant de 41 k€.

Au 31 décembre 2018, les placements à court terme correspondent à un dépôt à terme contracté par l'IFDD afin de garantir l'utilisation de cartes bancaires.

La trésorerie est principalement détenue sur des comptes en EUR, en CAD, en CHF et en USD ainsi que sur des comptes en monnaies locales pour les UHS. Certains comptes, ouverts par le Siège, sont productifs d'intérêts.

5.1.2. Créances sur contributions statutaires

Le montant des créances sur contributions statutaires net de dépréciations est de 2,3 M€.

La somme restant due au 31 décembre 2018 est de 6,6 M€. Le tableau suivant présente le solde dû des contributions statutaires au 31 décembre 2018 par antériorité, en tenant compte de la période complémentaire (montants en k€) :

États et gouvernements	Situation des arriérés			Total
	Supérieurs à 2 ans	de 1 à 2 ans	Inférieurs à 1 an	
1. PLEIN DROIT	4 063	549	947	5 447
2. ASSOCIÉS	0	0	892	892
3. OBSERVATEURS	92	22	89	203
Total	4 155	571	1 928	6 654

95 % des contributions statutaires appelées pour l'année 2018 ont été recouvrées, soit un total de 39,3 M€.

La dépréciation comptabilisée à la clôture de l'exercice est déterminée selon le principe décrit en Note 3.3.6.a, s'élève à 4,3 M€.

5.1.3. Créances sur contributions volontaires

Le montant des créances sur contributions volontaires au 31 décembre 2018 s'élève à 0,269 M€ et se détaille comme suit (montants exprimés en euro) :

États et Gouvernements	Situation des arriérés			Contributions			Solde au 31/12/2018	Période complémentaire			
	Solde au 31/12/2017	Recouvrement	Abattement	Solde 1	Annonce	Recouvrement		Solde 2	Recouvrement	Recouvrement arriérés	Solde 3
I. OIF	2 880 407	2 789 407	81 000	0	16 019 763	15 750 612	269 152	269 152	0	0	269 152
Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	2 067 957	2 067 957	0	0	5 200 151	4 930 999	269 152	269 152	0	0	269 152
Canada Nouveau-Brunswick	0	0	0	0	121 455	121 455	0	0	0	0	0
Canada-Ontario	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada Québec	0	0	0	0	2 014 914	2 014 914	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France	0	0	0	0	7 384 453	7 384 453	0	0	0	0	0
Gabon	0	0	81 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	91 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
Liban	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouvelle Calédonie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monaco	125 000	125 000	0	0	250 000	250 000	0	0	0	0	0
Roumanie	0	0	0	0	27 669	27 669	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse	0	0	0	0	648 671	648 671	0	0	0	0	0
Fédération Wallonie-Bruxelles	596 450	596 450	0	0	272 450	272 450	0	0	0	0	0
Contribution à confirmer	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Comme pour l'année précédente, la méthode utilisée pour la comptabilisation des contributions volontaires consiste à enregistrer les montants annoncés.

Pour les contributions annoncées dont le versement est lié au taux de réalisation des programmes, elles sont ajustées dans les comptes sur la base du taux de réalisation.

5.1.4. Créances de TVA

Les sommes réclamées, au titre des conventions fiscales conclues avec les différents États, s'élèvent à 0,615 M€.

Une provision de 0,045 M€ a été constituée pour des sommes réclamées mais rejetées par l'Administration fiscale française lors des années précédentes et qui risquent de ne pas être recouvrées.

Les sommes sont présentées nettes de provisions pour un montant de 0,570 M€.

5.1.5. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont de 3,2 M€ et correspondent aux postes suivants (montants exprimés en k€) :

Libellé	31/12/2018
Avances versées sur protocoles	2 008
Produits à recevoir	666
Prêts au personnel	101
Contributions à recevoir	120
Charges constatées d'avance courantes	141
Écart de conversion	180
Autres créances	85
Provisions pour dépréciation	-97
Total	3 204

Lij



5.1.6. Stocks

Les stocks, dont la valeur est de 7 k€ au 31 décembre 2018, correspondent essentiellement aux fournitures et consommables. Ils se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Stocks	7	17

5.2. Actifs non courants

5.2.1. Immobilisations financières

Elles se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Placements à long terme	23 063	15 663
Actions (CEPER)	38	38
Dépôts et cautionnements	92	92
Fonds versés – FGIC	1 580	1 569
Provisions	-410	-268
Total	24 363	17 094

Les placements à long terme se détaillent comme suit :

■ Placements assurances-vie CAPI :	3 063 k€
■ Placements à long terme auprès du Crédit du Nord :	15 000 k€
■ Placements à long terme auprès de BNP PARIBAS :	5 000 k€

Il est à noter que le contrat de capitalisation conclu par l'Organisation avec la BNP intègre une clause de garantie de rachat. Cependant, il n'est pas procédé à la réévaluation de ce contrat.

La plus-value latente de ce placement au 31 décembre 2018 s'élève à 379 k€.

Les fonds versés - FGIC - concernent ceux versés à trois établissements financiers afin de garantir les opérations de financement des entreprises culturelles, dans le cadre du projet « Soutien au financement des industries culturelles ». Ces fonds ont été évalués au cours de la devise de placement au 31 décembre 2018, puis augmentés des intérêts financiers produits au cours de l'exercice. Les organismes ont ensuite justifié l'intégralité des fonds qui leur ont été versés ainsi que les placements effectués. Ces garanties figurent à l'actif du bilan de l'OIF dans la rubrique « Immobilisations financières - actifs non courants » et concernent les partenaires suivants :

■ Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (TOGO)	720k€
■ Caisse centrale de garantie (MAROC)	660 k€
■ Société tunisienne de réassurance (TUNISIE)	201 k€

Au 31 décembre 2018, aucune demande de recours au titre de ces garanties n'a été engagée.

Cependant, le FGIC Maroc a constitué des provisions destinées à faire face à l'appel en garantie du fonds ; l'OIF a ainsi porté la provision à 373 k€ au 31 décembre 2018 pour faire face à ce risque.

5.2.2. Immobilisations incorporelles

Elles comprennent les logiciels achetés et amortis sur une durée de trois ans et le nouveau système d'information SIG 2g amorti sur une durée de 5 ans.



Le montant total net des immobilisations incorporelles à fin 2018 s'élève à 466 k€ contre 830 k€ à fin 2017.

5.2.3. Immobilisations corporelles

Les IPSAS imposent, outre les immobilisations dont l'OIF est propriétaire, la valorisation des locaux mis à sa disposition par ses États membres (IPSAS 13, 17 et 23), tel qu'expliqué en Note 3.3.10.

➤ Immeuble mis à disposition par la France

Le montant comptabilisé à l'actif lors de la première année de mise à disposition (1er janvier 2011) s'élève à 122,1 M€, correspondant à la valorisation de la mise à disposition du contrat conclu sur 50 ans, qui est actualisé au taux de 3,5 %.

Corrélativement, il a été constaté dans l'état de la performance financière les sommes suivantes :

■ Dotations aux amortissements :	4 314 k€
■ Charges financières :	4 020 k€
■ Produits opérationnels sur valorisation de la contribution de la France :	8 334 k€

➤ Immeuble de l'IFDD

L'immeuble dont l'OIF est propriétaire à Québec a fait l'objet d'une comptabilisation à la juste valeur dans le cadre du passage aux IPSAS en 2012. Il n'a pas été procédé à une nouvelle évaluation en 2018.

➤ Tableau de variation des immobilisations

Au 31 décembre 2018, la situation est la suivante (montants exprimés en k€) :

Postes	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	3 091	51	0	3 142
Immobilisations corporelles	131 552	547	210	131 889
Immobilisations financières	17 363	15 014	7 602	24 775
Total	152 006	15 612	7 812	159 806
Amortissements et provisions				
Immobilisations incorporelles	2 262	415	0	2 677
Immobilisations corporelles	37 013	5 113	127	41 999
Immobilisations financières	268	142	0	410
Total	39 543	5 670	127	45 086

LM

NOTE 6

PASSIFS

6.1. Passifs courants

6.1.1. Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont de 6,4 M€ au 31 décembre 2018 contre 5,8 M€ au 31 décembre 2017. Elles correspondent aux factures de l'exercice 2018 comptabilisées avant la clôture et aux factures non parvenues au 31 décembre 2018.

6.1.2. Dettes liées au personnel : avantages au personnel courant

Ces dettes totalisent 1 M€. Il s'agit essentiellement des provisions pour congés payés pour 0,5 M€ et des sommes restant dues aux agents, non liquidées au 31 décembre 2018, pour 0,5 M€.

6.1.3. Dettes sociales

Le solde au 31 décembre 2018 s'élève à 1,1 M€. Il correspond à la provision de charges sociales sur les congés payés, cotisations sociales et au solde des primes d'assurances concernant le chômage, la santé et la retraite des agents de l'Organisation.

6.1.4. Autres dettes

Elles s'élèvent à 9,3 M€ au 31 décembre 2018 contre 13,2 M€ en 2017. Elles sont essentiellement constituées des reports de fonds spéciaux pour un montant de 5,2 M€, à des produits constatés d'avance pour 3,4 M€, et à des contributions anticipées pour 0,3 M€.

6.1.4.a. Dettes sur contributions anticipées

Il s'agit des sommes versées d'avance par les États. La ventilation par pays se présente comme suit (montants exprimés en k€) :

Contributions anticipées 2018				
	Initial	Affectation	Nouveau	Final
Monténégro	22	11	11	22
Mauritanie	0	0	1	1
Mali	0	0	52	52
Estonie	0	0	11	11
Togo	0	0	38	38
Monaco	0	0	30	30
Cameroun	0	0	150	150
Total	22	11	293	304



6.1.4.b. Fonds spéciaux et crédits exceptionnels

Les crédits exceptionnels (tels que définis dans la note du 30 septembre 2010 - « glossaire ») sont des « crédits mobilisés hors FMU » auprès des États et gouvernements membres et/ou des partenaires extérieurs (bailleurs multilatéraux ou bilatéraux, fondations, etc...) au profit de projets ou de programmes inscrits au sein de la programmation adoptée par les Instances.

L'ensemble des crédits non dépensés au 31 décembre de l'année est constaté comme une dette au profit du programme. Lors de la clôture de l'exercice, et lorsque les encaissements sont supérieurs aux dépenses affectées à ces programmes spécifiques, la différence est constatée sur des comptes dédiés à cette opération. Cette écriture permet de créer un report des sommes non utilisées sur l'exercice 2018 qui figure au passif du bilan sous la rubrique « Autres dettes » pour les crédits et montants suivants (exprimés en €) :



Report des fonds spéciaux au titre de l'année 2018 sur l'année 2019

UA	LB	Libellé	Report comptable 2017	Affectation Comptable 2018	Montant Ordonné pour le projet au 31/12/2018	Régularisation de dépenses sur années antérieures au 31/12/2018	Report Comptable 2018 à corriger
SRH	D21.111.101	SG et CAB - Personnel permanent		100 000	100 000		
CIJF	D33.221.404	Organisation du séminaire de réflexion sur les jeux 2025		5 500	5 500		
ADM	D36.512.101	Appui au renforcement institutionnel de l'OIF	10 002				10 002
RPG	D36.431.101	RPG - Actions de rayonnement de la Francophonie		77 998	77 998		0
RPUA	D36.433.101	RPUA - Actions de rayonnement de la Francophonie	38 680	15 027	53 707		0
BRAO	D36.421.201	BRAO - Organisation d'un atelier de restitution à Bamako	32 279				32 279
BRECO	D36.424.101	BRECO - Actions de rayonnement de la Francophonie		8 347	8 347		0
CAB	D36.211.107	Fonds d'intervention d'urgence en cas de catastrophe	82 378			1 441	83 819
DLFCD	D31.234.201	CLAC		25 140	20 765		4 375
DLFCD	D31.235.102	Acquisition d'équipements numériques et de biens culturels		69 192		754	68 438
DAPG	D32.222.102	Accompagnement des processus électoraux des pays francophones sur fonds extra budgétaires (2019 LB D32.221.105)		434 497	131 558		302 939
DAPG		Organisation d'activités en vue du renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile (fonds français)	572 516	40 000	514 812		97 704
DAPG	D32.111.101	Appui aux réformes constitutionnelles et administratives	26 402				26 402
DAPG	D32.111.305	Réseau des femmes parlementaires - APF	17 269	33 094	18 321	17 270	14 772
DAPG	D32.112.103	Accompagnement au processus de présentation à l'EPU (Etats, parlements, société civile)		40 000			40 000
DAPG	D32.234.103	Participation à l'organisation de la Conférence d'Ottawa "Saint-Boniface"		49 641		1	49 640
DAPG	D38.311.205	Appui à l'élaboration de la stratégie EFH de la Francophonie		99 092			99 092
DAPG	D35.122.205	Appui transversal en expertise EFH (élaboration d'une stratégie de la Francophonie en faveur de l'égalité femme-homme; missions)		46 332	35 247		11 085
IFEF		IFADEM	1 490 932	130 490	1 211 237	1 887	412 072
IFEF	D33.142.302	En partenariat avec le Pôle de Dakar/UNESCO, T1 élaboration d'un guide sur les outils de suivi des contacts des formations APC		50 000	50 000		
DEJ	D33.211.202	Mise à disposition de volontaires internationaux		7 009	7 009		0
DEJ	D33.212.106	Constituer une base de données des processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques publiques de jeunesse-Honoraires d'expert longue période	61 893	61 893			
DEJ	D33.212.109	Constituer une base de données des processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques publiques de jeunesse Honoraires d'expert longue période		61 893	61 893		
DEJ	D33.213.204	Soutenir la participation des jeunes aux forums, séminaires internationaux et autres activités d'intérêt francophone ainsi que		49 892	49 892		0
DEJ	D33.213.207	Soutenir des projets, des actions et des mécanismes concourant au renforcement des capacités, à l'autonomisation financière		16 547	13 724		2 823
DEJ	D33.214.302	Organisation de la Pré-conférence des jeunes d'Afrique-Pacifique et de la Conférence internationale des jeunes francophones		50 000	50 000		
DFEN	D34.221.101	Hub & Spokes (Phase II)	393 070	1 025 944	1 118 831	1 281	299 502
DFEN	D31.131.201	FFI	115 325	330 940	79 980	10 977	355 308
DFEN	D35.132.203	Appui à l'innovation dans les médias (Hackathons de l'audiovisuel et autres initiatives)		4 281		57	4 224
DFEN	D34.221.101	Entrepreneuriat Femmes Jeunes	4 188 453	20 000	2 844 200	171 643	1 192 610
IFEF		Projet ELAN	2 268 962		1 367 993	98 642	802 327
IFDD	D34.112.101	Formations nationales et régionales sur les outils de gestion de l'environnement, de promotion d'une économie verte et de l'accès		33 795	33 795		0
IFDD	D34.114.302	Appui à l'APF, aux acteurs nationaux ou locaux pour la démonstration et la valorisation de démarches novatrices de promotion du		180 000	178 162		1 838
IFDD	D34.121.101	Ateliers préparatoires des négociateurs en amont de la COP13 biodiversité et COP22 climat; Atelier préparatoire société civile francophone		23 342	23 342		
IFDD	D34.113.201	Programme EE-UEMOA Étiquetage	592 829		28 246		566 583
IFDD	D34.113.202	Programme EE-UEMOA Code du Bâtiment	710 079		75 270		634 809
IFDD	D34.113.403	Initiative de la francophonie pour l'économie verte		20 000	20 000		
IFDD	D34.113.404	Développement de projets de MOOC - Initiative APD Togo		40 000	40 000		
IFDD	D34.111.303	Mise en œuvre SIE-UEMOA (incluant TIPEE et PIE-Energie)	300 372	457 347	883 708		74 011
IFDD	D34.121.401	Intervention sur le genre (Projets climat) et sur la mise en œuvre des programmes sur les aires protégées (CBD)	74 011	181 708	247 511	1 065	9 273
IFDD		Hydro-Québec		394 298	394 298		0
		TOTAL	10 976 052	4 059 451	9 543 345	296 232	5 195 927

LM

6.1.5. Autres passifs courants

Ils sont constitués des provisions pour pertes de change à hauteur de 180 k€.

6.2. Passifs relatif au personnel et autres passifs non courants

Les passifs relatif au personnel se décomposent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Passif courant		
Personnel – rémunérations dues	20	92
Personnel – solde de tout compte	504	55
Congés payés	500	477
Total passif courant	1 024	624
Passif non courant		
Fonds de prévoyance	29 787	29 521
Indemnités de retour	785	778
Indemnités de retour	30 572	30 299

6.2.1. Avantages au personnel non courants

Expliqués en Note 3.3.12.b, ils incluent le fonds de prévoyance pour 29,8 M€ et les indemnités de retour pour 0,8 M€.

En 2012, l'écart de première application des IPSAS a conduit l'OIF à impacter ses réserves au titre de la situation d'ouverture à hauteur de 4,5 M€, de par la nécessité de procéder à l'actualisation du fonds de prévoyance.

L'actualisation conformément à la norme IPSAS 39 du fonds de prévoyance au titre de l'année 2018 s'est traduite par une baisse de l'engagement projeté de 1 555 K€.

Selon l'actuaire ladite baisse s'explique par les entrées et sorties des salariés, des basculements entre CDI et CDD, la hausse du taux d'actualisation et les règlements anticipés de fonds de prévoyance.

Le passif, au titre des indemnités de retour du personnel (cf. Note 3.3.12.b) s'élève à 0,8 M€ au 31 décembre 2018.

6.2.2. Autres passifs non courants

Au 31 décembre 2018, les autres passifs non courants totalisent 87 M€. Il sont constitués :

- de la contribution de la France dans le cadre de la convention de mise à disposition de l'immeuble sur 50 ans. La contribution est comptabilisée pour une somme de 122 M€ et est reprise sur une durée de 50 ans comme le prévoit la convention de mise à disposition. Le montant net figurant dans les comptes au 31 décembre 2018 est de 88 M€. L'OIF a pris l'option d'inscrire la contribution correspondant à cette mise à disposition comme en passifs non courants ;
- de provisions de 0,149 M€ pour risque lié au non recouvrement de sommes dues par des fournisseurs débiteurs et des provisions pour litiges avec des anciens agents de l'Organisation.

NOTE 7

ACTIF NET / SITUATION NETTE

Au 31 décembre 2018, l'actif net de l'OIF est de 26,6 M€ et se présente comme suit (montants exprimés en M€) :

Intitulé	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Fonds de roulement	8,5	0	0	8,5
Fonds de réserve	22,6	0	2,1	20,5
Dons	0,1	0	0	0,1
Écart de réévaluation	0,6	0	0	0,6
Solde net de l'exercice	-2,1	2,1	3,1	-3,1
Actif net	29,7	2,1	5,2	26,6

Un fonds de roulement a été établi, conformément aux dispositions du règlement financier (article 3.4), pour un montant cumulé de 8,5 M€.

Les autres réserves sont constituées des excédents et des déficits des derniers exercices conservés en fonds de réserve, en attente d'affectation à la programmation ou afin de pouvoir faire face à des situations et/ou événements exceptionnels.

Le fonds de réserve a été impacté de 1,7 M€ lors de la première mise en place des normes IPSAS en 2012 (cf. Note 3.2).

Comme le montre le tableau ci-dessus et par résolution de la 104^{ème} session du CPF tenue le 3 juillet 2018, le résultat négatif de l'exercice 2017, d'un montant de 2,139 M€, a été affecté au fonds de réserve.

LM

NOTE 8

PRODUITS

Les produits se détaillent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
PRODUITS OPÉRATIONNELS				
Contribution statutaires	41 377	40 721	656	1,61
Contributions volontaires	16 029	18 946	-2 917	-15,40
Subventions hors budget	0	4 749	-4 749	-100,00
Fonds spéciaux et crédits exceptionnels	9 748	2 836	6 912	243,72
Autres produits opérationnels	9 532	9 455	77	0,81
Reprises de provisions et transferts de charges	1 034	2 857	-1 823	-63,81
Total des produits opérationnels	77 720	79 564	-1 844	-1,88
<i>Produits financiers</i>	664	1 070	-406	-37,94
<i>Produits exceptionnels</i>	-50	52	-102	-196,15
TOTAL PRODUITS	78 344	83 868	-2 352	-2,92

Les **contributions statutaires** sont présentées en Note 3.3.6.a et détaillées en Note 5.1.2.

Les **contributions volontaires** au FMU sont explicitées en Note 3.3.6.b et 5.1.3.

Les **subventions hors budget** correspondent aux sommes versées n'entrant pas dans le cadre d'un budget spécifique.

Les **fonds spéciaux et crédits exceptionnels** correspondent aux sommes telles que décrites dans la Note 6.1.4.b.

Les **autres produits opérationnels** intègrent notamment les valorisations des mises à disposition tel que présenté dans la Note 4.1.

Les **reprises de provisions et les transferts de charges** concernent essentiellement les montants provisionnés les années antérieures et passées par pertes et profits et les sommes recouvrées sur les arriérés de contributions statutaires des États.

Les **produits financiers** correspondent aux produits générés par les placements de l'OIF.

NOTE 9

CHARGES

Elles se détaillent comme suit (montants exprimés en k€) :

Libellé	2018	2017	Variation	%
- PROGRAMMATION	55 147	49 193	5 954	12,10
Charges directes sur protocoles	21 377	17 823	3 554	19,94
Charges de personnel	17 158	16 463	695	4,22
Transports et missions P	10 854	9 763	1 091	11,17
Honoraires & missions consultants	2 270	2 209	61	2,76
Autres charges de programmation	3 488	2 935	553	18,84
- FONCTIONNEMENT	21 730	27 863	-6 133	-22,01
Charges de personnel	12 094	15 082	-2 988	-19,81
Transports et missions F	1 171	1 192	-21	-1,76
Honoraires & missions consultants	253	258	-5	-1,94
Autres charges opérationnelles	2 366	4 703	-2 337	-49,69
Impôts et taxes	21	21	0	0,00
Dotation amortissement et dépréciation	5 825	6 607	-782	-11,84
TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES	76 877	77 056	-179	-0,20

Les charges de l'état de la performance financière sont présentées par nature conformément à la norme IPSAS 1.

Afin de prendre en compte la spécificité de l'OIF et conformément au référentiel IPSAS, les charges opérationnelles de l'Organisation sont présentées ci-après en fonction de la programmation et du fonctionnement.

Les charges opérationnelles, d'un montant total de 77 M€ sont restées stables par rapport à l'année 2017. Elles sont réparties en deux catégories :

- programmation ;
- fonctionnement.

Les critères de répartition des charges entre programmation et fonctionnement sont :

- les charges des unités administratives de programmation (DAPG, DEJ, DFEN et DLFCD), des UHS, de l'IFDD, de l'IFEF et du CIJF sont enregistrées en totalité dans la rubrique « programmation » ;
- les charges des unités administratives d'appui (DAFSI, DCIF, DPDS), de l'ADM et du CAB sont enregistrées en totalité dans la rubrique « fonctionnement ».

Cette répartition ne résulte pas d'une comptabilité analytique en l'absence d'utilisation de clés de répartition pour l'affectation des charges des unités administratives d'appui (centres auxiliaires) aux unités de programmation (centres principaux).

9.1. Programmation

Les dépenses de programmation de l'année 2018 s'élèvent à 55 M€ contre 49 M€ en 2017. Elles se détaillent comme suit :

- **Charges directes de programmation** : dépenses encourues dans le cadre des protocoles d'accord signés avec les partenaires pour l'exécution de la programmation.

Au cours de l'année 2018, ces charges ont connu une hausse de 3,5 M€ (+20%) par rapport à l'année précédente.

- **Charges de personnel** : traitements, ajustements de poste, cotisations aux caisses de sécurité sociale et de retraite, indemnités et primes, frais de voyages dans le cadre des congés aux foyers (personnel expatrié), indemnités de retour au foyer en fin de mission, indemnités d'installation (mutations et recrutement), allocations pour frais d'étude des enfants, frais de formation des agents.

Les charges de personnel liées à la programmation ont augmenté de 4 % par rapport à l'année 2017.

- **Charges de transports et missions** : achats de billets, indemnités de mission et frais d'hébergement des membres du personnel de l'OIF, ainsi que des intervenants aux réunions. Elles ont connu une hausse de 11% par rapport à l'année précédente.
- **Honoraires et frais de missions des consultants** : recrutement de consultants, y compris les frais d'assurance, de voyages, d'hébergement et les indemnités journalières. Ces charges ont enregistré une légère hausse (+3%) par rapport à l'année précédente.
- **Autres charges de programmation** : dépenses imputables directement aux unités de programmation ; les UHS et l'Organe subsidiaire à Québec (IFDD) sont considérés comme des unités de programmation ; l'ensemble de leurs dépenses (hors dépenses de personnel) est donc enregistré dans cette rubrique. Elles ont enregistré une augmentation de 19% par rapport à l'année précédente.

9.2. Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'année 2018 s'élèvent à 22 M€ contre 28 M€ en 2017, soit une baisse de 6 M€ (-22%) par rapport à l'année 2017. Elles sont composées des charges suivantes :

- **Charges de personnel** : ces dépenses de fonctionnement suivent la même typologie que les dépenses décrites dans la Note 9.1. Elles sont en baisse de 20% par rapport à l'exercice précédent ;
- **Impôts et taxes** : le montant des taxes locales (bureau, ordures ménagères et autres), montant identique à l'année précédente ;
- **Autres charges opérationnelles** : locations immobilières, frais d'entretien et de réparation, frais de gardiennage et frais de poste et de télécommunications, etc... La forte baisse enregistrée en 2018 (-50%) est notamment due à une meilleure maîtrise des dépenses de téléphonie mobile.
- **Dotations aux amortissements et dépréciations** : dotations aux amortissements sur les immobilisations, dépréciation des contributions non versées et provisions pour risques et charges de l'exercice. Elles baissent de 12%.
- **Honoraires et missions de consultants ainsi que les transports et missions du personnel** : en recul de 2% par rapport à l'exercice précédent.

20

NOTE 10

PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS

10.1. Engagements au titre de contrats de location simple

L'OIF a conclu des contrats de location simple pour l'utilisation de photocopieuses et imprimantes ou pour du petit matériel administratif.

Il n'a pas été conclu de contrats de location simple pour des locaux. Tous les contrats de location ont fait l'objet d'une revue afin de s'assurer du respect de la norme IPSAS 13.

10.2. Actifs éventuels

Un certain nombre d'accords, portant sur les contributions volontaires, prévoient que l'OIF reçoive le solde des contributions volontaires si elle satisfait à certaines stipulations énoncées dans l'accord.

Ces actifs sont comptabilisés dans l'état de la situation financière mais sont intégralement provisionnés en considérant que les sommes qui sont dues par les pays ou organismes ne deviendront des sommes à recouvrer que lorsque les prestations de l'OIF auront été réalisées.

10.3. Garantie donnée

Il a été souscrit un placement en dépôt à terme par l'IFDD afin de garantir l'utilisation des cartes bancaires par cet organe subsidiaire (cf. Note 5.1.1.). Le montant de ce placement garanti est de 50 k€.

24

NOTE 11

COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE

Une fois le cadre stratégique à moyen terme adopté, le budget de l'OIF s'articule en cycles de quatre ans (programmation, gestion de projets, fonctionnement), appelés Budget Quadriennal ou Quadriennum.

Le Quadriennum est réparti en quatre tranches annuelles débutant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre. Une enveloppe budgétaire globale est réservée pour 4 ans pour la programmation et le fonctionnement.

Avant le début du Quadriennum, le budget quadriennal et la première tranche annuelle sont adoptés par la Conférence ministérielle de la Francophonie.

Du point de vue budgétaire, les dépenses de l'OIF sont réparties en trois catégories :

- la programmation : partie générale (missions définies par le Cadre stratégique à moyen terme, la programmation quadriennale et les orientations des Sommets des Chefs d'État et de gouvernement) ainsi que d'autres activités menées par la Direction de la Communication et du partenariat, le Cabinet du Secrétaire général, les actions propres des Unités hors Siège ou encore les activités hors programmation ;
- le fonctionnement : charges de personnel, charges de gestion et liées aux réunions des instances (Sommet, Conférence ministérielle, Conseil permanent de la Francophonie) ;
- l'investissement : immobilisations acquises dans le cadre des activités de l'Organisation et les travaux d'aménagement des locaux et résidences.

Les recettes, quant à elles, sont composées des :

- contributions statutaires ;
- contributions volontaires ;
- contributions exceptionnelles ;
- recettes diverses.

L'OIF tient une comptabilité budgétaire qui présente l'état de recouvrement des recettes et d'ordonnement des dépenses à la fin de chaque année. Elle prend également en compte les opérations de la période complémentaire se terminant fin février de l'année suivante.

Pour l'année 2018, qui constitue la quatrième et dernière année du quadriennum 2015-2018, les crédits initiaux adoptés pour un montant de 70,920 M€ à la 30^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (Dakar, novembre 2014) ont été portés à la somme de 72,232 M€ (crédits rectifiés) à la 34^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (Paris, novembre 2017). Au cours de l'année 2018, les crédits rectifiés ont été portés à la somme de 83,336 M€ (crédits modifiés), soit une augmentation de 11,104 M€ en recettes et en dépenses par rapport aux crédits initiaux.



NOTE 12

RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE

La comptabilité financière de l'OIF est tenue selon la méthode de la comptabilité d'engagement alors que la comptabilité budgétaire est tenue selon la méthode de la comptabilité de caisse.

RÉSULTAT COMPTABLE :	- 3 153 750
Taux de change	26 723
Imputation comptable de la TVA	- 683 240
Imputation budgétaire de la TVA	671 428
Opérations budgétaires non imputables	1 300 095
Opérations comptables et non budgétaires	- 6 677 241
Immobilisations	- 340 172
RÉSULTAT BUDGÉTAIRE :	2 844 708

NOTE 13

GESTION DU RISQUE

13.1. Risque de crédit

L'OIF n'encourt pas de risque de crédit notable au regard de ses créances à recevoir, dans la mesure où ces contributions proviennent essentiellement d'États membres. Cependant, une provision est prévue lorsqu'il existe une preuve objective, basée sur l'examen des montants dus à la date de reddition des comptes, que l'OIF ne pourra pas collecter l'ensemble des montants dus conformément aux termes initiaux des créances.

13.2. Risque de marché

L'OIF encourt des risques de change liés aux fluctuations des cours de change des devises.

Ainsi, la tenue de la comptabilité de l'Organisation en euro se traduit par des gains et des pertes de change provenant des unités hors siège, notamment au Québec.

13.3. Risque de liquidité

Les placements sont opérés en prenant en compte les besoins de l'OIF pour son fonctionnement.

Les certificats de dépôt et les bons à moyen terme négociables sont des placements qui peuvent être liquidés à tout moment par l'OIF.

13.4. Risque informatique

Dans le cadre de la modernisation de ses outils de gestion, un nouveau système d'information est mis en place par l'OIF. Il intègre la dématérialisation des pièces justificatives des opérations de l'Organisation.

L'OIF encourt un risque de perte des données stockées sur le serveur et devra veiller à fiabiliser son système de sauvegarde.

Du fait de la proximité de la Seine, qui peut connaître des périodes de crue, il existe un risque d'inondation au niveau du sous-sol des locaux de l'OIF où sont stockées des archives.

13.5. Risque juridique

L'OIF encourt le risque de payer des sommes dans le cadre des procès intentés par des agents de l'Organisation.





Cependant, une provision est prévue lorsqu'il existe une preuve objective, basée sur l'examen des dossiers et les premières conclusions des avocats, à la date de reddition des comptes, que l'OIF pourra être condamnée à payer des sommes.

La révision du statut du personnel de l'OIF, entrée en vigueur le 1er janvier 2017, prescrit que les barèmes des traitements applicables aux membres du personnel sont établis et ajustés, tous les deux ans, sur la base des recommandations de la Commission de la fonction publique internationale et en tenant compte de la capacité financière de l'Organisation.

Ces nouvelles dispositions limitent le risque juridique pour l'OIF.



NOTE 14

PROVISIONS

Tel que présenté en Note 3.3.13, un certain nombre de provisions est constitué au 31 décembre 2018. Les variations avec les provisions constituées au 31 décembre 2018, par rapport à l'année précédente, se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Libellé	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Provisions contributions statutaires	4 988	190	830	4 348
Provisions pour risques-débiteurs	144	43	39	148
Provisions pour régies d'avance	130	0	99	31
Provisions sur compte d'attente	35	0	0	35
Provisions pour perte de change	142	179	141	180
Provisions pour indemnité de retour	778	7	0	785
Provisions pour immobilisations financières	268	143		411
Provisions sur comptes de tiers	35	31	5	61
Provisions sur TVA	81	26	62	45
Total	6 601	619	1 176	6 044

LM

NOTE 15

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES

Acquisition d'une résidence de fonction pour le Secrétaire général de la Francophonie

Au cours de sa 106^{ème} Session tenue le 26 mars 2019, le Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a adopté la résolution soumise par la Commission administrative et financière (CAF) portant sur l'acquisition d'une résidence de fonction pour le Secrétaire général de la Francophonie.

Conformément à cette résolution, le quitus est donné à l'OIF pour acquérir, pour un prix de quatre millions d'euros (hors frais et droits de mutation provisionnés pour une somme de 285 000 euros), l'appartement situé à Paris (7^e arrondissement), 3 avenue Bosquet, appartenant à Sa Majesté la Reine du Canada.

L'acquisition de l'appartement du 3 avenue Bosquet sera financée sur les ressources propres de l'OIF, par un prélèvement sur son fonds de réserve dont le montant provient essentiellement du reliquat de la vente, en 2010 et 2011, des immeubles du Quai Louis XVIII (Bordeaux) et du Quai André Citroën (Paris).



NOTE 16

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

16.1. Organes directeurs

Les trois instances de la Francophonie consacrées par la Charte (article 2) sont :

- **La Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, communément appelée « Sommet » ;**

Le Sommet se réunit tous les deux ans. Il est présidé par le chef d'État ou de gouvernement du pays hôte du Sommet jusqu'au Sommet suivant. Il statue sur l'admission de nouveaux membres de plein droit, de membres associés et de membres observateurs à l'OIF.

Le Sommet définit les orientations de la Francophonie de manière à assurer son rayonnement dans le monde, notamment dans un Cadre stratégique à moyen terme. Il adopte toute résolution qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de la Francophonie et à la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, il élit le Secrétaire général de la Francophonie.

- **La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF), communément appelée « Conférence ministérielle » ;**

La CMF se réunit chaque année afin d'assurer la continuité politique du Sommet. Les États et gouvernements membres ou observateurs du Sommet y sont représentés par leur ministre des Affaires étrangères ou leur ministre chargé de la Francophonie.

La CMF veille à l'exécution des décisions arrêtées lors d'un Sommet et prépare le Sommet suivant. Elle se prononce sur les grands axes de l'action multilatérale francophone.

- **Le Conseil permanent de la Francophonie (CPF).**

Le CPF est l'instance chargée de la préparation et du suivi du Sommet. Il est présidé par le Secrétaire général de la Francophonie et composé des représentants personnels dûment accrédités par les chefs d'État ou de gouvernement participant aux Sommets. Aussi souvent que nécessaire, le Secrétaire général réunit le CPF en session extraordinaire ou convoque des comités ad hoc consultatifs restreints.

Le CPF a notamment pour missions de veiller à l'exécution des décisions prises par la CMF, d'examiner les propositions de répartition du Fonds multilatéral unique (budget) et d'exercer un triple rôle d'animateur, de coordonnateur et d'arbitre.

Quatre commissions spécialisées composées des délégués des États et gouvernements préparent les travaux du CPF :

- la commission politique ;
- la commission économique ;
- la commission de coopération et de programmation ;
- la commission administrative et financière.





16.2. Principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de l'OIF sont le Secrétaire général et l'Administrateur.

Élu pour un mandat, renouvelable, de quatre ans par les chefs d'État et de gouvernement, le Secrétaire général est le plus haut responsable de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Il conduit l'action politique de la Francophonie, dont il est le porte-parole et le représentant officiel au niveau international.

Il nomme, pour quatre ans, l'Administrateur de l'OIF qui a pour principales missions l'exécution, l'animation et la gestion de la coopération intergouvernementale multilatérale, ainsi que la gestion des affaires administratives et financières, sous l'autorité du Secrétaire général.

Le Secrétaire général et l'Administrateur occupent les fonctions exécutives principales au sein de l'OIF. Ils sont appuyés par les Conseillers du Secrétaire général, le Directeur de cabinet du Secrétaire général, le Chef du Bureau de l'Administrateur, le Directeur de l'Audit interne, les Directeurs des unités de programmation et de soutien, les responsables des Unités hors siège et des organes subsidiaires.

La rémunération globale versée aux principaux dirigeants inclut les traitements nets, l'ajustement de poste, les droits à des prestations telles que des allocations, des indemnités et les cotisations versées par l'employeur aux organismes sociaux et à l'assurance-maladie.

Rémunération des principaux dirigeants (montants en k€)

Catégorie de personnel	Nombre de personnes par catégorie	Rémunération et ajustement de poste	Primes et indemnités	Régime de retraite d'assurance	Coût total	Prêts en cours
Hors catégorie	2	389	282	65	736	
Directeur de cabinet et Conseillers	7	701	161	223	1 085	
Agents grade D - siège	9	787	23	230	1 040	9
Agents grade D - UHS et organes subsidiaires	12	1 107	214	278	1 699	
Audit interne	1	120	6	28	154	
Total	31	3 104	787	824	4 715	9

La Secrétaire générale bénéficie d'une voiture de fonction avec chauffeur, d'une employée de maison, d'une indemnité compensatrice de 5 k€ pour le recrutement d'un maître d'hôtel, et de deux agents de sécurité.

L'Administrateur bénéficie d'une voiture de fonction avec chauffeur.

Bien que cet avantage en nature ne soit pas mentionné dans leur contrat de travail, le Directeur de Cabinet, le Conseiller spécial de la Secrétaire générale et les chefs de postes des unités hors siège bénéficient également d'une voiture de fonction avec chauffeur.

Une résidence a été louée par l'OIF auprès de l'Ambassade du Canada en France et mise à la disposition de la Secrétaire générale. Le montant total payé en 2018 pour les loyers et charges s'élève à 0,102 M€.

Les prêts accordés aux principaux dirigeants désignent les prêts accordés conformément au statut du personnel de l'OIF.

16.3. Établissement des états financiers et gestion de la paie

Pour la préparation des états financiers et l'actualisation du fonds de prévoyance, l'OIF fait appel à un cabinet d'expertise comptable.

De même, pour la gestion de la paie des agents, l'OIF utilise les services d'une société spécialisée.



ANNEXE

ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET RÈGLEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2018



État des engagements et règlements au 31 décembre 2018

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Crédits rectificatifs	Somme des modifications	Crédits modifiés	Crédits réservés	Engagements/Modifiés (%)	Crédits engagés	Engagements/Modifiés (%)	Crédits ontcomandés	Ontcomandés/Modifiés (%)	Crédits non réservés/Modifiés (%)	Critères non réservés/Modifiés (%)
D		DOPH/OE3		70 820 007	72 232 008	11 100 073	83 320 706	76 842 890	91%	74 382 054	89%	70 623 726	85%	7 683 116	2%
D1			STRUCTURES INSTITUTIONNELLES	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11			STRUCTURES INSTITUTIONNELLES	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11.1			Structures institutionnelles	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11.11	CAB		Structures institutionnelles	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11.11.1	CAB		Instances	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11.11.1.1	CAB		Instances	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	687 436	92%	12 944	2%
D11.11.1.1.1	CAB		Instances	150 000	150 000	36 000	186 000	185 516	100%	182 273	98%	178 749	96%	484	4%
D11.11.1.1.2	CAB		Instances	600 000	600 000	-36 000	564 000	551 540	99%	530 872	94%	498 687	87%	12 460	3%
D11.11.1.1.2.1	CAB		Somme	600 000	600 000	-36 000	564 000	551 540	99%	530 872	94%	498 687	87%	12 460	3%
D2			FONCTIONNEMENT	93 840 000	94 460 000	100 000	94 560 000	93 304 987	98%	93 240 534	98%	92 912 821	99%	1 255 414	3%
D21			PERSONNEL	27 540 000	29 060 000	94 000	29 154 000	28 173 393	97%	28 142 022	97%	27 918 612	96%	980 697	3%
D21.1			Dépenses de personnel	27 540 000	29 060 000	94 000	29 154 000	28 173 393	97%	28 142 022	97%	27 918 612	96%	980 697	3%
D21.11	SRH		Salaires - Dépenses de personnel	21 390 000	21 354 500	139 171	21 494 671	20 789 516	97%	20 749 644	97%	20 601 633	96%	794 155	1%
D21.11.1	SRH		Salaires et charges sociales	19 750 000	20 149 300	-117 621	20 000 679	19 720 758	99%	19 713 758	99%	19 642 955	99%	307 821	1%
D21.11.1.1	SRH		Personnel permanent - Salaires et charges sociales	19 130 000	19 467 300	-428 621	18 838 679	18 584 216	99%	18 584 216	99%	18 503 276	99%	244 463	1%
D21.11.1.1.1	SRH		SG et CAB - Personnel permanent	3 080 120	3 088 700	130 000	3 218 700	3 208 824	100%	3 208 824	100%	3 208 824	100%	0	0%
D21.11.1.1.2	SRH		ADM et BUR - Personnel permanent	1 655 655	1 514 300	-81 232	1 474 668	1 414 676	95%	1 414 676	95%	1 414 676	100%	18 392	0%
D21.11.1.1.3	SRH		SCD - Personnel permanent	495 342	362 600	-132 742	362 600	355 759	98%	355 759	98%	355 759	98%	6 841	1%
D21.11.1.1.4	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.2	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.5	SRH		DAPS - Personnel permanent	2 277 284	2 256 600	-380 000	1 976 600	1 957 278	99%	1 957 278	99%	1 957 278	99%	19 222	0%
D21.11.1.6	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.7	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.8	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.9	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.10	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.11	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.12	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.13	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.14	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.15	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.16	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.17	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.18	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.19	SRH		(FamM) - DDC - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.2	SRH		Personnel temporaire - Salaires et charges sociales	1 356 343	1 278 400	-100 000	1 178 400	1 135 959	96%	1 119 542	94%	1 149 729	98%	65 458	10%
D21.11.1.201	SRH		SG et CAB - Personnel temporaire	50 000	48 000	-40 000	48 000	43 000	75%	36 000	75%	36 000	75%	5 000	0%
D21.11.1.202	SRH		ADM et BUR - Personnel temporaire	30 000	52 000	57 000	90 000	98 000	90%	98 000	90%	97 543	90%	11 000	0%
D21.11.1.203	SRH		SCD - Personnel temporaire	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.204	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.205	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	60 000	153 000	65 000	218 000	205 542	94%	205 542	94%	204 837	94%	12 456	0%
D21.11.1.206	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	30 000	121 000	78 000	189 000	197 900	99%	197 900	99%	197 900	100%	1 900	0%
D21.11.1.207	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.208	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.209	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.210	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.211	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.212	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.213	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.214	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.215	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.11.1.216	SRH		(FamM) - DDC - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Crédits rectifiés	Somme des modifications	Crédits modifiés	Crédits réservés	Réseaux / modifications (%)	Crédits engagés	Engagements / Modifications (%)	Crédits ordonnances	Ordonnances / Modifications (%)	Crédits non réservés	Crédits non réservés / Modifications (%)
D21.112.208	SRH		(Femelle) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.209	SRH		(Femelle) - DLF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.210	SRH		CUIF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	10 000	3 180	32%	3 180	32%	0	0%	6 820	20%
D21.112.211	SRH		DAFSI - Frais d'installation et de départ	0	0	7 840	7 840	7 840	100%	7 840	100%	7 840	100%	0	0%
D21.112.212	SRH		DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	20 000	20 000	15 983	80%	15 983	80%	15 984	80%	4 007	20%
D21.112.213	SRH		DCIF - Frais d'installation et de départ	0	0	-19 000	-19 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.214	SRH		CPDS - Frais d'installation et de départ	0	0	-19 000	-19 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.215	SRH		DSI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.216	SRH		(Femelle) - SCl - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.217	SRH		DLFCD - Frais d'installation et de départ	0	0	5 000	5 000	4 970	99%	4 970	99%	4 970	99%	30	0%
D21.112.218	SRH		DFEN - Frais d'installation et de départ	0	18 000	-15 235	2 765	2 764	100%	2 764	100%	2 764	100%	0	0%
D21.112.219	SRH		DFEN - Frais d'installation et de départ	0	10 000	1 383	10 000	1 383	14%	1 383	14%	1 378	14%	6 617	0%
D21.112.4	SRH		Recrutement	200 000	90 000	28 354	115 354	74 078	64%	69 078	60%	67 675	59%	41 282	0%
D21.112.401	SRH		SG et CAB - Recrutement	200 000	0	10 000	10 000	7 195	72%	8 413	84%	7 195	72%	0	0%
D21.112.402	SRH		ADM et BUR - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.403	SRH		SCD - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.404	SRH		(Femelle) - DDC - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.405	SRH		DARF - Recrutement	0	30 000	-29 646	354	354	100%	354	100%	354	100%	0	0%
D21.112.406	SRH		DEJ - Recrutement	0	15 000	-15 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.407	SRH		(Femelle) - DPE - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.408	SRH		(Femelle) - DFN - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.409	SRH		(Femelle) - DLF - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.410	SRH		CUIF - Recrutement	0	0	30 000	30 000	21 320	71%	20 913	70%	20 758	69%	8 600	0%
D21.112.411	SRH		DAFSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	100%
D21.112.412	SRH		DAI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.413	SRH		DCIF - Recrutement	0	15 000	-10 000	5 000	0	0%	0	0%	0	0%	5 000	0%
D21.112.414	SRH		CPDS - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.415	SRH		DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.416	SRH		(Femelle) - SCl - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.417	SRH		DLECD - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	66%
D21.112.418	SRH		SRH - Recrutement	0	30 000	0	30 000	30 000	100%	27 000	90%	27 000	90%	0	0%
D21.112.419	SRH		DFEN - Recrutement	0	40 000	-40 000	0	12 398	31%	12 398	31%	12 398	31%	27 602	10%
D21.112.420	SRH		Divers - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.112.5	SRH		Saige - Autres Dépenses SRH	710 000	669 700	-169 218	500 482	452 230	90%	439 668	88%	428 410	85%	48 262	0%
D21.112.501	SRH		Comité du personnel	300 000	300 000	-77 653	222 347	204 619	92%	192 318	85%	183 596	85%	17 538	0%
D21.112.502	SRH		Médecine du travail	30 000	30 000	0	30 000	30 000	100%	30 000	100%	30 000	100%	0	0%
D21.112.503	SRH		Honoraires	40 000	-40 000	-10 000	-30 000	-30 000	100%	-30 000	100%	-30 000	100%	0	0%
D21.112.504	SRH		Divers et imprévus	140 000	100 000	3 000	103 000	101 224	98%	101 224	98%	94 044	91%	28 703	0%
D21.112.505	SRH		Tribunal de 1ere instance et d'appel	90 000	100 000	-40 464	59 536	59 536	100%	59 536	100%	59 536	100%	1 778	0%
D21.112.506	SRH		Divers et imprévus	110 000	99 700	-43 201	56 499	56 254	100%	56 253	100%	56 101	99%	245	0%
D21.12	IFDD		Initiales - Dépenses de personnel	1 530 000	1 604 000	-75 280	2 534 700	2 398 341	94%	2 384 302	94%	2 384 302	94%	148 429	6%
D21.121	IFDD		IFDD - Dépenses de personnel	1 500 000	1 530 000	0	1 530 000	1 458 648	97%	1 458 648	97%	1 458 648	97%	115 019	8%
D21.121.1	IFDD		IFDD - Salaires et charges sociales	1 450 000	1 510 000	-137 704	1 372 296	1 258 382	92%	1 258 382	92%	1 258 382	92%	113 914	0%
D21.121.101	IFDD		IFDD - Personnel temporaire	40 000	20 050	137 704	157 704	156 001	99%	156 001	99%	156 001	99%	1 703	40%
D21.121.102	IFDD		IFDD - Personnel ms à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	15%
D21.121.2	IFDD		IFDD - Autres dépenses de personnel	30 000	74 000	0	74 000	44 462	60%	44 462	60%	44 462	60%	29 538	79%
D21.121.201	IFDD		IFDD - Autres Primes et avantages	10 000	5 000	1 619	6 619	5 533	84%	5 533	84%	5 533	84%	1 086	15%
D21.121.202	IFDD		IFDD - Congés dans les lycées	10 000	40 000	-13 236	26 764	6 660	25%	6 660	25%	6 660	25%	20 102	72%
D21.121.203	IFDD		IFDD - Frais d'installation et de départ	0	15 000	12 201	27 201	27 202	87%	27 202	87%	27 202	87%	4 020	0%
D21.121.204	IFDD		IFDD - Recrutement	0	0	6 029	6 029	1 699	28%	1 699	28%	1 699	28%	4 330	0%
D21.121.205	IFDD		IFDD - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.121.206	IFDD		IFDD - Formation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.121.207	IFDD		IFDD - Comité du personnel	0	3 300	-3 300	0	3 300	100%	3 300	100%	3 300	100%	0	0%
D21.122	SRH		IFEE - Dépense de personnel	0	1 066 000	-75 630	990 370	927 465	100%	927 465	100%	927 465	99%	3 275	0%
D21.122.1	SRH		IFEE - Salaires et charges sociales	0	990 000	12 069	1 002 069	908 015	100%	908 015	100%	907 464	99%	3 274	0%
D21.122.101	SRH		IFEE - Personnel permanent	0	887 000	-60 011	827 000	822 015	100%	822 015	100%	822 015	100%	3 274	0%
D21.122.102	SRH		IFEE - Personnel temporaire	0	13 000	-73 000	-60 000	85 000	100%	85 000	100%	84 569	98%	0	0%
D21.122.103	SRH		IFEE - Personnel ms à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.122.2	SRH		IFEE - Autres dépenses de personnel	0	106 000	-47 319	18 681	18 680	100%	18 680	100%	17 972	96%	2	0%
D21.122.201	SRH		IFEE - Autres Primes et avantages	0	5 000	-18 000	-13 000	589	100%	589	100%	181	32%	0	0%
D21.122.202	SRH		IFEE - Congés dans les lycées	0	0	-18 000	-18 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.122.203	SRH		IFEE - Frais d'installation et de départ	0	58 000	-59 999	18 001	18 000	100%	18 000	100%	17 781	98%	0	0%
D21.122.204	SRH		IFEE - Recrutement	0	15 000	-15 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	2%
D21.122.205	SRH		IFEE - Divers et imprévus	0	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.13	SRH		Bureau régional - Dépenses de personnel	2 250 000	2 118 500	-26 600	2 747 100	2 699 733	98%	2 699 733	98%	2 638 539	96%	57 207	1%
D21.131	SRH		BRAO - Dépenses de personnel	600 000	719 500	-14 307	595 203	556 646	95%	556 646	95%	533 171	94%	8 307	1%
D21.131.1	SRH		BRAO - Salaires et charges sociales	600 000	611 000	-160 000	511 000	504 786	99%	504 786	99%	489 024	94%	6 202	0%
D21.131.101	SRH		BRAO - Personnel permanent	560 000	641 000	-200 000	441 000	434 796	99%	434 796	99%	417 752	95%	6 202	0%
D21.131.102	SRH		BRAO - Personnel temporaire	20 000	10 000	60 000	70 000	70 000	100%	70 000	100%	66 272	95%	0	0%
D21.131.103	SRH		BRAO - Personnel ms à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	70%
D21.131.2	SRH		Autres dépenses de personnel	30 000	66 500	-14 207	52 303	52 148	99%	52 148	99%	52 147	99%	2 145	0%



D21.132.201	SRH	BRAE - Autres Primes et avantages	10 000	3 000	-1 582	1 418	1 417	100%	1 417	100%	1 416	100%	1	0%
D21.132.202	SRH	BRAE - Congés dans les loyers	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.132.203	SRH	BRAE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.132.204	SRH	BRAE - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.132.205	SRH	BRAE - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.133	SRH	BRAE - Dépenses de personnel	630 000	500 500	-11 053	467 680	467 680	96%	467 680	96%	450 750	95%	21 787	5%
D21.133.1	SRH	BRAE - Salaires et charges sociales	900 000	490 000	-480 000	450 213	450 213	95%	450 213	95%	441 904	95%	21 787	0%
D21.133.101	SRH	BRAE - Personnel permanent	580 000	470 000	-10 000	450 000	450 000	95%	450 000	95%	441 304	95%	21 787	0%
D21.133.102	SRH	BRAE - Personnel temporaire	20 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.133.103	SRH	BRAE - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.133.2	SRH	BRAE - Autres dépenses de personnel	30 000	20 500	-11 053	9 447	9 447	100%	9 447	100%	9 447	100%	0	0%
D21.134	SRH	BRAE - Autres Primes et avantages	10 000	2 500	-2 173	327	327	100%	327	100%	327	100%	0	0%
D21.134.201	SRH	BRAE - Congés dans les loyers	10 000	6 000	-4 617	17 383	17 383	100%	17 383	100%	17 383	100%	1	0%
D21.134.202	SRH	BRAE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.134.203	SRH	BRAE - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.134.204	SRH	BRAE - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.134.205	SRH	BRAE - Dépenses de personnel	210 000	163 200	-138 680	418 335	418 335	99%	418 335	99%	409 042	98%	10 648	2%
D21.135	SRH	BRECO - Salaires et charges sociales	180 000	249 000	150 000	389 787	389 787	99%	389 787	99%	381 356	98%	9 233	0%
D21.135.101	SRH	BRECO - Personnel permanent	170 000	242 000	120 000	319 767	319 767	97%	319 767	97%	310 502	97%	9 233	0%
D21.135.102	SRH	BRECO - Personnel temporaire	10 000	10 000	-10 000	70 000	70 000	100%	69 021	100%	61 853	88%	0	0%
D21.135.103	SRH	BRECO - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.135.2	SRH	BRECO - Autres dépenses de personnel	30 000	15 000	-11 117	28 588	28 588	97%	28 588	97%	27 646	94%	815	0%
D21.136	SRH	BRECO - Autres Primes et avantages	10 000	2 500	-2 173	327	327	100%	327	100%	327	100%	0	0%
D21.136.201	SRH	BRECO - Congés dans les loyers	10 000	6 000	-4 617	17 383	17 383	100%	17 383	100%	17 383	100%	1	0%
D21.136.202	SRH	BRECO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.136.203	SRH	BRECO - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.136.204	SRH	BRECO - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.136.205	SRH	BRECO - Dépenses de personnel	210 000	163 200	-138 680	418 335	418 335	99%	418 335	99%	409 042	98%	10 648	2%
D21.137	SRH	BRECAI - Salaires et charges sociales	180 000	249 000	150 000	389 787	389 787	99%	389 787	99%	381 356	98%	9 233	0%
D21.137.101	SRH	BRECAI - Personnel permanent	170 000	242 000	120 000	319 767	319 767	97%	319 767	97%	310 502	97%	9 233	0%
D21.137.102	SRH	BRECAI - Personnel temporaire	10 000	10 000	-10 000	70 000	70 000	100%	69 021	100%	61 853	88%	0	0%
D21.137.103	SRH	BRECAI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.138	SRH	BRECAI - Autres dépenses de personnel	30 000	15 000	-11 117	28 588	28 588	97%	28 588	97%	27 646	94%	815	0%
D21.138.201	SRH	BRECAI - Congés dans les loyers	10 000	6 000	-4 617	17 383	17 383	100%	17 383	100%	17 383	100%	1	0%
D21.138.202	SRH	BRECAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.138.203	SRH	BRECAI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.138.204	SRH	BRECAI - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.138.205	SRH	BRECAI - Dépenses de personnel	210 000	163 200	-138 680	418 335	418 335	99%	418 335	99%	409 042	98%	10 648	2%
D21.139	SRH	BRECO - Salaires et charges sociales	180 000	249 000	150 000	389 787	389 787	99%	389 787	99%	381 356	98%	9 233	0%
D21.139.101	SRH	BRECO - Personnel permanent	170 000	242 000	120 000	319 767	319 767	97%	319 767	97%	310 502	97%	9 233	0%
D21.139.102	SRH	BRECO - Personnel temporaire	10 000	10 000	-10 000	70 000	70 000	100%	69 021	100%	61 853	88%	0	0%
D21.139.103	SRH	BRECO - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.139.2	SRH	BRECO - Autres dépenses de personnel	30 000	15 000	-11 117	28 588	28 588	97%	28 588	97%	27 646	94%	815	0%
D21.140	SRH	BRECO - Autres Primes et avantages	10 000	2 500	-2 173	327	327	100%	327	100%	327	100%	0	0%
D21.140.201	SRH	BRECO - Congés dans les loyers	10 000	6 000	-4 617	17 383	17 383	100%	17 383	100%	17 383	100%	1	0%
D21.140.202	SRH	BRECO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.140.203	SRH	BRECO - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.140.204	SRH	BRECO - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.140.205	SRH	BRECO - Dépenses de personnel	210 000	163 200	-138 680	418 335	418 335	99%	418 335	99%	409 042	98%	10 648	2%
D21.141	SRH	BRECAI - Salaires et charges sociales	180 000	249 000	150 000	389 787	389 787	99%	389 787	99%	381 356	98%	9 233	0%
D21.141.1	SRH	BRECAI - Personnel permanent	170 000	242 000	120 000	319 767	319 767	97%	319 767	97%	310 502	97%	9 233	0%
D21.141.101	SRH	BRECAI - Personnel permanent	700 000	780 000	15 000	603 000	773 085	97%	773 085	97%	770 068	96%	27 952	0%
D21.141.102	SRH	BRECAI - Personnel temporaire	20 000	10 000	-10 000	66 500	66 500	100%	66 500	100%	56 543	85%	0	0%
D21.141.103	SRH	BRECAI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.141.2	SRH	BRECAI - Autres dépenses de personnel	30 000	25 000	-30 000	4 147	4 147	85%	4 147	85%	4 147	85%	853	0%
D21.141.201	SRH	BRECAI - Autres Primes et avantages	10 000	5 000	-5 000	4 147	4 147	85%	4 147	85%	4 147	85%	853	0%
D21.141.202	SRH	BRECAI - Congés dans les loyers	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.141.203	SRH	BRECAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.141.204	SRH	BRECAI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.141.205	SRH	BRECAI - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.142	SRH	BRECAI - Dépenses de personnel	450 000	515 000	150 000	649 045	649 045	97%	649 045	97%	646 750	97%	19 673	2%
D21.142.1	SRH	BRECAI - Salaires et charges sociales	460 000	520 000	180 000	578 127	578 127	98%	578 127	98%	570 165	98%	8 073	0%
D21.142.101	SRH	BRECAI - Personnel permanent	410 000	404 000	-18 000	522 000	513 127	98%	513 127	98%	513 127	98%	8 873	0%
D21.142.102	SRH	BRECAI - Personnel temporaire	10 000	80 000	-15 000	65 000	65 000	100%	65 000	100%	64 038	98%	0	0%
D21.142.103	SRH	BRECAI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.142.2	SRH	BRECAI - Autres dépenses de personnel	30 000	31 000	50 718	70 817	70 817	87%	70 817	87%	69 585	85%	10 801	0%
D21.142.201	SRH	BRECAI - Autres Primes et avantages	10 000	7 000	-37 834	44 934	44 934	100%	44 934	100%	43 601	97%	359	0%
D21.142.202	SRH	BRECAI - Congés dans les loyers	10 000	14 000	-10 022	3 978	3 978	100%	3 978	100%	3 978	100%	0	0%
D21.142.203	SRH	BRECAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	22 006	22 006	67%	22 006	67%	22 006	67%	10 800	0%
D21.142.204	SRH	BRECAI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D21.142.205	SRH	BRECAI - Divers et imprévus	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

207

D22.121.104	IFDD - Location et entretien des matériels	19 000	17 000	0	17 000	8 469	50%	8 469	50%	8 469	50%	8 504	50%
D22.121.105	IFDD - Assurances	3 000	3 000	-20 200	3 800	3 022	95%	3 022	95%	3 022	95%	3 170	25%
D22.121.106	IFDD - Frais postaux	7 000	3 200	5 300	8 500	3 136	37%	3 136	37%	3 136	37%	5 374	20%
D22.121.107	IFDD - Télécommunication et internet	27 700	21 000	15 854	15 854	75%	75%	15 854	75%	15 854	75%	15 854	18%
D22.121.108	IFDD - Gestion informatique	17 000	10 000	6 500	17 000	11 565	70%	11 565	70%	11 565	70%	4 905	18%
D22.121.109	IFDD - Gestion courante	10 000	17 000	13 800	13 800	82%	82%	13 800	82%	13 800	82%	3 000	6%
D22.121.110	IFDD - Réceptions et frais de représentation	12 000	16 000	8 000	8 000	5 099	82%	5 099	82%	5 099	82%	1 401	44%
D22.121.111	IFDD - Charges financières	7 000	9 983	8 993	9 983	94%	94%	9 007	94%	9 007	94%	306	100%
D22.121.112	IFDD - Mesures	79 000	74 700	-32 593	42 107	23 660	56%	23 660	56%	23 660	56%	18 417	0%
D22.121.113	IFDD - Honoraires	5 000	2 000	2 000	2 000	0	0%	0	0%	0	0%	4 000	22%
D22.121.114	IFDD - Contenus	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.121.115	IFDD - Divers & imprévus	18 000	500	0	500	381	78%	381	78%	381	78%	1 069	58%
D22.121.116	IFDD - Conseil d'orientation	45 000	0	40 000	40 000	37 403	94%	37 403	94%	37 403	94%	4 597	9%
D22.121.117	IFDD - Manifestation de la francophonie	10 500	8 000	0	8 000	3 342	42%	3 342	42%	3 342	42%	4 658	7%
D22.121.118	IFDD - Publicité et communication	21 000	20 000	-9 000	11 000	10 001	91%	10 001	91%	10 001	91%	669	7%
D22.122	IFEFP - Dépenses de gestion	0	180 000	167 558	167 558	93%	93%	164 519	91%	152 186	86%	12 442	12%
D22.122.1	IFEFP - Gestion courante	0	180 000	167 558	167 558	60%	60%	164 519	91%	152 186	86%	12 442	6%
D22.122.101	IFEFP - Charges d'occupation des locaux	0	30 000	-10 000	20 000	17 658	88%	17 658	88%	17 658	88%	2 564	4%
D22.122.102	IFEFP - Entretien des locaux	0	15 000	1 000	16 000	16 000	100%	16 000	100%	16 000	100%	0	0%
D22.122.103	IFEFP - Achat de matériels et fournitures	0	5 000	7 000	7 000	6 753	96%	6 753	96%	6 753	96%	0	0%
D22.122.104	IFEFP - Location et entretien des matériels	0	6 000	9 000	15 000	13 983	91%	13 983	91%	13 178	88%	1 407	1%
D22.122.105	IFEFP - Assurances	0	8 000	9 500	9 500	9 448	99%	9 448	99%	9 448	99%	54	0%
D22.122.106	IFEFP - Frais postaux	0	3 000	-3 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.122.107	IFEFP - Télécommunication et internet	0	20 000	18 000	38 000	38 000	100%	38 000	100%	33 374	89%	0	0%
D22.122.108	IFEFP - Gestion informatique	0	10 000	8 000	18 000	13 449	75%	13 449	75%	13 443	73%	4 551	5%
D22.122.109	IFEFP - Gestion courante	0	20 000	-7 000	13 000	12 963	100%	12 813	99%	10 902	84%	37	60%
D22.122.110	IFEFP - Réceptions et frais de représentation	0	10 000	2 500	12 500	11 538	92%	11 538	92%	11 062	68%	578	6%
D22.122.111	IFEFP - Charges financières	0	4 000	-2 000	2 000	805	40%	805	40%	679	29%	1 155	100%
D22.122.112	IFEFP - Mesures	0	20 000	0	20 000	20 000	100%	18 350	92%	17 430	87%	0	0%
D22.122.113	IFEFP - Honoraires	0	5 000	-3 000	2 000	0	0%	0	0%	0	0%	2 000	20%
D22.122.114	IFEFP - Contenus	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.122.115	IFEFP - Divers & imprévus	0	24 000	-17 000	7 000	6 552	100%	6 552	94%	5 269	75%	9	5%
D22.123	BUREAUX RÉGIONAUX - Dépenses de gestion	630 000	720 000	0	720 000	606 699	96%	606 699	96%	635 980	95%	33 287	6%
D22.131	BRAO - Dépenses de gestion	150 000	160 000	0	160 000	149 930	94%	149 930	94%	149 930	94%	10 070	2%
D22.131.101	BRAO - Gestion courante	150 000	160 000	149 930	149 930	149 930	94%	149 930	94%	149 930	94%	10 070	4%
D22.131.102	BRAO - Entretien des locaux	3 887	3 500	-2 000	12 200	11 958	98%	11 958	98%	11 958	98%	242	12%
D22.131.103	BRAO - Achat de matériels et fournitures	4 573	2 000	916	4 270	4 105	96%	4 105	96%	4 105	96%	155	23%
D22.131.104	BRAO - Location et entretien des matériels	4 573	3 026	310	3 310	3 268	98%	3 268	97%	3 117	75%	303	1%
D22.131.105	BRAO - Assurances	916	1 945	1 845	2 845	2 815	99%	2 815	99%	2 690	95%	24	12%
D22.131.106	BRAO - Frais postaux	27 441	-22 645	35 656	35 656	31 675	88%	31 675	88%	31 515	88%	30	3%
D22.131.107	BRAO - Télécommunication et internet	9 147	4 000	1 525	5 525	5 334	97%	5 334	97%	5 334	97%	191	6%
D22.131.108	BRAO - Gestion informatique	31 252	30 000	8 038	38 038	35 606	94%	35 606	94%	35 308	94%	2 232	1%
D22.131.109	BRAO - Réceptions et frais de représentation	7 822	8 000	910	8 910	8 407	94%	8 407	94%	8 407	94%	503	3%
D22.131.110	BRAO - Charges financières	1 524	2 000	2 895	4 895	4 337	89%	4 337	89%	4 337	89%	558	0%
D22.131.111	BRAO - Mesures	37 350	30 000	9 568	39 568	38 533	97%	38 533	97%	38 533	97%	1 123	0%
D22.131.112	BRAO - Honoraires	1 591	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.131.113	BRAO - Contenus	1 524	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.131.114	BRAO - Divers & imprévus	1 527	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.131.115	BRAO - Dépenses de gestion	180 000	160 000	0	160 000	156 871	98%	156 813	98%	156 138	98%	3 109	2%
D22.132	BRAO - Gestion courante	180 000	160 000	0	160 000	156 801	98%	156 813	98%	156 138	98%	3 109	5%
D22.132.101	BRAO - Charges d'occupation des locaux	9 500	11 000	-300	10 800	10 639	98%	10 639	98%	10 338	96%	152	3%
D22.132.102	BRAO - Entretien des locaux	21 000	8 000	3 300	11 300	10 747	95%	10 747	95%	10 747	95%	555	0%
D22.132.103	BRAO - Achat de matériels et fournitures	15 000	6 000	-500	5 500	5 240	97%	5 240	97%	5 240	97%	160	2%
D22.132.104	BRAO - Location et entretien des matériels	13 500	10 000	10 300	20 800	20 814	100%	20 814	100%	20 814	100%	26	2%
D22.132.105	BRAO - Assurances	8 000	6 000	-1 800	4 200	4 177	99%	4 177	98%	4 243	98%	53	1%
D22.132.106	BRAO - Frais postaux	9 000	6 000	5 803	6 803	5 803	98%	5 803	98%	5 803	98%	107	2%
D22.132.107	BRAO - Télécommunication et internet	25 000	37 000	-11 500	25 500	25 207	99%	25 207	99%	25 207	99%	293	1%
D22.132.108	BRAO - Gestion informatique	15 000	12 000	-300	11 700	11 455	98%	11 455	98%	11 455	98%	245	3%
D22.132.109	BRAO - Gestion courante	15 000	20 000	16 000	36 500	36 063	99%	36 063	99%	36 063	99%	359	1%
D22.132.110	BRAO - Réceptions et frais de représentation	14 000	7 200	3 300	3 300	3 203	97%	3 203	97%	3 203	97%	97	1%
D22.132.111	BRAO - Charges financières	4 000	5 000	-400	4 600	3 955	86%	3 955	86%	3 935	86%	665	0%
D22.132.112	BRAO - Mesures	20 000	30 000	-11 300	18 700	18 601	99%	18 601	99%	18 601	99%	99	0%
D22.132.113	BRAO - Honoraires	3 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	100%
D22.132.114	BRAO - Contenus	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.115	BRAO - Divers & imprévus	6 500	1 000	-800	200	0	0%	0	0%	0	0%	200	5%
D22.133	BRAP - Dépenses de gestion	60 000	60 000	0	60 000	54 730	91%	54 730	91%	54 729	91%	5 270	20%
D22.133.1	BRAP - Gestion courante	60 000	60 000	0	60 000	54 730	91%	54 730	91%	54 729	91%	5 270	6%
D22.133.101	BRAP - Charges d'occupation des locaux	2 400	3 000	0	3 000	2 214	74%	2 214	74%	2 214	74%	766	1%
D22.133.102	BRAP - Entretien des locaux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.133.103	BRAP - Achat de matériels et fournitures	1 250	3 000	174	3 174	3 145	99%	3 145	99%	3 145	99%	29	36%

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Crédits restants	Somma des modifications	Crédits modifiés	Crédite / Réserve	Engagés / Modifiés (%)	Crédite ordonnance	Ordonnances / Modifiés (%)	Crédite non réservée / Modifiés (%)
D22-133.104	BRAAP		BRAAP - Location et entretien des matériels	680	1 000	-320	750	99%	740	745	99%	70%
D22-133.105	BRAAP		BRAAP - Assurances	1 180	2 000	0	1 236	82%	1 236	1 236	82%	10%
D22-133.106	BRAAP		BRAAP - Frais postaux	400	500	0	500	30%	150	150	30%	70%
D22-133.107	BRAAP		BRAAP - Télécommunication et internet	2 420	2 000	1 500	3 543	84%	2 943	2 943	84%	22%
D22-133.108	BRAAP		BRAAP - Gestion informatique	8 067	9 500	-674	8 266	77%	6 700	6 700	77%	2%
D22-133.109	BRAAP		BRAAP - Gestion courante	15 673	15 000	-171	12 384	97%	12 384	12 384	97%	1%
D22-133.110	BRAAP		BRAAP - Réceptions et frais de représentation	5 000	5 000	0	4 876	98%	4 876	4 876	98%	1%
D22-133.111	BRAAP		BRAAP - Charges financières	950	1 000	1 421	2 387	99%	2 387	2 387	99%	0%
D22-133.112	BRAAP		BRAAP - Missions	22 000	20 000	-2 000	17 848	99%	17 848	17 848	99%	0%
D22-133.113	BRAAP		BRAAP - Honoraires	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-133.114	BRAAP		BRAAP - Conforteur	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-133.115	BRAAP		BRAAP - Divers & imprévus	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-134	BRECO		BRECO - Dépenses de gestion	90 000	70 000	0	64 862	93%	64 862	64 862	93%	6%
D22-134.1	BRECO		BRECO - Gestion courante	90 000	70 000	0	64 862	93%	64 862	64 862	93%	7%
D22-134.101	BRECO		BRECO - Charges d'occupation des locaux	15 700	8 000	-1 000	7 541	94%	7 541	7 541	94%	46%
D22-134.102	BRECO		BRECO - Entretien des locaux	4 500	5 500	-1 000	5 094	93%	5 094	5 094	93%	28%
D22-134.103	BRECO		BRECO - Achat de matériels et fournitures	6 700	2 000	0	1 728	86%	1 728	1 728	86%	30%
D22-134.104	BRECO		BRECO - Location et entretien des matériels	4 500	1 000	0	724	72%	724	724	72%	15%
D22-134.105	BRECO		BRECO - Assurances	1 700	1 000	0	1 800	74%	1 800	1 800	74%	0%
D22-134.106	BRECO		BRECO - Frais postaux	2 500	2 000	2 500	3 917	87%	3 917	3 917	87%	2%
D22-134.107	BRECO		BRECO - Télécommunication et internet	8 000	10 000	-3 000	6 866	98%	6 866	6 866	98%	3%
D22-134.108	BRECO		BRECO - Gestion informatique	5 000	2 000	0	1 577	79%	1 577	1 577	79%	42%
D22-134.109	BRECO		BRECO - Gestion courante	9 000	9 000	-2 000	6 820	97%	6 820	6 820	97%	2%
D22-134.110	BRECO		BRECO - Réceptions et frais de représentation	2 200	2 000	0	1 499	75%	1 499	1 499	75%	1%
D22-134.111	BRECO		BRECO - Charges financières	2 000	1 500	2 000	2 001	74%	2 001	2 001	74%	21%
D22-134.112	BRECO		BRECO - Missions	13 700	20 000	4 500	24 256	99%	24 256	24 256	99%	0%
D22-134.113	BRECO		BRECO - Honoraires	13 500	2 000	0	1 574	79%	1 574	1 574	79%	42%
D22-134.114	BRECO		BRECO - Conforteur	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-134.115	BRECO		BRECO - Divers & imprévus	1 000	3 000	-3 000	0	0%	0	0	0%	2%
D22-135	BRECAL		BRECAL - Dépenses de gestion	150 000	170 000	0	165 974	88%	165 974	165 974	88%	1%
D22-135.1	BRECAL		BRECAL - Gestion courante	150 000	170 000	0	165 974	98%	165 974	165 974	98%	5%
D22-135.101	BRECAL		BRECAL - Charges d'occupation des locaux	47 000	54 000	-4 000	45 023	99%	45 023	45 023	99%	14%
D22-135.102	BRECAL		BRECAL - Entretien des locaux	500	1 000	14 500	14 782	95%	14 782	14 782	95%	0%
D22-135.103	BRECAL		BRECAL - Achat de matériels et fournitures	3 000	3 000	2 200	4 451	88%	4 451	4 451	88%	74%
D22-135.104	BRECAL		BRECAL - Location et entretien des matériels	4 300	4 000	1 300	5 289	100%	5 289	5 289	100%	2
D22-135.105	BRECAL		BRECAL - Assurances	4 300	500	1 799	2 286	88%	2 030	2 030	88%	5%
D22-135.106	BRECAL		BRECAL - Frais postaux	2 300	1 000	100	1 696	100%	1 696	1 696	100%	4
D22-135.107	BRECAL		BRECAL - Télécommunication et internet	17 000	10 000	0	9 466	95%	9 466	9 466	95%	53%
D22-135.108	BRECAL		BRECAL - Gestion informatique	5 000	5 600	-3 650	2 535	100%	2 535	2 535	100%	30%
D22-135.109	BRECAL		BRECAL - Gestion courante	43 000	50 000	16 266	66 237	100%	66 237	66 237	100%	2%
D22-135.110	BRECAL		BRECAL - Réceptions et frais de représentation	6 000	5 000	-4 000	703	70%	703	703	70%	8%
D22-135.111	BRECAL		BRECAL - Charges financières	1 000	2 000	300	2 255	98%	2 255	2 255	98%	45
D22-135.112	BRECAL		BRECAL - Missions	13 000	20 000	-7 500	11 469	92%	11 469	11 469	92%	1 011
D22-135.113	BRECAL		BRECAL - Honoraires	2 100	2 000	-2 000	0	0%	0	0	0%	0%
D22-135.114	BRECAL		BRECAL - Conforteur	500	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-135.115	BRECAL		BRECAL - Divers & imprévus	1 000	11 900	-11 900	0	0%	0	0	0%	0%
D22-136	BROI		BROI - Dépenses de gestion	0	100 000	0	94 247	94%	94 247	94 247	94%	5 753
D22-136.1	BROI		BROI - Gestion courante	0	100 000	0	94 247	94%	94 247	94 247	94%	5 753
D22-136.101	BROI		BROI - Charges d'occupation des locaux	0	2 400	-2 400	0	0%	0	0	0%	19%
D22-136.102	BROI		BROI - Entretien des locaux	0	10 500	1 434	11 934	100%	11 934	11 934	100%	0%
D22-136.103	BROI		BROI - Achat de matériels et fournitures	0	5 000	5 060	8 166	81%	8 166	8 166	81%	1 914
D22-136.104	BROI		BROI - Location et entretien des matériels	0	2 000	-400	1 575	100%	1 575	1 575	100%	5
D22-136.105	BROI		BROI - Assurances	0	3 400	-650	2 744	100%	2 744	2 744	100%	8
D22-136.106	BROI		BROI - Frais postaux	0	1 000	1 540	1 333	98%	1 333	1 333	98%	1 007
D22-136.107	BROI		BROI - Télécommunication et internet	0	30 000	-4 084	25 917	100%	25 917	25 917	100%	19
D22-136.108	BROI		BROI - Gestion informatique	0	500	0	420	84%	420	420	84%	60
D22-136.109	BROI		BROI - Gestion courante	0	5 000	5 180	9 158	90%	9 158	9 158	90%	1 022
D22-136.110	BROI		BROI - Réceptions et frais de représentation	0	1 700	1 700	7 460	97%	7 460	7 460	97%	210
D22-136.111	BROI		BROI - Charges financières	0	7 200	-630	6 569	100%	6 569	6 569	100%	1
D22-136.112	BROI		BROI - Missions	0	20 000	200	18 741	93%	18 741	18 741	93%	1 488
D22-136.113	BROI		BROI - Honoraires	0	500	-500	0	0%	0	0	0%	0%
D22-136.114	BROI		BROI - Conforteur	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0%
D22-136.115	BROI		BROI - Divers & imprévus	0	6 500	-6 500	0	0%	0	0	0%	8%
D22-141	DAFSI		Représentations permanentes - Dépenses de gestion	610 000	825 000	-5 000	759 261	92%	759 261	759 261	92%	81 665
D22-141.1	RFPG		RFPG - Dépenses de gestion	260 000	260 000	0	259 818	99%	257 644	257 644	99%	1 862
D22-141.1.1	RFPG		RFPG - Gestion courante	260 000	260 000	0	259 818	99%	257 644	257 644	99%	1 862
D22-141.1.01	RFPG		RFPG - Charges d'occupation des locaux	179 000	188 000	-20 000	177 018	100%	177 018	177 018	100%	2%
D22-141.1.02	RFPG		RFPG - Entretien des locaux	16 100	16 000	-200	16 010	99%	16 010	16 010	99%	590
D22-141.1.03	RFPG		RFPG - Achat de matériels et fournitures	1 600	1 000	4 000	5 017	98%	5 017	5 017	98%	30
D22-141.1.04	RFPG		RFPG - Location et entretien des matériels	6 000	6 000	1 850	7 782	99%	7 782	7 782	99%	68
D22-141.1.05	RFPG		RFPG - Assurances	3 700	3 000	150	3 062	97%	3 062	3 062	97%	3%
D22-141.1.06	RFPG		RFPG - Frais postaux	1 200	1 000	0	875	87%	875	875	87%	156

25

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Credits rectifiés	Somme des modifications	Crédits modifiés	Credits réservés	Reserves / modifiées (%)	Credits engagés	Engagé / Modifié (%)	Credits ordonnances	Ordonnances / Modifiées (%)	Credits non réservés	Credits non réservés / Modifiées (%)
D31-111.003	DLFOD	111	(Fem) Valorisation des connaissances (mise en réseau et partenariat) : Des documents d'information et des actions de sensibilisation en faveur de la langue française	59 000	51 000	-13 200	37 800	37 705	100%	-37 607	99%	35 530	95%	0	0%
D31-111.301	DLFOD	111	Production et partage de contenus en français sur de grands enjeux	41 000	26 000	0	0	0	0%	25 807	99%	25 805	99%	0	0%
D31-111.302	DLFOD	111	Edition, immersion	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-111.303	DLFOD	111	Appui et animation de réseaux francophones	18 000	26 000	-13 200	11 800	11 800	100%	11 800	100%	11 800	100%	0	0%
D31-111.4	DLFOD	111	Les échanges scientifiques sur la langue française sont renforcés.	25 517	40 000	0	40 000	40 000	100%	39 000	98%	35 688	89%	0	0%
D31-111.401	DLFOD	111	Mise en place d'un comité scientifique pour les productions de l'Observatoire des données, analyses et outils d'aide à la décision produits par le réseau	30 000	30 000	0	30 000	29 525	98%	15 073	50%	14 362	48%	0	0%
D31-112	DLFOD	111	Un dispositif de veille stratégique et de diffusion de données est mis en place	30 000	30 000	0	30 000	29 525	98%	15 073	50%	14 362	48%	0	0%
D31-112.01	DLFOD	111	Organisation de conférences, ateliers, tables rondes, ...	10 000	10 000	0	10 000	9 800	98%	5 000	50%	4 800	48%	0	0%
D31-112.02	DLFOD	111	Création d'une plateforme de veille partagée et de diffusion	20 000	20 000	0	20 000	19 725	98%	10 073	50%	9 562	48%	0	0%
D31-112.201	DLFOD	111	Mise en ligne de données sur la langue française (cont version multilingue)	50 000	85 000	0	85 000	84 997	100%	84 904	100%	79 298	93%	0	0%
D31-113	DLFOD	111	La Francophonie produit des données et des analyses sur les dynamiques des études thématiques prospectives sont réalisées	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-113.01	DLFOD	111	Elaboration de documents de prospective sur des thèmes prioritaires	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-113.2	DLFOD	111	Un comité d'orientation est mis en place, des données et des analyses	90 000	85 000	0	85 000	84 997	100%	84 904	100%	79 298	93%	0	0%
D31-113.201	DLFOD	111	Mise en place et animation d'un comité d'orientation	45 000	37 000	0	37 000	36 998	100%	36 933	100%	36 344	98%	0	0%
D31-113.202	DLFOD	111	Régulation et diffusion d'études et d'analyses	45 000	48 000	0	48 000	48 000	100%	47 971	100%	42 954	89%	0	0%
D31-114	DLFOD	111	Le français est valorisé et promu dans son utilité et sa diversité, notamment dans les actions de communication et de sensibilisation en faveur du multilinguisme	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.01	DLFOD	111	(Fem) Soutien à Destination Francophonie - TV 5 monde et réalisation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.02	DLFOD	111	Valorisation du dialogue avec les autres espaces linguistiques et parité	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.03	DLFOD	111	Valorisation des variétés du français et des langues nationales et sociolinguistiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.2	DLFOD	111	Des manifestations originales par les réseaux francophones sont organisées	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.201	DLFOD	111	Participation aux rencontres des réseaux de politique et d'aménagement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.202	DLFOD	111	Mise en réseau et accompagnement des participants au Forum mondial	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.3	DLFOD	111	Des initiatives valorisent les variétés de français et le français plurilingue	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.301	DLFOD	111	(Fem) Appui au Réseau des associations professionnelles francophones	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.302	DLFOD	111	(Fem) Mise en place de la Validation des Acquis Francophones Initial	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.303	DLFOD	111	(Fem) Appui à la Biennale de la langue française	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.304	DLFOD	111	Appui aux initiatives en faveur du français professionnel, technique et scientifique	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.4	DLFOD	111	(Fem) Le Forum mondial de la langue française est organisé avec le soutien de la République Française	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.401	DLFOD	111	(Fem) Forum mondial de la langue française (FML)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.402	DLFOD	111	(Fem) Forum mondial de la langue française (fonds additionnels)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-114.403	DLFOD	111	Les acteurs des relations internationales et, en particulier, les réseaux francophones, sont impliqués dans des projets de coopération	2 000 000	3 484 000	-428 000	3 056 000	2 985 063	98%	2 857 074	94%	2 542 637	83%	70 444	3%
D31-121	DLFOD	112	Les populations cibles ont un meilleur accès à des médiations linguistiques et culturelles	140 000	76 000	-3 000	72 000	69 532	97%	69 515	97%	63 312	88%	2 668	4%
D31-121.01	DLFOD	112	Les compétences et l'inclusion des traducteurs et interprètes sont améliorées	140 000	76 000	-3 000	72 000	69 532	97%	69 515	97%	63 312	88%	2 668	4%
D31-121.02	DLFOD	112	Développement d'un programme de bourse destinée à de jeunes francophones	70 000	25 000	0	25 000	24 078	96%	24 078	96%	19 943	80%	922	5%
D31-121.103	DLFOD	112	(Fem) Recrutement d'un consultant / gestion REPTIC	30 000	26 000	-3 000	22 000	20 983	95%	20 983	95%	18 414	84%	1 117	0%
D31-121.104	DLFOD	112	Mise en œuvre d'ateliers de formation/accrochage en traduction et interprétation	40 000	25 000	0	25 000	24 971	100%	24 955	100%	24 955	100%	0	0%
D31-121.2	DLFOD	112	Un réseau de traducteurs-interprètes francophones identifiés met en œuvre un programme de formation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.201	DLFOD	112	(Fem) Organisation d'un atelier de labellisation du REPTIC (Réseau Interprofessionnel de Traducteurs et Interprètes de la Région Alpine)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.202	DLFOD	112	(Fem) Organisation d'un atelier de labellisation du REPTIC au Bénin	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.203	DLFOD	112	Atelier de formation continue des interprètes et des traducteurs du REPTIC	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.204	DLFOD	112	Développement de la plateforme du REPTIC	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.3	DLFOD	112	Des jeunes traducteurs et interprètes sont mis à disposition des organisations	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.4	DLFOD	112	Mise à disposition de volontaires, et de jeunes diplômés supérieurs des langues étrangères	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-121.401	DLFOD	112	(Fem) Le prix de traduction Ibn Chakoun Leopold Sedar Senghor est organisé	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122	DLFOD	112	Les professionnels dans des secteurs et territoires ciblés ainsi que des acteurs clés des réseaux de la francophonie sont impliqués dans des projets de coopération	758 010	1 613 000	-294 486	1 318 514	1 313 167	100%	1 258 107	94%	1 053 933	80%	5 347	0%
D31-122.1	DLFOD	112	Des cadres experts dans les CI sont formés au français des relations internationales	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.101	DLFOD	112	(Fem) Organisation de formations en immersion linguistique pour cadres	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.102	DLFOD	112	Coordination du programme de promotion du français à la RFA	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.103	DLFOD	112	Formations linguistiques et techniques dans les institutions africaines et asiatiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.104	DLFOD	112	Formation en immersion linguistique des cadres des CI et des APN	513 010	1 508 000	-220 000	1 078 000	1 072 655	100%	1 000 261	93%	837 047	78%	5 345	2%
D31-122.2	DLFOD	112	Des cadres de la fonction publique nationale et internationale sont formés au français dans des capitales nationales des cadres et experts	168 010	635 000	-55 000	580 000	579 010	100%	654 509	90%	412 960	71%	990	0%
D31-122.201	DLFOD	112	Formation au français des futurs cadres et experts en formation initiale	165 000	240 000	-83 000	157 000	154 200	98%	150 152	96%	120 074	82%	2 800	1%
D31-122.202	DLFOD	112	Formation au français des cadres et experts des Missions africaines	80 000	185 000	-7 000	151 000	150 247	100%	150 247	100%	125 570	83%	753	0%
D31-122.203	DLFOD	112	Formation linguistique et techniques dans les institutions africaines et asiatiques	60 000	180 000	-27 000	133 000	132 098	99%	121 688	92%	116 068	87%	802	0%
D31-122.204	DLFOD	112	Formation en immersion linguistique des cadres nationaux	40 000	115 000	-56 000	57 000	57 000	100%	53 655	94%	53 355	94%	0	0%
D31-122.3	DLFOD	112	Des outils de gestion de programme et de formation au français et de développement en français sont mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.301	DLFOD	112	Développement et mise à jour de programmes	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.302	DLFOD	112	Développement et utilisation des outils de formation au français	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.4	DLFOD	112	Des cadres nationaux et internationaux sont formés en français dans les institutions africaines et asiatiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.401	DLFOD	112	Séminaires et colloques régionaux pour les fonctionnaires des APN des pays africains et asiatiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.402	DLFOD	112	Organisation de séminaires et formations techniques et professionnelles	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.403	DLFOD	112	Organisation du comité d'orientation ainsi que de formations aux outils de gestion de programme et de formation au français	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.5	DLFOD	112	Les indicateurs de résultats (RIAT et RIM) du programme sont renseignés	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31-122.501	DLFOD	112	Recrutement de deux attachés de programme sur projet	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

D31.122.8	DLFOD	112	Des dispositifs de formations linguistiques pour les jeunes réfugiés sont	150 000	215 000	214 000	100%	213 130	100%	213 130	99%	192 614	90%	1	0%	
D31.122.801	DLFOD	112	Renforcement des capacités d'accueil et des programmes de formation	25 000	25 000	25 000	100%	25 000	100%	25 000	100%	25 000	100%	1	0%	
D31.122.802	DLFOD	112	Développement de dispositifs de formations linguistiques et professionnelle	130 000	190 000	189 000	100%	189 650	100%	190 130	99%	168 614	89%	1	0%	
D31.122.7	DLFOD	112	Des chambres de métiers et des regroupements de professionnels ont	90 000	90 000	-44 486	0%	25 513	100%	24 766	97%	23 272	91%	1	0%	
D31.122.701	DLFOD	112	Identification des structures de formation continue, renforcement des c	45 000	45 000	-32 110	0%	12 890	100%	12 890	100%	11 901	97%	1	0%	
D31.122.702	DLFOD	112	Identification des publics de professionnels en vue d'un renforcement c	45 000	45 000	-31 776	0%	13 224	100%	12 774	97%	11 371	86%	1	0%	
D31.123	DLFOD		Les actions des relations internationales, des ressources humaines de	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.1	DLFOD	112	(Femini) Des réseaux d'experts francophones pour développer et animé	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.101	DLFOD	112	(Femini) Appui au REF (Réseau Créateur Africain)	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.2	DLFOD	112	(Femini) Des formations aux enjeux du multilinguisme sont délivrées au	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.201	DLFOD	112	(Femini) Organisation d'ateliers de sensibilisation aux enjeux du multiling	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.3	DLFOD	112	(Femini) Des campagnes de sensibilisation et des événements sont organisés à	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.301	DLFOD	112	(Femini) Contribution à la tenue du Forum mondial de la langue française	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.123.302	DLFOD	112	(Femini) Événements en amont et pendant les JO	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	1%	
D31.123.303	DLFOD	112	Activités de sensibilisation aux enjeux du multilinguisme dans les us	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	3%	
D31.124	DLFOD		Les réseaux professionnels et les médiations qui favorisent les us	520 000	489 000	-87 000	94%	399 018	99%	393 822	84%	338 268	84%	2 084	0%	
D31.124.1	DLFOD	112	Des réseaux sportifs francophones sont développés, animés, et coord	80 000	72 000	-30 000	90%	50 391	97%	50 391	97%	44 283	85%	1 819	6%	
D31.124.101	DLFOD	112	(Femini) Accords de partenariat avec l'AFCO et des Unions francophob	30 000	22 000	0	94%	20 631	94%	20 631	94%	14 700	67%	1 388	1%	
D31.124.102	DLFOD	112	(Femini) Appui aux médias sportifs francophones	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.124.103	DLFOD	112	(Femini) Appui au partenariat pour le développement de la Conférence	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.124.104	DLFOD	112	(Femini) Appui aux organisations sportives francophones	50 000	50 000	-30 000	89%	29 760	89%	29 760	89%	29 582	89%	250	0%	
D31.124.2	DLFOD	112	Un Grand Témoin de la Francophonie représente et défend les intérêts	120 000	105 000	0	105 000	104 897	100%	99 653	94%	86 160	81%	3	0%	
D31.124.201	DLFOD	112	Missions du Grand Témoin de la Francophonie	40 000	35 000	0	35 000	34 897	100%	33 473	96%	29 365	81%	3	0%	
D31.124.202	DLFOD	112	Événements en amont et pendant les JO, JOU et les Jeux de la Franc	80 000	70 000	0	70 000	70 000	100%	65 579	94%	57 795	83%	0	0%	
D31.124.3	DLFOD	112	Les associations des professeurs de français sont soutenues, formé	250 000	250 000	-5 000	245 000	244 538	100%	244 189	100%	207 815	85%	462	0%	
D31.124.301	DLFOD	112	RFP (outils media, outils pluridoyers, formations, plaidoyer)	250 000	250 000	-5 000	245 000	244 538	100%	244 189	100%	207 815	85%	462	0%	
D31.124.4	DLFOD	112	La 9e édition du Forum sera organisée en 2018, en collaboration avec	87 000	82 000	-62 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	3%	
D31.124.401	DLFOD	112	Renforcement du contrat de l'attaché de programme et réunions de p	87 000	82 000	-62 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	3%	
D31.125	DLFOD		Les populations et les établissements cibles disposent d'outils en de	845 000	677 000	-44 007	80%	632 663	97%	628 843	90%	501 298	70%	18 301	0%	
D31.125.1	DLFOD	112	Des outils de formation et d'auto-formation au et en français de spécial	260 000	281 000	-44 007	100%	258 668	100%	220 663	89%	210 132	82%	0	0%	
D31.125.101	DLFOD	112	Développement d'outils de formation au français des relations internat	200 000	241 000	-15 000	100%	226 000	100%	209 700	93%	208 749	92%	0	0%	
D31.125.102	DLFOD	112	Poursuite du développement de la plateforme d'auto-formation en ligne	60 000	40 000	-9 007	100%	10 993	100%	10 993	100%	10 993	100%	0	49%	
D31.125.2	DLFOD	112	Des formations en relations internationales seront développées et diffu	585 000	398 000	0	398 000	377 700	95%	348 150	98%	286 105	71%	18 300	0%	
D31.125.201	DLFOD	112	Développement d'un outil de gestion de programmes de coopération et	65 000	45 000	-7 147	100%	19 389	52%	19 389	51%	19 389	51%	18 300	0%	
D31.125.202	DLFOD	112	Séminaires et colloques régionaux pour les fonctionnaires nationaux d	200 000	220 000	-25 000	100%	198 000	100%	186 335	94%	176 219	89%	0	4%	
D31.125.203	DLFOD	112	Stimulants et formations techniques et professionnelles pour les locali	320 000	128 000	32 147	100%	160 147	100%	142 417	80%	86 480	54%	0	7%	
D31.126	DLFOD		Les compétences des enseignants de français et autres éducateurs li	617 990	630 000	0	630 000	587 956	93%	586 907	93%	586 907	93%	42 644	0%	
D31.126.1	DLFOD	112	Des outils innovants et contextualisés, adaptés place à l'éducateur li	52 000	50 000	0	47 768	86%	47 768	86%	47 768	86%	47 768	86%	2 232	2%
D31.126.101	BRAP	112	Accompagnement de la réalisation de supports numériques pour renfo	31 000	30 000	0	30 000	28 160	94%	28 160	94%	28 160	94%	1 840	3%	
D31.126.102	BRECO	112	Concession de bts pédagogiques relatifs aux initiatives de la Francop	21 000	20 000	0	20 000	19 608	98%	19 608	98%	19 608	98%	382	7%	
D31.126.2	DLFOD	112	Les compétences disciplinaires et professionnelles des acteurs de l'en	276 990	280 000	-10 000	270 000	268 885	96%	268 885	96%	268 885	96%	10 615	5%	
D31.126.201	BRAP	112	Accompagnement des relations et des atouts visant à renforcer la pu	47 000	40 000	-10 000	0	37 983	93%	37 983	93%	37 983	93%	2 637	2%	
D31.126.202	BRAP	112	Organisation des formations continues des enseignants de français su	100 000	100 000	0	100 000	95 049	95%	95 049	95%	95 049	95%	4 951	3%	
D31.126.3	BRECO	112	Organisation de formations continues à distance et en présentiel des e	128 990	130 000	0	128 973	99%	128 973	99%	128 973	99%	128 973	99%	3 027	0%
D31.126.301	BRAP	112	Appuyer les activités pédagogiques et le rayonnement régional des em	28 200	30 000	0	30 000	29 963	100%	29 963	100%	29 963	97%	2 951	0%	
D31.126.302	BRECO	112	Appuyer les activités pédagogiques et le rayonnement régional des em	25 000	30 000	0	30 000	27 574	92%	27 574	92%	27 574	92%	2 426	12%	
D31.126.303	BRECO	112	Organiser des activités parascolaires pour le développement de l'em	25 000	30 000	0	30 000	29 512	98%	29 512	98%	29 512	98%	489	20%	
D31.126.4	DLFOD	112	Gestion de projet	210 800	210 000	10 000	220 000	183 153	89%	182 704	88%	192 704	88%	28 847	0%	
D31.126.401	BRAP	112	Fonctionnement et Concertation régionale (Conseil d'Oriental)	40 000	40 000	-3 000	37 000	27 975	74%	27 975	74%	27 975	74%	9 625	5%	
D31.126.402	BRAP	112	Salaires personnel local GREAF	70 300	80 000	13 000	100%	92 551	100%	92 551	100%	92 551	100%	0	38%	
D31.126.403	BRECO	112	Fonctionnement et Gestion du Projet (BRECO)	50 000	50 000	10 000	60 000	54 624	91%	54 624	91%	54 624	91%	5 576	0%	
D31.126.404	BRECO	112	Salaires personnel local BRECO	41 500	40 000	-10 000	30 000	18 855	61%	18 855	61%	18 354	61%	11 645	0%	
D31.13	DLFOD		L'enseignement contextualisé et de qualité du français langue étrang	1 600 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131	DLFOD		Les décideurs sont davantage sensibilisés à la nécessité de maintenir	460 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.1	DLFOD	112	Des outils d'observation sur la situation du français langue étrangère s	170 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.101	DLFOD	113	(Femini) Diffusion et communication (DLFOD)	160 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.102	DLFOD	113	(Femini) Recensement des outils existants et identification des besoins	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.201	BRAP	113	(Femini) Recensement des outils existants et identification des besoins	19 999	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.302	BRAP	113	(Femini) Elaboration d'outil pour le suivi et l'actualisation des observ	6 666	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.303	BRAP	113	(Femini) Elaboration d'outil pour le suivi et l'actualisation des observ	6 666	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.304	BRAP	113	(Femini) Recensement de compétences des acteurs nationaux en matière d'ins	3 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.301	BRECO	113	(Femini) Recensement des outils existants et identification des besoins	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.302	BRECO	113	(Femini) Réalisation de cartographie sur l'enseignement du français (CR	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.303	BRECO	113	(Femini) Elaboration d'outil pour le suivi et l'actualisation des observ	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.4	DLFOD	113	Une stratégie de plaidoyer en faveur du français langue étrangère est d	165 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.401	DLFOD	113	Plaidoyer autour d'événements internationaux et participation à des ma	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.402	DLFOD	113	(Femini) Plaidoyer (dont Francophonie du Sud) (DLF)	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D31.131.403	DLFOD	113	Outil francophone de plaidoyer auprès des enseignants (Francophonies	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	

LM

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Crédits rectificatifs	Somme des modifications	Crédits modifiés	Crédits réservés	Réserve / modification (%)	Crédits engagés	Engagé / Modifié (%)	Crédits ordonnancés	Ordonnancé / Modifié (%)	Crédits non réservés	Crédits non réservés / Modifié (%)
D81.131.5	BRAP	113	Une stratégie de plaider en faveur du français langue étrangère est c	39 999	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.501	BRAP	113	(Femme) Définition d'une stratégie de plaider (CREFAP-BRAP)	13 333	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.502	BRAP	113	(Femme) Mise en œuvre des actions de plaider (CREFAP-BRAP)	13 333	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.503	BRAP	113	Valorisation des compétences de la région (Manifestations sociétales)	13 333	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.6	BRAP	113	Une stratégie de plaider en faveur du français langue étrangère est c	31 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.601	BRECO	113	(Femme) Définition d'une stratégie de plaider (CRECO-BRECO)	10 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.602	BRECO	113	Mise en œuvre des actions de plaider (Manifestations sociétales)	10 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.131.603	BRECO	113	(Femme) Définition d'une stratégie de plaider (BRECO-BRECO)	10 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132	DLFCO		Les capacités des acteurs femmes et hommes de transmission du Fra	608 408	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.1	DLFCO		Des outils innovants et contextualisés sont élaborés et développés grâ	233 004	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.101	DLFCO	113	Outils à distance (Méthode LV2, @CREF, IG) (DLFCO)	121 004	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.102	DLFCO	113	(Femme) Chaton d'un outil numérique en intercompréhension (DLF)	50 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.103	DLFCO	113	Outils médias (FPO) (DLFCO)	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.104	DLFCO	113	(Femme) Outils de suivi FAD (DLF)	60 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.201	BRAP	113	Des outils innovants et contextualisés sont adaptés et développés grâ	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.202	BRAP	113	Appui à la mise en œuvre de la chaîne qualité pour les enseignants	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.3	BRECO	113	Des outils innovants et contextualisés sont adaptés et développés grâ	23 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.301	BRECO	113	Formation des tuteurs pour forêt FAD et suivi du projet JEIA (BRECO-	19 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.302	BRECO	113	Elaboration de référentiels de compétences pour les PECO (BRECO-CF	4 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.4	DLFCO		Les compétences disciplinaires et professionnelles des acteurs de l'en	292 405	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.401	DLFCO	113	Mise en place de formations (DLFCO)	173 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.402	BRECO	113	Mise en place de séminaires, formations-actions et revue numérique (CF	63 405	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.132.403	BRAP	113	Mise en place de séminaires et formations-actions (CREFAP-BRAP)	56 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133	DLFCO		Les élèves filles et garçons ont accès à une offre accrue d'activités sc	163 495	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.1	DLFCO		Un environnement francophone parascolaire est créé (DLFCO)	90 495	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.101	DLFCO	113	Création d'activités parascolaires en français (DLFCO)	90 495	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.2	DLFCO		Une stratégie de plaider en faveur du français est mise en œuvre au	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.201	DLFCO	113	Elaboration d'une stratégie et d'outils de plaider (DLFCO)	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.202	DLFCO	113	Développement d'actions ciblées sur le terrain (DLFCO)	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.3	BRAP		Une stratégie de plaider en faveur du français est mise en œuvre au	26 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.301	BRAP	113	Création d'activités parascolaires en français (CREFAP-BRAP)	15 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.302	BRAP	113	Développement d'actions ciblées sur le terrain (CREFAP-BRAP)	11 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.4	BRECO	113	Développement d'actions ciblées sur le terrain dans le cadre d'activités par	5 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.133.401	BRECO	113	Développement d'actions ciblées sur le terrain dans le cadre d'activités par	5 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134	DLFCO		La stratégie de décentralisation et régionalisation des actions du progr	177 999	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.1	BRAP		Fonctionnement du CREFAP	126 699	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.101	BRAP	113	Personnel local du CREFAP	42 233	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.102	BRAP	113	Frais de fonctionnement du CREFAP	42 233	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.2	BRECO	113	Gestion projet du CREFAP	51 300	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.201	BRECO	113	Fonctionnement local du CREFECO	17 100	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.202	BRECO	113	Frais de fonctionnement du CREFECO	17 100	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.134.203	BRECO	113	Gestion projet du CREFECO	17 100	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.14	DFEN		Les acteurs des pays en développement francophones ciblées agréés	660 000	700 000	-75 250	634 750	691 537	95%	541 178	87%	474 168	76%	33 213	10%
D81.141	DFEN		Les acteurs des pays francophones en développement ont accu leurs	350 000	350 000	-20 600	359 400	296 772	90%	247 041	75%	191 198	55%	32 628	7%
D81.141.1	DFEN		Des experts des pays francophones du Sud contribuent à la définition	155 000	155 000	-600	154 400	138 255	90%	115 727	78%	82 409	53%	16 145	14%
D81.141.101	DFEN	114	Appui logistique, mise en réseau et coordination de la participation des	100 000	100 000	-400	99 600	92 334	93%	69 840	90%	57 890	59%	7 066	20%
D81.141.102	DFEN	114	Soutien logistique, mise en réseau et coordination pour la participation	30 000	30 000	0	30 000	25 921	89%	25 881	89%	24 619	82%	4 079	11%
D81.141.103	DFEN	114	Appui logistique à la contribution des communitaires nationales et régionales ar	25 000	25 000	0	25 000	20 000	80%	20 000	80%	0	0%	5 000	14%
D81.141.2	DFEN		Les acteurs et décideurs des communitaires nationales et régionales ar	80 000	80 000	-20 000	60 000	53 329	89%	53 329	89%	52 220	87%	5 000	7%
D81.141.201	DFEN	114	Organisation d'ateliers de renforcement de capacités en matière de p	50 000	35 000	86%	35 000	30 000	86%	30 000	86%	30 000	86%	5 000	10%
D81.141.202	DFEN	114	Organisation de séminaires de formation régionale	40 000	45 000	-20 000	25 000	23 328	93%	23 328	93%	22 220	89%	1 108	12%
D81.141.303	DFEN	114	Production de réseaux d'orientation stratégiques (production de deux notes	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.141.304	DFEN	114	Des experts francophones des Pays francophones en développement	80 000	80 000	0	80 000	70 160	88%	53 787	67%	33 382	42%	6 811	10%
D81.141.301	DFEN	114	Organisation d'activités de renforcement des capacités des agents de	40 000	40 000	0	40 000	34 034	85%	28 523	71%	25 725	59%	5 965	0%
D81.141.302	DFEN	114	Organisation d'activités de renforcement de capacités des experts fra	40 000	40 000	0	40 000	36 156	95%	25 214	63%	9 638	22%	3 945	0%
D81.141.303	DFEN	114	Organisation des actions de sensibilisation et de concertation en matie	20 000	0	0	20 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.141.4	DFEN		Des initiatives de valorisation des bonnes pratiques en matière de p	25 000	35 000	0	35 000	35 000	100%	24 250	69%	24 116	69%	0	0%
D81.141.401	DFEN	114	Enrichissement de la plateforme d'échanges les bonnes pratiques et pl	25 000	35 000	0	35 000	24 250	100%	24 250	69%	24 116	69%	0	0%
D81.141.402	DFEN	114	Participation à des forums pour l'acquisition d'expériences et de bonnes	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.142	DFEN		Les meilleurs professionnels, pouvoirs publics et communitaires d'orient	330 000	350 000	-54 650	295 350	294 765	100%	294 183	100%	293 970	99%	865	0%
D81.142.1	DFEN		Des initiatives contribuant à la défense du domaine public et au dévelo	330 000	350 000	-54 650	295 350	294 765	100%	294 183	100%	293 970	99%	865	0%
D81.142.101	DFEN	114	(Femme) Mise en œuvre d'initiatives francophones contribuant à la p	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.142.102	DFEN	114	Soutien d'activités de renforcement de capacités favorisant les tel	100 000	100 000	-53 650	66 350	66 350	100%	66 350	100%	66 350	100%	0	0%
D81.142.103	DFEN	114	Soutien d'initiales et pratiques francophones pouvant potentiellement	60 000	70 000	0	70 000	69 000	100%	69 000	100%	69 514	99%	100	0%
D81.142.104	DFEN	114	Organisation d'activités de sensibilisation/formation aux outils, méthod	120 000	120 000	0	120 000	119 692	100%	119 175	99%	119 099	97%	398	0%
D81.142.105	DFEN	114	(Femme) Production de supports/vidéos de communication/plaider en v	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.142.106	DFEN	114	Sanvegarde numérique des patrimoines - RNU	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D81.142.107	DFEN	114	Réalisation d'initiatives francophones contribuant à la protection et à v	50 000	60 000	-21 000	39 000	38 013	100%	38 712	99%	34 423	89%	87	2%
D81.2	DLFCO		La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle	4 260 000	4 657 000	319 391	4 976 391	4 871 160	98%	4 803 065	96%	4 503 564	90%	105 201	1%
D81.21	DLFCO		Des conditions favorables à la mise en œuvre de politiques culturelles	900 000	917 000	-197 000	720 000	718 424	100%	703 012	89%	617 416	86%	1 576	1%

031-211	DLFOD	Le nouveau financement et de sensibilisation des décideurs sur les enjeux	190 000	170 000	0	170 000	89%	165 664	97%	161 646	95%	970	3%
031-211.1	DLFOD	Des outils adaptés à la décision sont réalisés et diffusés et des rencontres	100 000	170 000	0	170 000	89%	165 664	97%	161 646	95%	979	0%
031-211.101	DLFOD	Elaboration d'un guide méthodologique sur les politiques linguistiques et	30 000	25 000	0	25 000	94%	23 595	94%	21 185	85%	804	0%
031-211.102	DLFOD	Publication d'un rapport de la Francophonie sur les 10 ans de mise en	0	55 000	0	55 000	100%	54 660	100%	54 660	99%	60	0%
031-211.103	DLFOD	Réalisation d'un panorama des industries culturelles francophones	65 000	25 000	0	25 000	100%	22 869	91%	22 095	88%	0	0%
031-211.104	DLFOD	Nouveaux ateliers de réflexion : études sur l'état du vivre-ensemble	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-211.105	DLFOD	Notre avenir subversif : Analyse, études et pilotage de projet	0	25 000	0	25 000	100%	25 000	100%	24 468	98%	0	0%
031-211.106	DLFOD	Organisation et suivi de rencontres professionnelles (Respac, B)	35 000	40 000	0	40 000	100%	39 528	99%	38 310	98%	125	0%
031-211.107	DLFOD	Amélioration du niveau d'information des journalistes au sein de la c	30 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-212	DLFOD	Des coopérations en faveur du renforcement de la gouvernance culture	170 000	222 000	-17 000	205 000	100%	203 458	99%	194 561	80%	340	0%
031-212.1	DLFOD	Des coopérations internationales en faveur du multilinguisme et des po	40 000	222 000	-17 000	205 000	100%	203 458	99%	194 561	80%	340	0%
031-212.101	DLFOD	Suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et le prom	60 000	60 000	-10 000	50 000	100%	50 000	100%	41 732	84%	0	0%
031-212.102	DLFOD	Activités communes avec les réseaux professionnels et les organism	75 000	0	0	0	0%	0	0%	60 000	100%	0	0%
031-212.103	DLFOD	Collaboration du thème anniversaire de la Convention UNESCO 2005	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-212.104	DLFOD	Coopération avec les réseaux professionnels (OPCA, Artevel, etc.)	0	50 000	0	50 000	100%	49 838	100%	48 401	91%	0	1%
031-212.105	DLFOD	Promotion et mise en marché de la production théâtrale francophone à	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-212.106	DLFOD	Partenariat avec l'Université Senghor d'Académie et l'Université Galil	30 000	27 000	-7 000	20 000	100%	20 000	100%	0	0%	0	0%
031-212.107	DLFOD	Suivi des pays francophones (parcs linguistiques) et activités commun	25 000	25 000	0	25 000	99%	23 529	94%	17 388	69%	340	0%
031-213	DLFOD	Des stratégies de développement et de mise en œuvre de politiques cultur	630 000	525 000	-180 000	345 000	100%	333 880	97%	291 209	84%	257	0%
031-213.101	DLFOD	Des stratégies de développement des filières d'industries culturelles ad	630 000	525 000	-180 000	345 000	100%	333 880	97%	291 209	84%	257	0%
031-213.102	DLFOD	Assistance technique et financière aux Etats bénéficiaires d'un accord	360 000	330 000	-180 000	150 000	100%	147 284	98%	124 494	83%	0	1%
031-213.103	DLFOD	Elaboration d'un nouveau projet de renforcement de la gouvernance du	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-213.104	DLFOD	Soutien au renforcement de la gouvernance culturelle au niveau local e	100 000	40 000	0	40 000	99%	39 743	99%	35 660	89%	257	0%
031-213.105	DLFOD	Renforcement de la gouvernance culturelle au niveau local	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-213.106	DLFOD	Contribution à la mise en œuvre de politiques de lecture publique dans	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-213.107	DLFOD	Séminaire de formation de cadres de l'administration culturelle et de dir	75 000	60 000	0	60 000	100%	59 950	100%	58 732	93%	0	0%
031-213.108	DLFOD	Assistance technique et financière aux sociétés de gestion des droit	50 000	50 000	0	50 000	100%	43 845	87%	42 248	85%	0	1%
031-213.109	DLFOD	Elaboration et lancement d'une offre de coopération en vue du renforc	45 000	45 000	0	45 000	100%	43 864	98%	39 655	73%	0	1%
031-22	DLFOD	La production culturelle est pratiquée et à l'entrepreneuriat culturel a	1 730 000	2 241 000	445 813	2 686 813	96%	2 617 078	97%	2 478 140	92%	29 707	0%
031-22.1	DLFOD	La production culturelle des pays francophones du Sud est facilitée et	781 300	1 476 000	134 150	1 610 150	99%	1 597 817	98%	1 458 003	91%	22 233	0%
031-22.101	DLFOD	La production cinématographique et audiovisuelle ainsi que la création	331 300	130 000	104 000	1 234 300	100%	1 214 850	99%	1 138 907	93%	880	0%
031-22.102	DLFOD	Appui au développement et aides à la production de documentaires et	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.103	DLFOD	Organisation de commissions de sélection pour l'audiovisuel	260 000	500 000	14 000	514 000	100%	512 708	100%	469 135	91%	880	0%
031-22.104	DLFOD	Organisation de la commission de sélection cinéma	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.105	DLFOD	(Firmé) Gestion des contrats entérinés	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.106	DLFOD	En Scaevol Scaevol financé structurel à la création artistique dans le	130 000	120 000	50 000	170 000	100%	163 333	95%	142 242	84%	0	0%
031-22.107	DLFOD	L'accompagnement des lauréats primés par la Francophonie	568 700	365 000	90 150	364 707	94%	357 098	93%	321 096	85%	21 353	27%
031-22.108	DLFOD	Accompagnement des lauréats primés par la Francophonie	50 200	50 000	35 300	85 300	100%	82 574	97%	80 681	95%	10	0%
031-22.109	DLFOD	Edition limitée : Formation à travers des classes de maîtres	90 000	85 000	-9 700	79 300	87%	66 652	73%	53 068	67%	21 552	0%
031-22.101	DLFOD	Edition limitée : Formation de jeunes docteurs de l'Afrique	15 000	102 000	0	102 000	100%	101 899	100%	99 164	97%	55 213	12
031-22.102	DLFOD	Appui aux activités des organisations professionnelles dans le milieu d	100 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.103	DLFOD	Renforcement des capacités des professionnels de l'audiovisuel et d	93 500	94 500	550	94 500	100%	93 919	99%	69 137	73%	0	0%
031-22.104	DLFOD	(Firmé) Actions de formation(2) bourses ESAV et 1 atelier d'écriture)	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.105	DLFOD	(Firmé) Marché du film de Cannes, fabrique des Créatives du monde	20 000	25 000	0	25 000	100%	25 000	100%	25 000	100%	0	0%
031-22.106	DLFOD	Aide au développement de projets de films : Ateliers, Bourses d'écritu	145 000	275 000	-10 150	264 850	97%	257 181	97%	243 325	92%	6 655	15%
031-22.107	DLFOD	Les opportunités de financement et de création de revenus pour les ar	105 000	244 850	-150	244 850	97%	237 181	97%	223 325	91%	6 655	0%
031-22.108	DLFOD	La participation des auteurs et professionnels aux principaux marchés,	30 000	45 000	-150	44 850	85%	38 914	85%	37 409	84%	6 655	0%
031-22.109	DLFOD	Apporter un appui financier aux marchés, salons, foires	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.101	DLFOD	Evolution musicale : Accompagner les professionnels de la librairie music	30 000	175 000	0	175 000	100%	174 842	100%	168 030	94%	0	0%
031-22.102	DLFOD	Contrat de Confiance : Accompagnement cbsa d'entreprises culturelles	25 000	25 000	0	25 000	100%	24 658	99%	20 928	83%	0	0%
031-22.103	DLFOD	Appui à la distribution et au packaging de productions télévisuelles franc	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.104	DLFOD	Un nombre obé d'entreprises culturelles bénéficient d'un auto-ava	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.105	DLFOD	Contrat de Confiance : Accompagner un nombre ciblé d'entreprises cult	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.106	DLFOD	Appel à projets pour la distribution et le doublage de productions franc	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.107	DLFOD	Contrat de Confiance : Un nombre ciblé d'entreprises culturelles bénéfic	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.108	DLFOD	Les Fonds de garantie des industries culturelles bénéficient d'un renfo	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.109	DLFOD	Promotion et communication	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.101	DLFOD	Des cadres d'institutions bancaires sont sensibilisés aux financements	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.102	DLFOD	Séminaire de sensibilisation des cadres de banques	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.103	DLFOD	Des rencontres entre les entrepreneurs culturels et ceux des médias fr	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.104	DLFOD	Rencontres en marge du MASA du Day/Art et du Summit	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.105	DLFOD	L'accessibilité de nouveaux financements et au crédit bancaire est facilit	40 000	30 000	-10 000	20 000	100%	20 000	100%	20 000	100%	0	0%
031-22.106	DLFOD	Coopérations avec des institutions financières en vue de faciliter l'acc	40 000	30 000	-10 000	20 000	100%	20 000	100%	20 000	100%	0	0%
031-22.107	DLFOD	Des initiatives innovantes relatives à l'utilisation du numérique dans la	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.108	DLFOD	Part de projet capital numérique financé sur le budget OIF	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.109	DLFOD	(Firmé) Part de projet capital numérique sur financement UE	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.101	DLFOD	L'édition numérique et la numérisation des contenus et des archives et	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.102	DLFOD	(Firmé) Appel à la société Soom pour la refonte d'ouvrages du Fonds	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.103	DLFOD	(Firmé) Appel à la société Soom pour la refonte d'ouvrages du Fonds	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-22.104	DLFOD	Les œuvres créatives et leurs auteurs sont davantage célébrés et val	565 000	405 000	191 000	569 000	100%	595 317	100%	562 389	98%	532	0%

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credits rectifiés	Somma des modifications	Credits modifiés	Credits réservés	Reservés / modifiés (%)	Credits engagés	Engagés / Modifiés (%)	Credits ordonnances	Ordonnances / Modifiés (%)	Credits non réservés	Credits non réservés / Modifiés (%)
031-224-1	DLFOD	122	Des rendez-vous favorisant la promotion des auteurs et des créations	365 000	405 000	191 000	596 000	595 466	100%	595 317	100%	592 139	98%	532	0%
031-224-101	DLFOD	122	Soutien à des manifestations dans le domaine des arts de la scène et	75 000	70 000	0	70 000	70 000	100%	70 000	100%	70 000	100%	0	0%
031-224-102	DLFOD	122	Organisation du Prix des cinq continents	80 000	85 000	170 000	255 000	254 723	100%	254 020	100%	243 430	96%	276	0%
031-224-103	DLFOD	122	Soutien à des manifestations littéraires	100 000	100 000	0	100 000	99 921	100%	99 972	100%	96 890	97%	79	0%
031-224-104	DLFOD	122	Soutien à des festivals de cinéma	100 000	150 000	21 000	171 000	170 925	100%	170 925	100%	169 822	99%	175	0%
031-224-105	DLFOD	122	Des supports d'information sur l'actualité culturelle francophone (comp	70 000	85 000	130 813	215 813	215 539	100%	215 023	99%	192 863	89%	297	0%
031-225-101	DLFOD	122	Compilation "Francophonie nouveaux sons" + livre Edition Limites	30 000	30 000	0	30 000	30 000	100%	9 450	32%	9 450	32%	297	0%
031-225-102	DLFOD	122	Valorisation des réalisations liées à la langue française et à la diversité	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-225-103	DLFOD	122	Animation du site Images francophones et production d'une lettre d'info	40 000	55 000	130 813	185 813	185 526	100%	183 473	99%	163 223	88%	237	0%
031-225-104	DLFOD	122	L'accès aux savoirs, à l'information et aux réseaux est amélioré pour	1 800 000	900 000	73 878	826 122	804 894	93%	803 676	95%	860 305	88%	68 864	0%
031-229	DLFOD		La créativité francophone est davantage célébrée et promue à l'échelle	419 000	0	0	419 000	419 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-1	DLFOD	123	Les Rendez-vous qui favorisent la promotion, les rencontres-échanges	389 000	0	0	389 000	389 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-101	DLFOD	123	Soutien et accompagnement des rendez-vous qui favorisent la promotion é	40 000	0	0	40 000	40 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-102	DLFOD	123	Organisation du prix des 5 continents	115 500	0	0	115 500	115 500	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-103	DLFOD	123	Partenariat historique avec 4 festivals francophones (J.O.C., Festival, N	120 000	0	0	120 000	120 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-104	DLFOD	123	Commission de sélection "Soutien à l'organisation de manifestations lit	90 500	0	0	90 500	90 500	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-105	DLFOD	123	Que faire des autres? Phosphore et sensibilisation en faveur de la diversité	50 000	0	0	50 000	50 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-2	DLFOD		La production de supports de médiation culturelle est soutenue	20 000	0	0	20 000	20 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-301	DLFOD	123	Organisation de rencontres de médiation, notamment avec des journa	20 000	0	0	20 000	20 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-231-302	DLFOD	123	Communication sur le Prix des 5 Continents, achat d'espace publicita	30 000	0	0	30 000	30 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232	DLFOD		L'accès aux savoirs, à l'information et aux réseaux est amélioré pour les	1 055 240	0	0	1 055 240	1 055 240	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-1	DLFOD	123	Les CLAC et leur orientation vers l'innovation et le dialogue des culture	280 000	0	0	280 000	280 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-101	DLFOD	123	Renforcer les réseaux de lecture publique existants	100 000	0	0	100 000	100 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-102	DLFOD	123	Créer ou finaliser des nouveaux réseaux CLAC dans des pays non enc	75 000	0	0	75 000	75 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-103	DLFOD	123	Créer des Espaces du livre francophone dans les réseaux de lecture pu	380 000	0	0	380 000	380 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-104	DLFOD	123	Consolidier et développer l'offre de service des réseaux CLAC	220 240	0	0	220 240	220 240	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-105	DLFOD	123	Consolidier et développer l'offre de service des réseaux CLAC (équiper	125 760	0	0	125 760	125 760	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-232-106	DLFOD	123	La coopération des uns et des autres - Ateliers de diagnostic et de déb	125 760	0	0	125 760	125 760	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-233-1	DLFOD	123	Des supports d'information sur l'actualité culturelle francophone (image	30 000	0	0	30 000	30 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-233-101	DLFOD	123	Compilation "Francophonie nouveaux sons" + livre Edition Limites, prod	20 000	0	0	20 000	20 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-233-102	DLFOD	123	Animation du site et production d'une lettre d'information hebdomadaire	45 760	0	0	45 760	45 760	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-233-103	DLFOD	123	Animation du site Images francophones et production d'une lettre d'info	30 000	0	0	30 000	30 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-234	DLFOD		L'offre de lecture publique et d'animation culturelle est améliorée	370 000	0	5 140	375 140	374 890	100%	373 720	100%	341 586	91%	242	0%
031-234-1	DLFOD	123	Un appui est fourni aux pays souhaitant se doter d'un cadre législatif et	185 000	0	20 000	205 000	204 855	100%	204 855	100%	164 855	80%	35	0%
031-234-101	DLFOD	123	Formation des acteurs du réseau et équipement	50 000	0	0	50 000	49 965	100%	49 965	100%	49 965	100%	35	0%
031-234-102	DLFOD	123	Appui à la mise en oeuvre de politiques de lecture publiques dans les E	35 000	0	0	35 000	35 000	100%	35 000	100%	35 000	100%	0	0%
031-234-103	DLFOD	123	Des nouveaux réseaux CLAC sont créés ou finalisés dans des pays nor	125 000	0	25 140	150 140	150 123	100%	149 958	99%	142 546	95%	17	0%
031-234-201	DLFOD	123	Créer un nouveau réseau CLAC	80 000	0	0	80 000	80 000	100%	80 000	100%	80 000	100%	0	0%
031-234-202	DLFOD	123	Finaliser un nouveau réseau CLAC	80 000	0	0	80 000	80 000	100%	80 000	100%	80 000	100%	0	0%
031-234-301	DLFOD	123	Des Espaces du livre francophone (ELFE) sont créés dans des réseaux	60 000	0	0	60 000	59 810	100%	59 877	99%	58 475	97%	190	11%
031-234-30101	DLFOD	123	Créer des Espaces du livre francophone (ELFE) dans des réseaux de li	60 000	0	0	60 000	59 810	100%	59 877	99%	58 475	97%	190	11%
031-234-30102	DLFOD	123	Les volets culturel, artistique, numérique et de développement des CLF	530 000	68 438	68 438	598 438	599 096	89%	599 096	89%	518 709	87%	88 442	0%
031-235-1	DLFOD	123	L'offre de service des réseaux CLAC est renforcée par des donations à	330 000	68 438	68 438	398 438	399 096	89%	399 096	89%	319 997	79%	88 442	25%
031-235-101	DLFOD	123	Animation des réseaux CLAC, organisation d'activités culturelles et acc	210 000	68 438	68 438	278 438	279 096	75%	279 096	75%	207 640	75%	68 439	0%
031-235-102	DLFOD	123	Acquisition d'équipements numériques et de biens culturels	599 000	-3 000	-3 000	596 000	597 768	99%	597 768	99%	549 703	92%	5 234	0%
031-24	DLFOD		Des conditions favorables au dialogue des cultures et à la promotion	25 000	0	0	25 000	24 997	100%	23 634	95%	22 297	89%	3	0%
031-241	DLFOD		Des rendez-vous favorisant la promotion et le dialogue des cultures et	25 000	0	0	25 000	24 997	100%	23 634	95%	22 297	89%	3	0%
031-241-1	DLFOD	124	Dialogue des Trois espaces linguistiques	25 000	0	0	25 000	24 997	100%	23 634	95%	22 297	89%	3	0%
031-241-101	DLFOD	124	Dialogue avec les aires linguistiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
031-241-102	DLFOD	124	Le dialogue interculturel au niveau des acteurs du terrain est accru et	108 000	0	-4 000	104 000	104 510	100%	99 487	94%	83 560	81%	460	1%
031-242-1	DLFOD	124	Des rencontres pour la reconstruction des atterrissements et des préjud	108 000	0	-4 000	104 000	104 510	100%	99 487	94%	83 560	81%	460	0%
031-242-101	DLFOD	124	Organisation d'ateliers pour la reconstruction des préjudes	64 000	0	-4 000	60 000	60 510	99%	57 116	90%	44 660	74%	400	1%
031-242-102	DLFOD	124	Organisation de campagnes de plaidoyer et de sensibilisation sur le vhi	45 000	0	0	45 000	45 000	100%	41 831	93%	40 699	91%	0	0%
031-243	DLFOD		Le renforcement des identités plurielles et la polyphonie des langues sont d	340 000	1 000	341 000	342 000	342 000	99%	333 448	95%	320 598	94%	4 000	3%
031-243-101	DLFOD	124	Des événements célébrant la diversité culturelle et linguistique sont pro	260 000	-3 000	-3 000	257 000	257 000	100%	265 437	97%	265 437	97%	0	0%
031-243-102	DLFOD	124	Séminaires et organisation de festivals, expositions, rencontres traitant de	25 000	0	0	25 000	25 000	100%	21 061	84%	20 024	80%	693	0%
031-243-103	DLFOD	124	Préservation du patrimoine immatériel (recueil et diffusion) et des littér	25 000	0	0	25 000	25 000	100%	25 245	100%	24 901	99%	0	0%
031-243-104	DLFOD	124	Soutien à l'organisation du marché des arts du spectacle africain (MAS)	170 000	0	0	170 000	170 000	100%	169 563	100%	169 563	100%	0	0%
031-243-2	DLFOD		Soutien aux activités valorisant les langues partenaires, le plurilingu	50 000	0	0	50 000	49 702	99%	49 722	99%	45 652	91%	298	5%
031-243-201	DLFOD	124	La rencontre des savoirs et des imaginaires est encouragée et approuv	70 000	0	0	70 000	70 000	100%	69 010	99%	63 713	86%	3 699	13%
031-243-202	DLFOD	124	Appui et mise en place d'actions de promotion de la traduction littérai	40 000	0	0	40 000	40 000	100%	45 550	114%	41 252	89%	0	0%
031-244	DLFOD		La production d'analyses et le partage de connaissances sur le dével	125 000	0	-2 000	123 000	123 000	100%	122 999	99%	119 246	95%	51	0%
031-244-101	DLFOD	124	Des ressources de promotion du plurilinguisme et de formation à l'imp	35 000	0	0	35 000	34 949	100%	35 000	100%	35 000	100%	0	0%
031-244-102	DLFOD	124	Appui aux initiatives en faveur du français professionnel, technique et	25 000	0	0	25 000	24 949	100%	24 749	99%	23 301	93%	51	0%
031-244-2	DLFOD		Des recueils sur les pratiques culturelles propres à la convivialité et à	70 000	0	0	70 000	70 000	100%	68 799	98%	67 816	97%	0	0%
031-244-201	DLFOD	124	Elaboration d'études et d'analyses sur les préjudes et la convivialité	40 000	0	0	40 000	40 000	100%	38 796	97%	37 615	95%	0	0%

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Credits rectifiés	Somma des modifications	Credits modifiées	Credits réservés	Reservés / modifiés (%)	Credits engagés	Engagés / Modifiés (%)	Credits ordonnancés	Ordonnancés / Modifiés (%)	Credits non réservés	Credits non réservés / Modifiés (%)
D32-122.201	DAPG	212	(FemM) Organisation à Madagascar d'un colloque sur la criminalité transnationale	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-122.202	DAPG	212	(FemM) Mission de contact OIF, ANPP, UA	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-122.203	DAPG	212	(FemM) Soutien à la tenue du congrès annuel de l'AIJPP (Zürich)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-122.204	DAPG	212	Action diversité des cultures juridiques	100 000	100 000	-11 000	89 000	89 000	100%	87 669	99%	87 232	95%	0	0%
D32-122.205	DAPG	212	Promotion et appui aux processus de transition, justice, vérité et recourt	30 000	160 000	-5 064	154 936	145 536	94%	143 511	93%	140 605	91%	9 402	0%
D32-122.206	DAPG	212	Le journalisme des médias et la liberté de la presse sont renforcés	490 000	580 000	-51 980	528 020	509 271	96%	502 721	95%	481 300	91%	19 549	0%
D32-131	DAPG		Le cadre juridique relatif au secteur des médias est amélioré	120 000	120 000	-15 000	105 000	104 974	100%	102 151	97%	91 618	88%	25	0%
D32-131.1	DAPG		(FemM) Les législateurs sont sensibilisés aux normes internationales de	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-131.101	DAPG	213	(FemM) Atelier sous-régional de mise à niveau des terres juridiques tel	40 000	40 000	0	40 000	40 000	100%	38 168	95%	39 405	74%	0	0%
D32-131.2	DAPG		Les pays disposent de textes réglementaires garantissant la liberté de	40 000	40 000	0	40 000	40 000	100%	38 168	95%	39 405	74%	0	0%
D32-131.201	DAPG	213	Soutien à la démocratisation des textes juridiques nationaux en matière de	40 000	40 000	0	40 000	40 000	100%	38 168	95%	39 405	74%	0	0%
D32-131.3	DAPG		La sécurité et la liberté des professionnels des médias sont assurées	80 000	30 000	-15 000	65 000	64 874	100%	63 083	97%	62 213	95%	26	0%
D32-131.301	DAPG	213	Prix du "Journalisme innovant" en collaboration avec Reporters Sans Frontières	80 000	30 000	-15 000	65 000	64 874	100%	63 083	97%	62 213	95%	26	0%
D32-131.302	DAPG	213	(FemM) Aide aux journalistes de la presse indépendante	40 000	40 000	-1 941	38 059	28 659	100%	28 659	100%	28 659	100%	0	0%
D32-131.303	DAPG	213	(FemM) Aide au CORDE, organe d'autorégulation des médias du Sénégal	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.202	DAPG	213	Renforcement des capacités des acteurs institutionnels pour la sécurité	50 000	50 000	-13 659	36 341	36 315	100%	35 004	97%	33 555	92%	26	0%
D32-132.1	DAPG		L'indépendance et l'autonomie des organes de régulation et d'autorité	130 000	200 000	-30 000	170 000	163 683	96%	160 235	95%	154 887	91%	6 137	0%
D32-132.101	DAPG	213	Les instances de régulation transnationales répondent aux standards	80 000	145 000	-30 000	115 000	110 983	96%	109 607	95%	104 209	91%	4 637	0%
D32-132.2	DAPG		Renforcement des capacités des instances de régulation des médias	40 000	145 000	-30 000	115 000	110 983	96%	109 607	95%	104 209	91%	4 637	0%
D32-132.201	DAPG	213	Soutien au Réseau transpacifique des régulateurs des médias	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.202	DAPG	213	(FemM) Les organes de régulation sont renforcés et mis en réseau à l'é	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.201	DAPG	213	(FemM) Assemblée générale du REFRAM (nov 2015, Abidjan)	30 000	30 000	0	30 000	30 000	100%	30 000	100%	22 020	73%	0	0%
D32-132.201	DAPG	213	La protection des données personnelles est assurée en particulier dans	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.201	DAPG	213	(FemM) Atelier bilan de la transition du numérique vers l'analogique des	30 000	30 000	0	30 000	30 000	100%	30 000	100%	20 020	70%	0	0%
D32-132.202	DAPG	213	Soutien à l'Association transpacifique des autorités de protection des do	20 000	25 000	0	25 000	21 217	85%	21 217	85%	20 058	80%	1 500	0%
D32-132.4	DAPG		Les organes d'autorégulation renforcent leurs capacités internes pour r	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.401	DAPG	213	(FemM) Aide au COREP, organe d'autorégulation des médias du Senegal	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-132.402	DAPG	213	Renforcement des capacités des organes d'autorégulation des médias	25 000	25 000	0	25 000	23 500	94%	21 217	85%	20 659	83%	0	0%
D32-133	DAPG		Les médias transpacifiques sont professionnalisés	240 000	260 000	-6 980	253 020	240 484	95%	239 246	94%	212 784	84%	13 166	0%
D32-133.1	DAPG		Les professionnels des médias aident aux entreprises médiatiques et	110 000	155 000	0	145 000	141 126	97%	141 126	97%	127 404	88%	17 166	0%
D32-133.101	DAPG	213	Aide aux associations professionnelles de journalistes ou de réseaux	60 000	105 000	0	105 000	104 860	100%	104 211	99%	101 584	97%	1 101	0%
D32-133.102	DAPG	213	Soutien aux journaux transpacifiques établis dans les pays du S	50 000	90 000	0	90 000	88 914	74%	88 914	74%	82 821	92%	13 086	0%
D32-133.201	DAPG	213	(FemM) Formation à la couverture électronique pour les journalistes de CC	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-133.202	DAPG	213	Renforcement des capacités des médias en période électorale	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-133.3	DAPG		Des entreprises médiatiques et des agences de presse sont équipées	60 000	65 000	0	65 000	65 000	100%	65 000	100%	55 000	100%	0	0%
D32-133.401	DAPG	213	Fonds d'appui à la presse transpacifique	60 000	65 000	0	65 000	65 000	100%	65 000	100%	55 000	100%	0	0%
D32-133.4	DAPG		Des médias, des télévisions, des agences de presse sont misés en ré	50 000	55 000	0	55 000	55 000	100%	55 000	100%	45 000	100%	0	0%
D32-133.601	DAPG	213	Soutien à la mise en réseau de l'audiovisuel transpacifique	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-133.602	DAPG	213	Campagnes libres ensemble à travers les radios communautaires d'Afr	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-133.5	DAPG		L'indépendance et la responsabilité des médias dans la couverture médi	20 000	40 000	-4 980	35 020	33 620	100%	33 620	100%	20 360	61%	0	0%
D32-133.501	DAPG	213	Conférence internationale sur la couverture médiatique du terrorisme	20 000	40 000	-4 980	35 020	33 620	100%	33 620	100%	20 360	61%	0	0%
D32-21	DAPG		La transparence contribue à l'établissement d'un environnement éta	3 145 000	2 990 000	1 031 534	4 021 534	3 629 804	90%	3 357 275	83%	2 875 042	71%	381 750	24%
D32-211	DAPG		La prévention et la gestion des crises et des conflits ainsi que la lut	710 000	990 000	-35 000	665 000	581 511	87%	581 511	87%	552 647	83%	65 015	24%
D32-211.1	DAPG		Les acteurs des crises sont rapprochés et les conditions de dialogue s	90 000	100 000	17 000	177 000	194 000	79%	159 517	73%	119 353	67%	43 000	57%
D32-211.101	DAPG	221	Une médiation / facilitation politique est menée en contribution à la pré-	90 000	160 000	17 000	177 000	194 000	79%	159 517	73%	119 353	67%	43 000	57%
D32-211.102	DAPG	221	Déploiement de missions de médiation, de facilitation et d'envoyés spé	90 000	30 000	-15 000	75 000	32 000	40%	32 000	43%	31 579	42%	43 000	0%
D32-212	DAPG		Déploiement d'un appui technique auprès des acteurs et des institutio	0	70 000	32 000	102 000	102 000	100%	97 517	96%	89 774	100%	0	0%
D32-212.1	DAPG		Les acteurs des crises sont convaincus de conclure et de mettre en œ	160 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-212.101	DAPG	221	Une expertise politique et technique est mobilisée en soutien aux négoci	160 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-212.102	DAPG	221	Participation et soutien aux initiatives internationales et multilatérales à	60 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-212.103	DAPG	221	Déploiement d'un appui technique auprès des acteurs et des institutions	100 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-213	DAPG		Des échanges d'information, des concentrations et des études avec les	100 000	80 000	-27 000	53 000	48 257	88%	40 889	77%	38 271	72%	7 443	14%
D32-213.101	DAPG	221	Missions de concertation et d'échange d'information avec les partenaires	50 000	80 000	-27 000	53 000	45 557	86%	40 889	77%	38 271	72%	7 443	14%
D32-213.102	DAPG	221	Organisation d'initiatives conjointes (réunions thématiques, missions, e	50 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-213.103	DAPG	221	(FemM) Etudes sur la faisabilité d'une plateforme de concertation et d'i	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-214	DAPG		L'approche et les outils transpacifiques en matière de gestion des crises	160 000	275 000	1 000	276 000	267 829	97%	266 718	97%	258 782	94%	8 172	0%
D32-214.101	DAPG	221	Collecte d'informations en matière de prévention et de gestion des crisi	90 000	80 000	-32 821	47 079	47 079	100%	46 820	99%	42 785	91%	0	0%
D32-214.102	DAPG	221	(FemM) Organisation d'activités de réflexion sur la prévention et la gest	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-214.103	DAPG	221	Partenariat avec les universités, les centres de recherche et d'étude tr	90 000	80 000	-32 821	47 079	47 079	100%	46 820	99%	42 785	91%	0	0%
D32-214.2	DAPG		La contribution transpacifique aux efforts internationaux et régionaux en	40 000	165 000	33 921	198 921	198 854	100%	198 033	100%	187 536	94%	67	0%
D32-214.201	DAPG	221	Partenariats avec les organisations internationales et régionales en ma	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-214.202	DAPG	221	Développement, diffusion et valorisation des instruments et activités tr	40 000	165 000	33 921	198 921	198 854	100%	198 033	100%	187 536	94%	67	0%
D32-214.3	DAPG		Des initiatives favorisant la coopération régionale en matière de lutte c	30 000	30 000	0	30 000	21 895	73%	21 895	73%	19 561	65%	8 104	27%
D32-214.301	DAPG	221	Soutien à l'organisation de réunions régionales sur la criminalité organi	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D32-214.302	DAPG	221	Concertations et partenariats avec les partenaires internationaux et rég	30 000	30 000	0	30 000	21 895	73%	21 895	73%	19 561	65%	8 104	27%
D32-215.1	DAPG		Le renforcement des capacités des institutions et acteurs transpacif	200 000	175 000	-15 000	150 000	152 000	100%	144 407	96%	137 242	91%	6 400	0%
D32-215.101	DAPG	221	Des activités de formation et de sensibilisation à l'attention des act	160 000	75 000	200	75 200	75 200	100%	72 834	97%	72 769	97%	0	0%
D32-215.102	DAPG	221	(FemM) Organisation d'activités conjointes en matière de prévention et d'	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%



Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Crédits rectifiés	Sommaires modifications	Crédits mobilisés	Crédits réservés	Engagements	Engagements / Modifiés (%)	Crédits ordonnancés	Ordonnances / Modifiés (%)	Crédits non réservés	Crédits non réservés / Modifiés (%)
033.133.502	IFEF	313	Mise en œuvre au Burkina Faso	30 000	38 000	221 900	259 900	259 900	255 884	98%	253 740	98%	119 176	0%
033.133.503	IFEF	313	Mise en œuvre aux Comores	63 000	63 000	259 368	321 368	321 368	200 879	63%	198 208	61%	119 176	0%
033.133.504	IFEF	313	Mise en œuvre au Mali	50 000	50 000	349 654	349 654	349 654	347 248	99%	346 783	99%	119 176	0%
033.133.505	IFEF	313	Mise en œuvre au Tchad	35 000	35 000	216 806	252 806	252 806	251 400	99%	237 752	94%	119 176	0%
033.133.6	IFEF	313	Les fonds extra-budgetaires pour l'AFAD/Mali sont mis en œuvre	30 000	0	215 281	215 281	215 281	42 721	20%	36 589	17%	172 860	0%
033.133.601	IFEF	313	Mise en œuvre des fonds Gouvernement du Québec	30 000	0	215 281	215 281	215 281	42 721	20%	36 589	17%	172 860	0%
033.133.602	IFEF	313	Les autres fonds extra-budgetaires sont mis en œuvre	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.133.7	IFEF	313	Les autres fonds extra-budgetaires sont mis en œuvre	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.133.701	IFEF	313	Mise en œuvre des fonds extra-budgetaires	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.14	IFEF		L'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes s'est acc	800 000	780 000	40 000	820 000	812 288	807 623	98%	755 942	92%	7 752	0%
033.141	IFEF		Des stratégies sectorielles de formation professionnelle et technique e	350 000	330 000	20 000	348 587	348 587	346 820	99%	335 876	96%	1 433	0%
033.141.1	IFEF		Dans au moins 5 pays, une politique sectorielle ou un plan directeur po	280 000	250 000	28 000	270 000	268 787	268 377	99%	265 054	97%	1 213	0%
033.141.101	IFEF	314	Mise en œuvre des partenariats pour appuyer 3 pays dans l'élaboratio	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.141.102	IFEF	314	(Femmes) Planification annuelle des activités par pays	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.141.103	IFEF	314	Mise en œuvre du transfert d'expertise visant à structurer, améliorer, c	280 000	250 000	20 000	270 000	268 787	268 377	99%	265 054	97%	1 213	0%
033.141.2	IFEF	314	Un rapport sur la complémentarité avec l'action des PTF actifs dans l	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.141.3	IFEF	314	Recherche, invitation des PTF présents dans les 5 pays d'intervention	50 000	80 000	0	80 000	79 780	78 444	98%	72 622	91%	220	0%
033.141.301	IFEF	314	(Femmes) Le concert avec la Direction francophone de l'économie (DFE)	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.141.302	IFEF	314	(Femmes) Elaboration de publications communes UNESCO/DFE sur les bel	100 000	80 000	0	80 000	79 915	79 915	100%	79 618	95%	85	0%
033.141.303	IFEF	314	(Femmes) Participation aux Conférences internationales en rapport avec l	100 000	80 000	0	80 000	79 915	79 915	100%	79 618	95%	85	0%
033.141.304	IFEF	314	(Femmes) Organisation d'un atelier annuel de présentation des résultats d	30 000	30 000	40 000	40 000	34 516	64 583	92%	62 583	89%	4 701	7%
033.141.305	IFEF	314	Des rapports d'activités concertés entre les PTF et TOIF sont élaborés	50 000	80 000	0	80 000	79 780	78 444	98%	72 622	91%	220	0%
033.142	IFEF		Les enseignants et les cadres des Minières et des centres de format	310 000	335 000	20 000	348 582	348 582	346 820	98%	310 791	89%	6 148	0%
033.142.1	IFEF	314	9 programmes APC pour la PFT dont 2 programmes ayant pour cible de	180 000	225 000	-20 000	205 688	202 222	202 222	99%	172 600	84%	1 392	0%
033.142.101	IFEF	314	(Femmes) Mise en œuvre de 5 référentiels de formation APC de PFT.	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.102	IFEF	314	Appui au transfert d'expertise sur l'APC	180 000	225 000	-20 000	205 688	202 222	202 222	99%	172 600	84%	1 392	0%
033.142.103	IFEF	314	(Femmes) Appui aux programmes APC dans le secteur de la pêche durab	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.104	IFEF	314	(Femmes) Appui à la mise en œuvre de classes bilangues (Practica linguas	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.2	IFEF	314	Une plateforme de formation ouverte et à distance pour les employé	100 000	80 000	0	80 000	79 915	79 915	100%	79 618	95%	85	0%
033.142.201	IFEF	314	Mise en œuvre de formations à distance sur le pilotage APC pour les	100 000	80 000	0	80 000	79 915	79 915	100%	79 618	95%	85	0%
033.142.3	IFEF	314	Les outils de mesure d'insertion des diplômés des programmes APC de	30 000	30 000	40 000	40 000	34 516	64 583	92%	62 583	89%	4 701	7%
033.142.301	IFEF	314	Elaboration et mise en place des outils de suivi des sortants des form	30 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.302	IFEF	314	En partenariat avec le Pôle de Dakar/UNESCO, 1) élaboration d'un gu	0	30 000	40 000	70 000	65 289	84 516	92%	62 583	89%	4 701	0%
033.142.4	IFEF	314	L'ensemble des outils développés par le programme en partenariat ave	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.401	IFEF	314	(Femmes) Organisation d'ateliers de présentation des résultats au progr	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.402	IFEF	314	(Femmes) Publication des Guides méthodologiques en APC adaptés aux	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.142.403	IFEF	314	Des rapports d'activités concertés entre les PTF et TOIF sont élaborés	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.143	IFEF		La coordination entre les politiques dédiées à la jeunesse et l'insertio	160 000	115 000	-10 000	114 849	114 849	114 849	99%	109 285	95%	151	0%
033.143.1	IFEF	314	Pilotage et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques d	100 000	30 000	-10 000	19 974	19 974	19 974	100%	19 945	100%	19	0%
033.143.101	IFEF	314	Participation aux Conférences internationales en rapport avec la PFT e	100 000	30 000	-10 000	19 981	19 981	19 974	100%	19 945	100%	19	0%
033.143.2	IFEF	314	Des outils de pilotage pour les programmes d'appui à l'auto-entreprene	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.143.201	IFEF	314	Elaboration de modules dédiés à l'auto-entreprene dans le développe	30 000	45 000	-25 000	20 000	20 000	19 650	98%	18 772	94%	0	0%
033.143.3	IFEF	314	Un prix du jeune entrepreneur francophone allié à mécanisme de financ	30 000	45 000	-25 000	20 000	20 000	19 650	98%	18 772	94%	0	0%
033.143.301	IFEF	314	Organisation d'un concours pour les jeunes entrepreneurs francopho	30 000	40 000	35 000	75 000	74 688	74 525	99%	70 569	94%	132	3%
033.143.401	IFEF	314	Organisation des Olympiades des métiers pour les jeunes et	30 000	40 000	35 000	75 000	74 688	74 525	99%	70 569	94%	132	3%
033.2	DEJ		Les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de partage des con	2 075 000	2 240 000	492 343	2 732 343	2 655 712	2 587 131	97%	2 397 693	88%	76 631	1%
033.211	DEJ		Les capacités des jeunes et des acteurs de l'économie jeunesse et	1 480 000	1 600 000	508 032	2 088 032	2 065 332	2 028 922	96%	1 940 233	92%	42 700	0%
033.211.1	DEJ		Les jeunes francophones ont davantage accès à une expérience de m	920 000	1 005 000	173 000	1 178 000	1 165 099	1 160 599	99%	1 117 994	95%	12 910	0%
033.211.101	DEJ	321	Des missions de volontariat sont identifiées et poursuivies	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.211.101	DEJ	321	Recruter les volontaires	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.211.102	DEJ	321	(Femmes) Appuyer les comités de pilotage et mobiliser de nouveaux parten	920 000	900 000	0	900 000	896 218	893 531	99%	885 292	95%	10 791	1%
033.211.2	DEJ		Des volontaires internationaux de la Francophonie appuient sur des pro	150 000	800 000	7 000	907 000	896 218	893 531	99%	885 292	95%	10 791	0%
033.211.201	DEJ	321	Séances de formation, production de documents, objets promotionnel	800 000	800 000	0	800 000	800 000	800 000	100%	800 000	100%	0	0%
033.211.202	DEJ	321	Administration, gestion des volontaires et des structures d'accueil	70 000	70 000	0	70 000	70 000	70 000	100%	70 000	100%	0	0%
033.211.3	DEJ	321	Suivre les missions des volontaires et des structures d'accueil	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.211.301	DEJ	321	Produire des documentations et des objets promotionnels	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.211.4	DEJ	321	Subvention accordée à l'association Hermine	0	165 000	165 000	165 000	165 000	165 000	100%	165 000	100%	0	0%
033.211.401	DEJ	321	Administration, gestion et suivi des gubers Hermine Libres entendi	0	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	100%	25 000	100%	0	0%
033.211.402	DEJ	321	Organisation d'événements lors des vacances et activités diverses	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	100%	30 000	100%	0	0%
033.211.403	DEJ	321	Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques jeunesse	140 000	90 000	137 865	227 865	227 865	227 865	88%	185 203	82%	24 595	0%
033.212	DEJ		Le pilotage pour la mise en place de politiques multinationales et inci	100 000	90 000	137 865	227 865	227 865	227 865	88%	185 203	82%	24 595	0%
033.212.101	DEJ	321	(Femmes) Organiser le Forum sur les politiques de jeunesse dans l'esca	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.102	DEJ	321	(Femmes) Organiser une concertation multinationale sur la mise en œuvre d	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.103	DEJ	321	(Femmes) Des partenariats sont formalisés avec les partenaires et les pl	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.104	DEJ	321	Mettre à disposition l'expertise internationale pour appuyer techniquem	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.105	DEJ	321	(Femmes) Former des formateurs à la création et à la gestion de program	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.106	DEJ	321	Continuer une base de données des processus d'élaboration, de mise	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
033.212.107	DEJ	321	Produire le rapport sur l'état des lieux de la jeunesse francophone (c	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%



Code	UA	Projet	Niveau en EUR	Crédit initial	Crédits rectificatifs	Somme des modifications	Crédits modifiés	Crédits réservés / modifiés (%)	Crédits engagés	Engagé / Modifié (%)	Crédits confirmés	Ordonnances / Modifiés (%)	Crédits non réservés / réservés (%)
033-222-302	CUJF	322	Réalisation de supports publicitaires promotionnels : mini calendrier, affiche	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
033-222-301	CUJF	322	Des relations publiques sont menées et la presse internationale est me	20 000	-15 505	4 495	4 495	100%	64 402	100%	64 402	84%	0%
033-222-303	CUJF	322	(Femmes) Participation à des événements sportifs et culturels	80 000	64 405	15 595	64 405	100%	64 402	100%	60 452	94%	0%
033-222-302	CUJF	322	Rencontre et déplacement avec les médias, les fédérations et les p	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
033-222-303	CUJF	322	Promotion et déplacement avec les médias, la presse, la radio, internet et les g	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
033-222-304	CUJF	322	Planification et tenue du grand gala des Villiers Jeux à Paris et d'un gal	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
033-222-4	CUJF	322	La couverture média audiovisuelle est planifiée et mise en œuvre	100 000	-908	24 192	24 192	100%	24 192	100%	12 424	52%	0%
033-222-401	CUJF	322	Etape presse CUJF dédiée à la couverture tv (réalisateurs, sport et c	70 000	-908	24 192	24 192	100%	24 192	100%	12 424	52%	0%
033-222-602	CUJF	322	Production et diffusion de spots tv et radio; et charte graphique tv	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
033-222-5	CUJF	322	Réservation satellite	10 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
033-222-501	CUJF	322	Les partenaires sont mobilisés	80 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	19%
034			Appui aux groupes médias partenaires tv, radio, presse, internet et r	80 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	25%
034.1			LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: ECONOMIE ET SOLIDARITÉ	4 190 000	8 684 655	12 694 655	12 694 655	79%	9 321 044	72%	2 412 600	35%	
034.111	IFDD	411	Des pays ciblés indigent davantage les acteurs et OBJECTIFS	3 000 000	3 517 427	6 517 427	6 517 427	71%	4 484 897	69%	4 484 205	69%	1 921 032
034.111.1	IFDD	411	Les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des a	2 135 000	2 100 000	2 000 000	2 000 000	87%	3 160 386	85%	3 172 156	83%	1 779 500
034.111.1.1	IFDD	411	Les outils de planification à l'échelle locale, nationale et régionale des i	190 000	739 455	929 455	763 050	87%	763 050	87%	763 050	87%	114 055
034.111.1.1.1	IFDD	411	Des outils sont développés ou mis à disposition dans pays ciblés et de	40 000	-7 393	32 607	32 607	96%	79 343	96%	79 343	85%	3 254
034.111.1.1.1.1	IFDD	411	Adaptation des outils ASD d'intégration des ODD aux niveaux régional,	40 000	-7 393	32 607	32 607	100%	47 606	100%	47 606	100%	1
034.111.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Diffusion TIREP (UEMOA-CEMAC)	0	35 000	35 000	35 000	91%	31 736	91%	31 736	91%	3 264
034.111.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Mise en place PIE-Energie (UEMOA)	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Accompagnement du Top pour identification de ses besoins	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Evaluation de niveau actuel d'intégration (niveau de référen	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Des outils de renforcement de la gouvernance locale et de la maîtrise d	70 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Acteurs nationaux de sensibilisation, information et de mobilisation de	70 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	14%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Des outils pour le développement et la mise à jour de base de données	80 000	739 848	739 848	739 848	86%	683 707	86%	683 707	85%	111 141
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Développement Atlas des ODD	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - SIE-CEMAC	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Mise en œuvre SIE-UEMOA (incluant TIREP et PIE-Energie)	50 000	739 848	739 848	739 848	86%	683 707	86%	683 707	85%	111 141
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Etudes pour la mise en œuvre du SIE-COJ et Airco de l'Est	30 000	-20 000	10 000	10 000	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Autres outils pertinents assistants sont identifiés, traduits et	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.111.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Adhésion Gille des Compétences pour PND-Post2015	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112	IFDD	411	Les connaissances des acteurs et les capacités institutionnelles des p	755 000	174 017	929 017	651 035	72%	551 035	72%	548 031	72%	210 382
034.112.1	IFDD	411	Les acteurs locaux, nationaux et régionaux ciblés sont formés à l'amb	370 000	-13 382	256 618	231 911	69%	231 911	69%	231 682	69%	1 707
034.112.1.1	IFDD	411	Formation nationale et régionale sur les outils de gestion de l'envi	100 000	63 625	163 625	125 023	100%	125 023	100%	125 795	100%	2
034.112.1.1.1	IFDD	411	Formation nationale et régionale sur les outils de gestion (ASD)	100 000	63 625	163 625	125 023	100%	125 023	100%	125 795	100%	2
034.112.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Conception d'outils/méthodes de Gestion Avée sur les Résul	0	30 000	30 000	30 000	0%	0	0%	0	0%	1%
034.112.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Appui de précision des cibles des ODD dans les collectivité	30 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Appui à l'intégration des ODD aux niveaux régional et national	100 000	-53 094	46 906	35 063	99%	36 683	99%	36 683	99%	223
034.112.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Appui à la formation et de renforcement des capacités sur les thém	40 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Les pays ciblés et les acteurs à tous les niveaux seront formés à l'uti	50 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	(Femmes) - Formations Nationales en GAO-CE pour PND-Post 2015	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Appui aux activités de planification des collectivités renouées et intégr	50 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Les acteurs des pays ciblés sont formés dans les secteurs identifiés	335 000	200 000	535 000	470 360	94%	269 725	56%	269 725	56%	208 674
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation régionale et nationale en EE (EMAMU, CETEF, Champs Etr)	105 000	80 000	185 000	88 088	94%	88 088	94%	88 088	94%	8 161
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation en Politique et Economie de l'Energie	70 000	21 842	91 842	91 833	100%	91 833	100%	91 833	100%	9
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation Professionnelle sur la Tarification de l'Energie	40 000	93 987	133 987	133 987	24%	32 745	24%	32 745	24%	101 243
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation Professionnelle sur les PPP dans le secteur de l'Energie	70 000	60 750	130 750	130 750	34%	51 277	34%	51 277	34%	99 473
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation Professionnelle sur les PPP dans le secteur de l'Energie	50 000	-21 180	28 820	5 030	74%	5 030	74%	5 030	74%	1 700
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Formation sur le concept de l'économie verte et ses principaux outi	0	20 000	20 000	20 000	0%	0	0%	0	0%	0%
034.112.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	IFDD	411	Un accompagnement des acteurs dans la mise en pratique des outi	540 000	1 626 692	2 166 692	1 056 516	42%	1 056 599	42%	1 440 176	67%	1 440 176
034.113	DFEN	411	Des projets pilotes et initiatives de Développement local (Initiative-Eau	50 000	39 690	219 690	219 690	100%	219 690	100%	219 690	100%	0
034.113.101	DFEN	411	Cofinancement et mise en œuvre de projets concurrent à l'initiative de	50 000	39 690	219 690	219 690	100%	219 690	100%	219 690	100%	0
034.113.102	DFEN	411	(Femmes) - Comité de Pilotage du PROFADEL élargi aux pays	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.113.103	DFEN	411	Raison et mission de suivi de l'initiative-programme	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.113.2	IFDD	411	Des modules de marché d'efficacité énergétique pour développés et	50 000	1 245 958	1 305 958	1 305 958	11%	153 023	11%	153 023	11%	1 212 335
034.113.201	IFDD	411	Programme EE-UEMOA Bénin	0	598 841	598 841	39 487	6%	39 487	6%	39 487	6%	572 054
034.113.202	IFDD	411	Programme EE-UEMOA Côte d'Ivoire	0	25 000	703 791	728 791	12%	88 510	12%	88 510	12%	640 281
034.113.203	IFDD	411	Programme EE-ASECNA	0	45 000	45 000	0	0%	0	0%	0	0%	0%
034.113.3	IFDD	411	Programme Chauffe-eau solaire	40 000	688	25 628	25 628	100%	25 628	100%	25 628	100%	1
034.113.301	IFDD	411	Le soutien et le partenariat sur initiatives d'Énergies Renouvelables po	90 000	30 000	25 594	25 594	22%	61 381	22%	61 381	22%	220 183
034.113.302	IFDD	411	Participation aux rencontres d'Énergie, d'Éco-Énergie et d'autres partena	30 000	0	113 732	113 732	100%	113 732	100%	113 732	100%	102 637
034.113.303	IFDD	411	Renforcement des capacités de sensibilisation et de plaidoyer de la so	30 000	15 000	15 008	12 019	80%	12 019	80%	12 019	80%	3 009
034.113.304	IFDD	411	Appui à la participation aux rencontres internationales sur l'énergie	30 000	137 844	167 844	167 844	25%	38 167	25%	38 167	25%	114 637
034.113.4	IFDD	411	Des initiatives régionales et nationales sur le développement durable	350 000	89 564	609 564	609 564	99%	621 006	99%	621 006	99%	7 658
034.113.401	IFDD	411	Appui aux acteurs institutionnels et juridiques dans le développement	100 000	-31 223	18 777	18 777	100%	18 775	100%	18 775	100%	2
034.113.402	IFDD	411	Publications de prospectus et de guides pratiques en matière d'énergie	50 000	-27 931	22 069	22 069	99%	21 075	99%	21 075	99%	294
034.113.403	IFDD	411	Initiative de la Francophonie sur la tourisme durable pour les PEI, lit	60 000	66 007	126 007	126 007	100%	126 007	100%	126 007	100%	417
034.113.404	IFDD	411	(Femmes) - Initiative APD Top	0	125 000	125 000	43 948	100%	43 947	100%	43 947	100%	1
034.113.405	IFDD	411	Initiative de la Francophonie pour les villes jumelles et ONU-Habitat II	70 000	3 645	28 648	28 648	96%	27 511	96%	27 511	96%	1 138
034.113.406	IFDD	411	État des lieux sur les processus d'évaluation de mise en œuvre et de	90 000	-12 595	87 405	87 405	100%	87 479	100%	87 479	100%	2%
034.113.407	IFDD	411	Appui aux activités transnationales de l'ODF	0	165 000	171 000	331 139	96%	331 139	96%	331 139	96%	5 781
034.114	IFDD	411	L'expérience et les spécificités francophones, dans la mise en œuvre d	650 000	398 532	683 532	683 532	91%	609 085	91%	609 085	91%	14 537

D34.114.1	IFDD	Des revués par les pairs sur les pratiques de mise en oeuvre du Projet Appel à la Revue par les pairs d'un cadre stratégique de planification en 2015	40 000	50 000	15 825	65 825	65 231	89%	65 231	99%	65 231	99%	65 231	394	2%
D34.114.101	IFDD	Appel à la Revue par les pairs d'un cadre stratégique de planification en 2015	40 000	50 000	15 825	65 825	65 231	89%	65 231	99%	65 231	99%	65 231	394	2%
D34.114.2	IFDD	Les expériences et les différences étapes des processus mis en oeuvre	400 000	282 000	180 399	442 399	432 527	96%	432 527	99%	432 527	99%	432 527	9 642	4%
D34.114.201	IFDD	Appel à la participation au Forum Politique de Haut Niveau des pays insulaires	20 000	28 000	131 182	159 182	157 189	99%	157 189	99%	157 189	99%	157 189	3 487	0%
D34.114.202	DPDS	Contribution à l'élaboration des PND-2015/2020, leur suivi-évaluation (Fremi) - Suivi et négociation ODD, financement et FFRN et Plan 2015	90 000	90 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.114.203	IFDD	(Fremi) - Publications et autres outils de communication sur les acquis	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.114.204	IFDD	Animation de 15 portails et actions de LEF, Capteurs robots et autres	200 000	134 000	-982	133 018	129 164	97%	129 164	97%	129 164	97%	129 164	3 674	0%
D34.114.205	IFDD	Réunions conjointes de mutualisation et de capitalisation d'expérience	30 000	31 858	1 879	31 858	31 858	99%	31 858	99%	31 858	99%	31 858	468	1%
D34.114.207	IFDD	Organisation d'une table ronde au Forum Mondial du développement	30 000	0	-1 679	28 321	28 321	100%	28 321	100%	28 321	99%	28 321	0	0%
D34.114.3	IFDD	Les bonnes pratiques pour assurer un accès universel aux	210 000	165 000	210 828	375 828	371 527	99%	371 527	99%	371 527	99%	371 527	4 301	1%
D34.114.301	IFDD	Mise en place effort renforcement de portails et réseaux francophones	30 000	27 000	9 103	36 103	36 096	100%	36 096	100%	36 096	100%	36 096	7	0%
D34.114.302	IFDD	Appel à l'APP, aux acteurs nationaux ou locaux pour la démonstration (Fremi) - Appui au Réseau RNF	90 000	45 000	202 658	248 658	248 646	99%	248 646	99%	248 646	99%	248 646	2 012	3%
D34.114.303	IFDD	Appel à l'APP, aux acteurs nationaux ou locaux pour la démonstration (Fremi) - Appui au Réseau RNF	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.114.304	IFDD	Appel à l'APP, aux acteurs nationaux ou locaux pour la démonstration (Fremi) - Appui au Réseau RNF	50 000	88 000	-2 892	65 108	63 315	97%	63 315	97%	63 315	97%	63 315	1 785	9%
D34.114.305	IFDD	Publications l'équipe FRISME, Fertilisation Urbaine durable, Construction	50 000	25 000	-1 841	23 159	23 470	99%	23 470	99%	23 470	99%	23 470	489	1%
D34.12	IFDD	Les capacités des acteurs francophones sont renforcées en vue d'un	865 000	900 000	587 411	1 305 906	1 304 811	91%	1 304 811	91%	1 304 811	91%	1 304 811	141 093	50%
D34.12.1	IFDD	Des ateliers de formation en ligne pour participer aux négociations et	300 000	288 000	351 686	649 686	627 735	97%	627 735	97%	627 735	97%	627 735	122 051	50%
D34.12.1.1	IFDD	Des ateliers de formation en ligne pour participer aux négociations et	120 000	90 000	127 888	187 888	184 420	99%	184 420	99%	184 420	99%	184 420	93 053	0%
D34.12.1.101	IFDD	Ateliers préparatoires aux négociations en amont de la COP23	70 000	90 000	127 988	187 988	184 420	99%	184 420	99%	184 420	99%	184 420	93 053	0%
D34.12.1.102	IFDD	1 atelier régional sur la transformation des CCRN en CDN et édition d'un	50 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.103	IFDD	Séances de formation en ligne sur le Programme de développement du	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.104	IFDD	Des ateliers d'été sur les thèmes émergents liés aux champs prioritaires	80 000	95 000	38 079	134 079	133 917	100%	133 917	100%	133 917	100%	133 917	162	0%
D34.12.1.201	IFDD	1 atelier d'été sur les méthodes de négociation et sur les technologies d	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.202	IFDD	Evénements parallèles en marge de la COP23 sur le climat et de la COP	20 000	25 000	47 057	72 057	71 895	100%	71 895	100%	71 895	100%	71 895	162	0%
D34.12.1.203	IFDD	Contribution IFDD à l'Initiative APA	30 000	70 000	-7 978	62 022	62 022	100%	62 022	100%	62 022	100%	62 022	0	0%
D34.12.1.204	IFDD	Evénement parallèle en marge de la 10ème Réunion africaine sur l'APA	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.301	IFDD	Des mécanismes de concertation et de plaidoyer, entre décideurs exécut	90 000	85 000	-8 220	29 580	28 555	100%	28 555	100%	28 555	100%	28 555	26	0%
D34.12.1.302	IFDD	Journal francophone en marge du Forum économique des Antilles (F	35 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.303	IFDD	Concertations sur la mise en oeuvre du Programme de développement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.304	IFDD	Atelier sur la neutralité en matière de dégradation des terres (Soutien à	10 000	50 000	-50 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.4	IFDD	Des soutiens sont apportés aux réseaux d'experts (notamment dans le	10 000	38 000	241 019	259 019	251 501	99%	251 501	99%	251 501	99%	251 501	28 738	0%
D34.12.1.401	IFDD	Programme d'appui aux initiatives climatic de la Francophonie (Initiative	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.402	IFDD	Production et diffusion de documents d'information sur le Programme d	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.403	IFDD	Soutien aux actions innovantes de mobilisation citoyenne sur le Progr	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.404	IFDD	Concours francophones sur les innovations numériques (en collaborat	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.405	IFDD	Mise en oeuvre d'un programme de renforcement des capacités sur l'ad	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.12.1.406	IFDD	Appui aux activités transposables de l'OFJ	0	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.122	IFDD	Des outils pour la mise en oeuvre et le suivi des engagements en matière	90 000	100 000	16 018	116 018	114 258	98%	114 258	98%	114 258	98%	114 258	1 760	2%
D34.122.1	IFDD	Des Guides et divers outils d'appui aux négociateurs sont régulièrement	90 000	100 000	16 018	116 018	114 258	98%	114 258	98%	114 258	98%	114 258	1 760	2%
D34.122.101	IFDD	2 Guides des Négociateurs et 2 Résurgences pour les décideurs climatic et	50 000	50 000	11 914	71 914	70 599	98%	70 599	98%	70 599	98%	70 599	1 405	1%
D34.122.102	IFDD	Edition d'une Note de synthèse des négociations de la COP22 climat	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.122.103	IFDD	Appel en 2016 à l'action de la version française du Bulletin des Négoci	40 000	40 000	4 104	44 104	43 750	99%	43 750	99%	43 750	99%	43 750	354	0%
D34.122.104	IFDD	Les capacités des pays à mobiliser des financements pour le développe	315 000	330 000	-64 340	265 660	261 803	99%	261 803	99%	261 803	99%	261 803	13 857	0%
D34.122.105	IFDD	Des mécanismes de concertation et de plaidoyer entre les décideurs et	170 000	155 000	-22 000	133 000	129 512	94%	116 253	87%	103 447	78%	103 447	8 488	0%
D34.123	DFEN	Appui technique à la concertation et à l'animation de cliniques d'ap	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.123.101	DFEN	Réunions des ministres et experts des finances	30 000	35 000	-4 000	31 000	30 000	100%	30 000	100%	30 000	100%	30 000	100	0%
D34.123.102	DFEN	Acteurs de plaidoyer et de coopération avec d'autres institutions et pro	50 000	40 000	-18 000	22 000	19 223	87%	19 223	87%	19 223	87%	19 223	2 777	7%
D34.123.103	DFEN	Appui technique à la concertation et à l'animation de cliniques d'ap	70 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.123.104	DFEN	Des réseaux d'experts sur la concertation et au plaidoyer	95 000	130 000	-23 000	107 000	104 588	98%	104 588	98%	104 588	98%	104 588	2 412	0%
D34.123.201	DFEN	Animation du réseau d'experts en économie et finances FrancoFinDev.	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.123.202	DFEN	Renforcement de capacités du réseau d'experts en économie et financ	80 000	110 000	-14 500	95 500	95 500	100%	95 500	100%	95 500	100%	95 500	0	0%
D34.123.203	DFEN	Participation et contribution des experts au réseau FrancoFinDev. sur l	15 000	20 000	-8 500	11 500	11 500	100%	11 500	100%	11 500	100%	11 500	0	0%
D34.123.3	DFEN	Des ateliers et missions d'assistance technique et autres événements	50 000	45 000	-19 340	25 660	22 633	89%	22 633	89%	22 633	89%	22 633	2 927	11%
D34.123.301	DFEN	Missions d'assistance technique dans les pays du réseau FrancoFinDev	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.123.302	DFEN	Etudes techniques et de cas sur les instruments, outils sources et a	50 000	45 000	-19 340	25 660	22 633	89%	22 633	89%	22 633	89%	22 633	2 927	11%
D34.124	IFDD	Les pays ciblés et les catégories d'acteurs francophones accèdent à	160 000	172 000	294 087	466 087	462 072	99%	462 072	99%	462 072	99%	462 072	3 995	0%
D34.124.1	IFDD	Des supports de communication, incluant des outils électroniques d'inf	20 000	45 000	-4 274	40 726	40 088	98%	40 088	98%	40 088	98%	40 088	626	3%
D34.124.101	IFDD	Edition d'un numéro de la revue Liaison Energie-Francophonie relatif au	20 000	20 000	331	20 331	20 324	100%	20 324	100%	20 324	100%	20 324	7	0%
D34.124.102	IFDD	(Fremi) - Edition de 4 numéros du bulletin Objectif 7 (en français, en ni	0	25 000	-4 605	20 395	19 774	97%	19 774	97%	19 774	97%	19 774	621	0%
D34.124.103	IFDD	Identification des axes pertinents d'observation de l'espace economi	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.124.104	IFDD	Evaluation du bulletin Objectif 7 (en français, en anglais, en espagnol	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.124.2	DFEN	Des thèmes d'intérêt particulier au titre du développement durable et de	80 000	60 000	302 658	382 658	379 820	99%	379 820	99%	379 820	99%	379 820	56	0%
D34.124.201	DFEN	Conférence de Montréal	40 000	25 000	297 300	322 300	322 341	100%	322 341	100%	322 341	100%	322 341	56	0%
D34.124.202	DFEN	Autres événements/participations des événements dans le domaine éco	40 000	35 000	5 268	40 268	40 268	100%	40 268	100%	40 268	100%	40 268	0	0%
D34.124.301	IFDD	(Fremi) - Production, traduction et diffusion de documents de travail	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.124.302	IFDD	(Fremi) - Production, traduction et diffusion de documents de travail	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0	0%
D34.124.4	IFDD	Des plateformes et outils électroniques de partage d'information géne	60 000	67 000	-4 165	62 835	60 127	96%	60 127	96%	60 127	96%	60 127	2 708	4%
D34.124.401	IFDD	Animation de 3 portails de Mediateur, et outils ou plateformes web ass	30 000	67 000	-4 165	62 835	60 127	96%	60 127	96%	60 127	96%	60 127	2 708	4%

[Handwritten signature]

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credits rectifiés	Somme des modifications	Credits modifiés	Credits réservés	Réservés / modifiés (%)	Credits engagés	Engagés / Modifiés (%)	Credits ordonnancés	Ordonnancés / Modifiés (%)	Credits non réservés / réservés (%)
D34-124.402	IFDZ	412	Animation et vulgarisation de la plateforme numérique - objectif 2030 - Les conditions d'une croissance durable et équilibrée dans les pays à revenu intermédiaire	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-2	DFEN		L'écosystème entrepreneurial pour les filières innovantes et émergentes	1 190 000	5 147 228	6 337 228	5 855 371	5 855 371	92%	5 755 171	90%	4 878 720	76%	491 857
D34-211	DFEN		Les femmes et les jeunes francophones porteurs de projets ont renforcé leurs capacités	420 000	4 149 854	4 569 854	3 825 414	3 825 414	84%	3 778 958	84%	3 032 827	74%	265 640
D34-211.1	DFEN		(Femmes) - Les pays bénéficiaires sont sélectionnés	180 000	1 835 035	2 015 035	1 753 871	1 753 871	87%	1 719 025	86%	1 355 189	69%	201 754
D34-211.101	DFEN	421	(Femmes) - Réalisation d'une campagne d'information auprès des pays en développement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.102	DFEN	421	(Femmes) - Organisation des réseaux de lancement des idées innovantes	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.2	DFEN		(Femmes) - Une étude est réalisée dans chaque pays cible pour identifier les besoins	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.201	DFEN	421	(Femmes) - Réalisation des études terrain dans les 2 ou 3 pays cibles et	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.3	DFEN		Des incubateurs d'entreprises à destination des femmes et des jeunes à	180 000	934 521	1 114 521	1 079 250	1 079 250	96%	1 042 334	94%	879 913	80%	25 271
D34-211.301	DFEN	421	(Femmes) - Appui à la mise en place d'un incubateur d'entreprises dans 4	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.302	DFEN	421	(Femmes) - Fonds canadiens - Entrepreneur Femmes Jeunes - Incubateur	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.303	DFEN	421	Réalisation des études terrain par des équipes d'experts pilotes par 10	40 000	75 000	75 000	75 000	75 000	100%	75 000	100%	67 500	90%	0
D34-211.304	DFEN	421	Mise en place du Comité de pilotage, signature des Accords-cadres (p	40 000	50 000	150 000	150 000	150 000	100%	150 000	100%	136 422	73%	0
D34-211.305	DFEN	421	Appui aux jeunes et femmes porteurs de projets et jeunes entrepreneurs	100 000	707 528	807 528	819 409	819 409	97%	778 607	95%	671 777	80%	25 119
D34-211.306	DFEN	421	Missions exploratoires (3) et de suivi terrain (3)	0	1 521	1 521	1 369	1 369	90%	1 369	90%	1 214	88%	152
D34-211.4	DFEN	421	L'équipe de programme et les dispositifs financiers et de suivi du projet	0	911 104	911 104	874 620	874 620	74%	871 104	74%	515 277	57%	236 684
D34-211.401	DFEN	421	Renforcement de l'équipe et dans les pays et dans les équipes de	0	30 000	30 000	20 000	20 000	100%	18 450	61%	18 360	97%	0
D34-211.402	DFEN	421	Signature des protocoles d'accord financiers avec les pays bénéficiaires	0	15 162	15 162	10 162	10 162	67%	10 162	67%	8 458	56%	5 000
D34-211.403	DFEN	421	Mise en place du dispositif de suivi (experts dans ses 3 pays) ; évaluation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-211.404	DFEN	421	Renforcement de l'équipe programme, frais d'audit, frais d'évaluation de	0	875 942	875 942	844 458	844 458	79%	841 689	79%	487 491	56%	231 684
D34-212	DFEN		Un environnement institutionnel, juridique et financier favorable à la cré	120 000	1 197 002	1 317 002	1 314 150	1 314 150	100%	1 262 710	96%	914 912	69%	2 852
D34-212.1	DFEN	421	Les pays cibles sont appuyés dans l'optimisation du cadre juridique et	30 000	268 383	398 383	388 276	388 276	100%	308 251	100%	314 108	81%	87
D34-212.101	DFEN	421	(Femmes) - Identification et rencontre des pays qui participent au fonct	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-212.102	DFEN	421	(Femmes) - Formalisation et suivi du partenariat avec l'OCDE en vue d'u	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-212.103	DFEN	421	(Femmes) - Identification, rencontre et mobilisation des réseaux transph	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-212.104	DFEN	421	Optimisation du cadre juridique, simplification des procédures de crédi	0	70 000	262 193	332 193	332 193	100%	332 081	100%	264 738	80%	87
D34-212.105	DFEN	421	Secularisation et appui à la mise en place des dispositifs juridiques, lec	0	3 500	3 500	3 500	3 500	100%	3 500	100%	3 500	100%	0
D34-212.106	DFEN	421	Appui à la mise en œuvre d'instruments d'innovation et de simplici	0	670	670	50 070	50 070	100%	50 070	100%	48 870	91%	0
D34-212.107	DFEN	421	Accroître la participation des pays cibles à des fora Nord/Sud et Sud/S	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-212.2	DFEN		Des campagnes de sensibilisation aux enjeux de normalisation, de cert	20 000	429 588	449 588	429 588	429 588	100%	429 588	100%	180 504	41%	22
D34-212.201	DFEN	421	Mise en place d'ateliers de sensibilisation et de formation des acteurs d	20 000	116 246	116 246	116 246	116 246	100%	116 246	100%	66 256	57%	0
D34-212.202	DFEN	421	Sensibilisation et formation à la normalisation	0	213 342	213 342	213 342	213 342	100%	180 450	85%	114 248	54%	22
D34-212.3	DFEN		Des ateliers de sensibilisation à l'inclusion financière des TPME sont e	70 000	507 853	577 853	507 853	507 853	100%	498 989	98%	354 635	70%	0
D34-212.301	DFEN	421	Organisation d'activités de sensibilisation à l'inclusion financière des 1	0	91 602	91 602	91 602	91 602	100%	91 602	100%	72 121	79%	219
D34-212.302	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs de soutien financier à l'entrepr	70 000	149 800	149 800	149 800	149 800	100%	148 819	99%	148 819	100%	0
D34-212.303	DFEN	421	Sensibilisation à l'inclusion financière et appui à la mise en place de di	0	266 751	266 751	266 751	266 751	100%	264 865	99%	136 105	51%	0
D34-212.4	DFEN		L'accès des TPME à l'information stratégique est amélioré	0	93 086	93 086	93 086	93 086	100%	88 855	95%	66 695	71%	2 455
D34-212.401	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs facilitant l'accès aux marchés à l'	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-212.402	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs facilitant l'accès aux marchés à l'	0	93 086	93 086	93 086	93 086	100%	88 855	95%	66 695	71%	2 455
D34-213	DFEN		Les acteurs francophones en charge des questions liées à l'emploi ont	120 000	696 627	816 627	814 983	814 983	100%	803 650	98%	752 738	92%	2 034
D34-213.1	DFEN		Mise en place d'activités de sensibilisation et de renforcement de cap	50 000	75 893	125 893	125 893	125 893	100%	122 068	97%	110 481	89%	56
D34-213.101	DFEN	421	Les jeunes et les femmes entrepreneurs sont structurés et renforcé	50 000	40 000	180 900	208 835	208 835	100%	208 577	100%	197 864	95%	65
D34-213.2	DFEN		Des événements d'échanges d'expériences rassemblent l'ensemble de	50 000	40 000	180 900	208 835	208 835	100%	208 577	100%	197 864	95%	65
D34-213.3	DFEN		Organisation et appui à la participation des acteurs francophones à de	20 000	451 834	471 834	471 834	471 834	100%	473 016	98%	435 141	90%	1 914
D34-213.302	DFEN	421	(Femmes) - Fonds canadiens - Entrepreneur Femmes Jeunes -	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-22	DFEN		Les organisations, pays et institutions cibles sont davantage en mes	770 000	4 174 974	4 944 974	4 944 974	4 944 974	100%	4 944 974	100%	4 944 974	100%	0
D34-22.1	DFEN		Les régions francophones ont accru leur capacité à développer des st	400 000	1 343 752	1 743 752	1 565 120	1 565 120	87%	1 511 797	79%	1 397 805	77%	223 639
D34-22.101	DFEN	422	Les outils améliorant la maîtrise, par les régions, des mécanismes d'a	70 000	64 000	128 000	68 568	68 568	53%	68 568	53%	62 182	48%	59 442
D34-22.102	DFEN	422	Organiser des missions de régulation des professionnels techniques	30 000	43 447	83 447	83 447	83 447	100%	83 447	100%	52 909	61%	0
D34-22.103	DFEN	422	Organiser des missions de régulation des professionnels techniques	0	6 883	6 883	6 883	6 883	100%	6 883	100%	6 883	100%	0
D34-22.2	DFEN		Des experts francophones spécialisés en politiques commerciales sont	210 000	802 989	1 012 989	1 042 628	1 042 628	94%	1 038 283	95%	968 094	81%	14 141
D34-22.201	DFEN	422	Recruter, déployer et former les Conseillers nationaux et régionaux en	125 000	984 758	1 109 758	984 758	984 758	100%	984 758	100%	928 405	94%	0
D34-22.202	DFEN	422	Participer aux réunions statutaires des instances de gestion du progr	25 000	25 911	42 911	42 911	42 911	88%	40 995	84%	30 379	62%	6 111
D34-22.203	DFEN	422	Appuyer les réseaux d'acteurs de communication et de plaidoyer et une bo	30 000	22 437	48 437	48 437	48 437	100%	48 437	100%	48 437	100%	0
D34-22.204	DFEN	422	Participer aux missions de suivi des conseillers et réseaux statutaires	30 000	6 883	31 883	31 883	31 883	100%	31 883	100%	31 883	100%	0
D34-22.3	DFEN		Des concentrations inter-régionales sur les enjeux des accords comm	50 000	1 980	40 980	41 560	41 560	83%	38 707	82%	38 707	82%	5 420
D34-22.301	DFEN	422	Organiser des ateliers inter-régionaux de plaidoyer	30 000	25 581	45 581	45 581	45 581	91%	38 965	86%	30 707	65%	4 001
D34-22.302	DFEN	422	Organiser des ateliers inter-régionaux de plaidoyer	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-22.4	DFEN		Des réseaux de professionnels opèrent dans les Arabes, économ	90 000	166 079	261 079	213 980	213 980	65%	207 911	85%	182 118	77%	37 699
D34-22.401	DFEN	422	Organiser des ateliers inter-régionaux de plaidoyer	30 000	34 368	68 736	68 736	68 736	100%	68 736	100%	68 736	100%	0
D34-22.402	DFEN	422	Organiser des ateliers inter-régionaux de plaidoyer	30 000	31 611	63 222	63 222	63 222	100%	63 222	100%	63 222	100%	0
D34-22.5	DFEN		Des nouveaux pays de l'AFRIQUE du Nord bénéficiaires du programme	0	208 534	208 534	208 534	208 534	100%	208 534	100%	208 534	100%	0
D34-22.501	DFEN	422	Recruter, déployer et former les nouveaux conseillers nationaux en p	0	208 534	208 534	208 534	208 534	100%	208 534	100%	208 534	100%	0
D34-22.502	DFEN	422	Recruter, déployer et former les nouveaux conseillers nationaux en p	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%
D34-22.503	DFEN	422	Appuyer l'élaboration de stratégies d'aide pour le commerce et les acti	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0%

D06.3		Etudes et évaluations	300 000	280 000	200 132	480 132	351 749	73%	340 506	73%	319 349	67%	128 383	30%	
D06.31	DPDS	L'action de l'OFI est conçue et mise en œuvre de manière plus stricte	300 000	280 000	200 132	480 132	351 749	73%	340 506	73%	319 349	67%	128 383	1%	
D06.311	DPDS	La gestion de la programmation est davantage axée sur les résultats. L'accompagnement est apporté aux différentes directions et collectivités (Frem)	180 000	128 000	172 552	300 332	200 136	200 136	87%	197 650	87%	183 517	61%	100 196	0%
D06.311.1	DPDS	Orientation, appui technique, formation et outillage des DA - y compris (Frem) - Elabore une nouvelle directive (volonté) sur le suivi-évaluation	60 000	53 000	36 800	69 300	88 660	99%	86 104	97%	79 576	82%	640	0%	
D06.311.101	DPDS	(Frem) - Développer les pratiques en évaluation au sein de l'OFI pour des	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	1%	
D06.311.102	DPDS	(Frem) - Elabore une nouvelle directive (volonté) sur le suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D06.311.103	DPDS	(Frem) - Elabore une nouvelle directive (volonté) sur le suivi-évaluation	90 000	28 000	36 200	64 200	63 584	96%	61 128	95%	48 711	76%	616	50%	
D06.311.104	DPDS	(Frem) - Elabore une nouvelle directive (volonté) sur le suivi-évaluation	30 000	25 000	0	25 000	24 879	100%	24 975	100%	24 865	99%	24	0%	
D06.311.2	DPDS	Veille, renforcement de capacités de la DPDS en matière de planification	120 000	50 000	141 132	191 132	92 040	48%	92 040	48%	92 040	48%	99 062	0%	
D06.311.201	DPDS	Des exercices de programmation, planification, suivi et évaluation des (Frem) - Développer une boîte à outils et un guide d'utilisation évolutifs	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D06.311.202	DPDS	(Frem) - Développer une boîte à outils et un guide d'utilisation évolutifs	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D06.311.203	DPDS	(Frem) - Renforcer la plateforme de la Programmation notamment par la	80 000	50 000	42 040	92 040	92 040	100%	92 040	100%	92 040	100%	0	0%	
D06.311.204	DPDS	Mise en œuvre du chronogramme et du plan d'évaluation. Appui fourni	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	100%	
D06.311.205	DPDS	Promotion et appui à l'innovation francophone en planification-suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	2%	
D06.311.3	DPDS	Appui à l'élaboration de la stratégie EPH de la Francophonie	0	0	59 992	59 992	0	0%	0	0%	0	0%	99 092	0	
D06.311.301	DPDS	Mise en débat, ajustement et amélioration continue des outils	25 000	0	-5 000	20 000	19 536	98%	19 536	98%	17 600	90%	464	20%	
D06.312	DPDS	Le pilotage de la programmation implique davantage l'intelligence stratégique	105 000	101 000	-5 000	20 000	19 536	98%	19 536	98%	17 600	90%	464	13%	
D06.312.1	DPDS	Les moyens et les capacités de réflexion stratégiques des équipes, de	85 000	79 000	29 000	138 000	103 646	80%	103 153	79%	89 478	80%	26 154	0%	
D06.312.101	DPDS	(Frem) - Appuyer la gouvernance de l'OFI en matière de programmation	0	0	29 000	108 000	94 817	87%	94 418	87%	81 816	76%	13 593	0%	
			0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	

LM